

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE CRÉDIT

DANS LES

COLONIES SUCRIÈRES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 22 mars 1901, à 2 h. 1/2

PAR

A. HIGNETTE

Président : M. LÉVEILLÉ.

Suffragants : { MM. ESTOUBLON,
BOURGUIN, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE CRÉDIT

DANS LES

COLONIES SUCRIÈRES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 22 mars 1901, à 2 h. 1/2

PAR

ALFRED HIGNETTE



Président : M. LÉVEILLÉ.

Suffragants : { MM. ESTOUBLON, } professeurs.
BOURGUIN, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

LE CRÉDIT

DANS LES COLONIES SUCRIÈRES FRANÇAISES

INTRODUCTION

Au moment où nous commençons cette étude, on annonçait la prorogation par décret pour une année du privilège des banques coloniales.

Sans vouloir discuter ici la légalité très douteuse de cette mesure, qu'il nous soit permis de regretter des lenteurs parlementaires qui paraissent venir pour beaucoup de l'indifférence des Chambres.

L'on pourrait, en toute justice, leur rappeler les paroles que prononçait déjà, à propos de ces mêmes banques coloniales, M. Aubry (des Vosges) à la tribune de l'Assemblée constituante, le 24 juin 1851 : « Assurément, disait-il, s'il s'agissait d'introduire dans notre pays, en France, une banque pareille à celles qui sont constituées dans nos colonies.... vous verriez immédiatement surgir tous les grands financiers, tous les grands orateurs de cette Assemblée qui, bien certainement, mettraient leur talent et leur autorité au service de cette question. Mais il s'agit d'un intérêt loin-

tain, il s'agit de banques coloniales et je crois qu'on y apporte beaucoup trop de laisser-aller. »

Or les Chambres n'ont pas le droit de se montrer indifférentes, de paraître se désintéresser de ce qui est un des problèmes vitaux, peut-être le problème vital de la colonisation contemporaine. Sans le crédit colonial, à la fois commercial, agricole et foncier, point de mise en valeur possible.

Et la mise en valeur s'impose absolument : il nous faut faire de nos colonies autant de foyers économiques florissants, capables d'assurer les débouchés de l'industrie métropolitaine. Pour reprendre, en l'amplifiant, l'idée de Frédéric List, les grandes nations modernes doivent s'efforcer de créer autour d'elles des mondes complets, pouvant se suffire à eux-mêmes, vivre d'une vie propre ; elles devront se constituer en mondes « normaux ». A l'heure, peut-être prochaine, d'un protectionnisme plus outré, ce sera la condition nécessaire de leur prospérité.

La Grande-Bretagne l'a compris. Devant la croissance extraordinaire du commerce allemand, la concurrence des aciers des Trusts américains, aujourd'hui même des charbons, devant le Japon, la Russie économiques qui se lèvent, l'abandon pour ainsi dire universel du « Free Trade », et ses propres exportations stationnaires, la ligue de « La plus Grande Angleterre » a jeté le cri d'alarme et indiqué le remède : l'union de la métropole et de ses colonies, la constitution de l'empire, et ses résultats pratiques : l'admission des produits anglais, en dehors des traités, à un

régime de faveur, leur accordant une diminution de 25 0/0 sur les tarifs.

Le peuple anglais a sinon compris et raisonné, tout au moins senti que là était bien le salut et c'est pourquoi il reste aveuglément fidèle, quelles que soient ses erreurs et les sacrifices imposés par ses fautes à l'homme qui a prêché l'empire, qui l'incarne : au ministre des colonies, Joseph Chamberlain.

Tout cela, nous avons un peu l'air de l'ignorer en France. Explorer. Conquérir. A la rigueur, pacifier. Nous croyons la tâche faite. Tuer des hommes, planter des drapeaux, caser des fonctionnaires, ce n'est pourtant pas coloniser. C'est tout au plus rendre hommage à ce culte néfaste que M. Novicow appelle quelque part « l'idolâtrie du kilomètre carré (1). »

Il est pénible, après les millions dépensés et les vies prodiguées au climat meurtrier d'Afrique, d'apprendre du ministre même répondant à une demande de M. Franck-Chauveau qu'il n'y a au Soudan que 40 colons.

	Agriculteurs	Industriels	Commerçants
Soudan.	0	3	37
Guinée	»	0	82
Côte d'Ivoire	»	»	52
Dahomey	»	»	138
Congo	»	»	90
Somalis.	»	»	21

Voici les chiffres ministériels !

(1) Novicow, *Les gaspillages des sociétés modernes*, 1894.

Le Soudan a déjà coûté à la métropole près de 150 millions, ce qui ramène les frais d'établissement de chaque colon à plus de 3 millions ; les dépenses, en 1898, étaient de 6.180.000 ; 6.165.000 en 1899. La protection de chaque Français revient donc à plus de 154.000 francs (1).

Nous manquons d'hommes. La lente infiltration qui se produit journellement à nos frontières en est une suffisante preuve. Il ne saurait s'agir de colonies de peuplement ; d'ailleurs le climat tropical de nos immenses domaines d'Afrique et d'Asie les destine à devenir des colonies d'exploitation et de plantation. Il faudrait tout au moins y avoir un nombre d'exploitants moins ridicule.

Non pas que nous blâmons le moins du monde, ceux qui se refusent à grossir la petite phalange des émigrants destinés aux colonies françaises. Ils étaient 417, l'an de grâce 1899, emportant avec eux 810,000 francs ; 593, en 1900, avec 824.907 francs ; les malheureux, que vont-ils devenir ?

Peut-être se sont-ils laissés prendre aux superbes discours prononcés lors des dernières distributions de prix par tous les coloniaux d'Europe et ont-ils cru qu'il suffisait d'arriver, avec ses bras et son intelligence, sur une terre nue pour y créer une exploitation fructueuse de « Gentleman Farmer » africain. On s'élève avec indignation contre le goût qu'a notre jeunesse pour le fonctionnarisme, l'on s'étonne du nombre considérable des jeunes gens qui

(1) *Journal des chambres de commerce*, 1898.

sont prêts à quémander des places de fonctionnaires aux colonies et se refusent à s'y installer comme planteurs. Fonctionnaires, ils peuvent y vivre, sans l'aide du capital initial qui leur manque ; agriculteurs, industriels, commerçants, ils ne sauraient même pas y végéter.

Ce n'est pas l'apathie des Français qu'il faut blâmer, c'est l'apathie des capitaux français. Il y a quelques mois un grand quotidien insérait l'annonce suivante : « Docteur en droit, 27 ans, références de premier ordre, sachant l'anglais, l'allemand, les mathématiques, demande un poste de secrétaire ou de précepteur dans une grande famille (1). » Certes le jeune précepteur s'expatrierait volontiers, si le chef de la grande famille, qu'il réclame à tous les échos de la presse, voulait lui consentir une commandite coloniale, s'il pouvait obtenir d'un capitaliste métropolitain quelconque l'application du vieux « contrat de commande » de l'ancienne France, qui est d'un usage courant en Angleterre, ce que M. Paul Leroy-Beaulieu appelle la « commandite agricole ». Seulement, pour le moment, en France, il ne la trouvera pas.

Les capitalistes du XIX^e siècle ont été à maintes reprises d'admirables « gogos » et toujours les fils, un peu assagis toutefois par l'expérience, des bons bourgeois du XVII^e qui se laissaient prendre aux pièges grossiers rappelés par M. Claudio Jannet : « Les fondations des compa-

(1) Cité par Paul Muller, *Economiste français*, 1898.

gnies fantastiques recommencèrent en 1688... La plus étrange de toutes fut une compagnie, créée dans un but qui sera indiqué quand le temps sera venu. Chaque souscripteur devait déposer deux guinées pour s'assurer la possession d'une action de cent guinées qu'on lui remettrait, en lui révélant la nature des opérations de la compagnie.

« Mille actions furent souscrites dans la matinée et le promoteur put s'enfuir dans l'après-midi avec les deux mille guinées qu'il avait encaissées (1). »

Mais ces mêmes capitalistes ne savent et ne veulent pas risquer, comme en Amérique, une petite partie de leur avoir contre gros intérêts ; ils ont peur, suivant la parole d'un ministre, parlant des dernières concessions accordées au Congo français, d'y faire de l'« humus » et ils ne s'occupent pas de savoir si de ces terres nouvelles fécondées ne sortira pas un jour la prospérité commune.

L'argent français n'est pas toujours prudent, mais tout au moins peureux devant l'inconnu. Dans cette classe moyenne de petits propriétaires économes, rangés, un peu avaricieux, qui fait notre véritable force et a été d'ailleurs la principale cause de notre relèvement, les pères, montrant avec une légitime fierté sur la carte du monde les larges taches, généralement roses, qui représentent nos nouvelles possessions et très heureux d'entendre les écoliers réciter par cœur jusqu'au nom des plus ignorés vil-

(1) Claudio Jannet, *Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle*, 1892.

lages, les croiraient devenus fous s'ils parlaient d'aller faire fructifier là-bas, par delà les mers, la moindre part de l'héritage paternel.

Peut-être seraient-ils moins sévères s'ils pensaient à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion. A côté de notre empire colonial encore neuf, où tout est à créer, à organiser, voici en effet les épaves de l'ancien, des pays civilisés ceux-là, où règne le Code civil ! On y trouve des notaires et des magistrats ; trop de magistrats même, qui constituent un véritable luxe, on en compte 111 aux Antilles, 63 à Bourbon.

Il ne faut pas dédaigner ces colonies, parce que relativement petites, elles ont fait leurs preuves, elles ont été mises en valeur et ont connu jadis une grande prospérité, que nous devons tenter de leur rendre.

La crise qu'elles traversent paraît due surtout au système de la monoculture. Elles sont restées désarmées devant la baisse des prix du sucre ; mais beaucoup de bons esprits estiment qu'elles pourraient surmonter leurs difficultés en abandonnant cette exclusivité néfaste, en constituant sur leur territoire de nouvelles cultures riches, en y réintroduisant celles qui ont disparu, comme la culture du café à la Martinique.

Pour cela, certains capitaux sont indispensables. Ils sont rares dans nos colonies, nous les avons vus peureux dans la métropole. Comment organiser le crédit dans les colonies sucrières françaises ? Tel est le sujet de notre thèse.

PREMIÈRE PARTIE

MARTINIQUE, GUADELOUPE, RÉUNION

Nous rapprochons ces trois colonies. En esquisant rapidement leur histoire, en étudiant leurs besoins, en cherchant un remède à la crise dont elles souffrent, nous rencontrerons en effet entre elles de frappantes analogies.

Toutes trois ont fait partie de notre premier empire colonial et leur histoire a passé par les mêmes phases. Elles sont de même formation géologique, elles présentent le même aspect topographique. D'origine volcanique, surmontées de montagnes assez élevées et présentant par suite des températures variées, elles sont susceptibles de donner lieu à plusieurs cultures. Au point de vue politique et administratif elles ont une représentation complète au Parlement, leurs sénateurs, leurs députés. Ce sont presque des départements français, administrés par un gouverneur, assisté d'un directeur de l'intérieur, chef des services administratifs et d'un procureur général, chef des services judiciaires. Elles élisent un Conseil général aux attributions plus étendues en certains cas que ceux de la métropole.

En 1492, Christophe Colomb découvre la Guadeloupe.

que l'Espagne dédaigne. Les Mascareignes, aujourd'hui, la Réunion, Maurice et Rodriguez, découvertes probablement dès 1507 par le voyageur portugais Diego Fernandez Pereira, sont visitées en 1545 par Dom Pedro Mascareignas, et négligées par le Portugal. Quelques Hollandais y débarquent en 1598. A la fin du XVI^e siècle, les Antilles et la Réunion étaient donc connues ; mais aucune puissance européenne ne daigne les occuper. Aux Antilles il y a des indigènes. A la Réunion (Bourbon) il n'y en a pas.

La Guadeloupe, visitée une seconde fois, en 1496, par Christophe Colomb, était occupée par les Caraïbes, venus de l'Amérique du Sud. Ils la nommaient *Turu Vera*. Les Espagnols abandonnèrent l'île en 1515, après l'échec subi par Ponce de Léon. Une bulle pontificale leur donnant tous « les pays nouveaux à découvrir et à convertir dans les mers de l'ouest », ils entendaient cependant réserver à leurs nationaux l'accès des Indes Occidentales. Mais une piraterie lucrative s'organisa contre eux dans les îles, où s'installèrent une foule d'aventuriers parmi lesquels D'Esnambuc, qui fonda avec De Rossey, en 1625, l'établissement de Saint-Christophe. Cette première tentative, encouragée par Richelieu, réussit. De 1635 à 1648, les sieurs De l'Olive et Du Plessis, puis D'Esnambuc lui-même prirent possession, au nom de la France, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Dominique. Ils se répandirent ensuite à Grenade, aux Grenadines, à Sainte-Lucie, à Marie-Galante, aux Saintes, à la Désirade, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Sainte-Croix, non sans difficultés d'ail-

leurs. C'étaient de continuelles luttes avec les Caraïbes, interrompues par des sortes de trêves, qui ne cessèrent qu'en 1660, quand les Indiens survivants au nombre de 6.000 consentirent à être transportés à Saint-Vincent et à la Dominique, et avec les aventuriers anglais ou hollandais qui disputaient aux Français la possession des îles.

D'Esnambuc, le principal fondateur de la Compagnie de Saint-Christophe, créée par Richelieu en 1626 et devenue en 1642 la Compagnie des Îles d'Amérique, eut pour successeur son neveu : Duparquet. La compagnie liquida peu après. Duparquet acheta la Martinique et ses dépendances pour 60.000 livres et les revendit au comte de Cérillac pour 90.000 ; le marquis de Boisseret acquit la Guadeloupe et ses dépendances pour 73.000 livres ; Saint-Christophe, Saint-Barthélemy, Sainte-Croix et la Tortue allèrent à Poinci pour 147.000 livres ; il les légua en 1659 à l'ordre de Malte.

Colbert, lorsqu'il voulut reprendre la politique de Richelieu, crut voir la cause de l'échec de la Compagnie des Îles d'Amérique dans l'étroitesse du domaine concédé. Il fonda en 1664 la grande Compagnie des Indes Occidentales, chargée d'exploiter l'Amérique, de Terre-Neuve à l'Orénoque, et le Sénégal. Elle jouissait de certains droits régaliens, pouvait faire la paix et la guerre, rendait la justice. Le roi racheta la Martinique, la Guadeloupe, aux héritiers de Duparquet et de Boisseret pour le double de la somme payée par eux et les rétrocéda à la Compagnie. M. de Tarcy fut vice-roi des îles d'Amérique. La

Compagnie des Indes occidentales échoua comme la Compagnie des Iles d'Amérique : le Roi de France dut rapporter l'ordonnance de création, la Martinique et la Guadeloupe devinrent possessions royales et le commerce avec les Antilles fut déclaré désormais libre à tous les Français.

En 1638, le Français Salomon Gaubert avait pris possession des Mascareignes au nom du roi, mais sans y fonder d'établissement. En 1642, douze mutins de l'expédition de Madagascar y furent transportés, ils ne laissèrent pas de traces. La Compagnie des Indes orientales, fondée également par Colbert, fut chargée en 1664 de coloniser l'île Dauphine où quelques Français avaient déjà construit Port-Dauphin sous la conduite de Pronis. Elle y rencontra mille difficultés. La colonie de Port-Dauphin fut même massacrée par les indigènes. Mais Pronis, Flacourt, de La Haye avaient occupé l'île inhabitée de Bourbon ; quelques colons y furent envoyés de Lorient, un gouverneur fut nommé en 1665. Sous l'administration du père Bernardin, de 1680 à 1686, les cultures s'étendent. En 1690 il y a 400 habitants dans l'île, dont 200 blancs. Lorsqu'après la perte des Indes en 1764, la Compagnie des Indes orientales, qui comptait juste un siècle d'existence, fit faillite, Bourbon revint au roi.

En 1763 commence pour nos colonies sucrières une longue période de troubles qui ne prendra fin qu'en 1815, troubles extérieurs et intérieurs, guerre étrangère et guerre civile. La France est en guerre avec l'Angleterre qui s'empare de nos possessions des Antilles et les abandonne tour

à tour. La Martinique prise trois fois en 1794, 1809 et 1815 nous fut rendue trois fois : 1802, 1814, 1816. Victor Hugues chasse les Anglais de la Guadeloupe en 1794, ils y reviennent en 1809. Ils occupent Bourbon en 1810.

De plus nos colonies subissaient le contre-coup des événements révolutionnaires. Des partis politiques se forment. La Guadeloupe veut conserver le drapeau blanc, les petits blancs dits « Pompons rouges », puis les hommes de couleur se soulèvent à la nouvelle de 1789. En 1792, les esclaves massacrent leurs maîtres. Exaspérés par le décret du 26 mars 1792, qui donnait le droit de suffrage à tous les hommes libres et plus encore par celui du 4 février 1794, qui décrétait l'abolition de l'esclavage, les planteurs royalistes appellent les Espagnols et les Anglais. Entré à la Martinique en mars 1794, l'ennemi n'en sortira qu'à la paix d'Amiens. A la Guadeloupe, Victor Hugues, vainqueur, se débarrasse des éléments réactionnaires en les faisant fusiller. Bourbon fut plus calme. Les autorités locales refusèrent de publier le décret de la Convention du 16 pluviôse an II, votant d'acclamation l'émancipation des noirs et estimant qu'« elle ne devait pas se déshonorer en mettant en discussion le principe même de la liberté humaine ». En 1796, la population de l'île de France et de Bourbon s'oppose au débarquement de deux agents envoyés par la métropole, et jusqu'en 1803 les deux îles continuèrent à se gouverner elles-mêmes. Bien que le nombre des gens de couleur dépassât de beaucoup celui des blancs, 44.800 noirs et 16.000 colons, il n'y eut pas de

troubles à Bourbon. D'ailleurs on sentit bien, même à la Guadeloupe, combien la mesure de l'an II, non préparée, était en elle-même néfaste. Dès 1794, on édicte la peine de mort contre quiconque vole ou arrache les vivres et l'on finit par embrigader de force les noirs, déclarés libres, pour les obliger au travail. En 1796, il n'y a plus de cultures, tout est anéanti. Sous la direction intelligente de Desfournaux, on recommence à cultiver les plantations. Enfin le Consulat rétablit l'esclavage et la traite. En vain nos Colonies tentèrent de résister au coup d'Etat du 18 brumaire ; l'ordre fut rétabli par le général Richepanse à la Guadeloupe et le général Decaen à Bourbon.

Par l'article 8 du traité du 30 mai 1814 « Sa Majesté britannique s'engageait à restituer à Sa Majesté très chrétienne les colonies, comptoirs, pêcheries et établissements de tout genre que la France possédait au 1^{er} janvier 1792 dans les mers et sur les continents de l'Afrique, de l'Amérique, de l'Asie, à l'exception toutefois des îles Tabago, de Sainte-Lucie, de l'Ile de France et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Seychelles ». Par l'article 9, la Suède nous rendait la Guadeloupe.

Donc en 1815, nous voici de nouveau les maîtres. et cette fois définitivement, de la Guadeloupe, la Martinique, Bourbon. Les guerres de ce siècle, guerres continentales, ne troubleront pas nos colonies. Rappelons toutefois que la Martinique servit de base d'opérations pendant la guerre du Mexique, et la Réunion pendant la guerre de Madagas-

car. Quatre grands faits marqueront jusqu'à nos jours l'histoire des trois îles. Elles obtiendront une représentation politique complète. Leur population se consacre exclusivement à la culture de la canne à sucre, abandonnant les autres productions. L'esclavage sera aboli en 1848 et, conséquence curieuse, de ce fait naîtra le crédit agricole, dès 1851, par la création des banques coloniales.

Après cette courte esquisse historique (1), et avant d'étudier l'organisation du crédit dans nos colonies sucrières, il sera peut-être bon de donner quelques rapides indications sur la constitution économique de chacune d'elles.

La Guadeloupe et ses dépendances. — Située au sud de Montserrat, dont la sépare le canal de Montserrat, et au nord de la Dominique entre 15° 59' et 16° 31' de latitude nord et entre 63° 32' et 64° 10' de longitude ouest. C'est une île double, composée de deux masses insulaires, la Basse Terre ou Guadeloupe proprement dite et la Grande Terre, séparées l'une de l'autre par un étroit bras de mer : la rivière salée. La Basse Terre est montagneuse : le Sans Touché, son point culminant s'élève à 1.484 mètres. La Grande Terre est légèrement ondulée. Elle n'offre aucun cours d'eau important, mais les rivières sont nombreuses dans la Guadeloupe proprement dite. Ces rivières, simples ruisseaux, pendant une partie de l'année, deviennent des fleuves torrentiels à la saison des pluies. La seule qui soit

(1) Levasseur, *La France et ses colonies*, 1893 ; Rambaud, *La France coloniale*, 1895 ; Gaffarel, *Les colonies françaises*, 1893.

navigable, du moins sur une petite partie de son cours inférieur, est la grande rivière à Goyaves qui coule du sud au nord. Les côtes de la Guadeloupe sont entourées de récifs de coraux. Avec les îles et îlots qui en dépendent naturellement : Marie-Galante, la Désirade, les Saintes, plus deux autres îles qui lui sont rattachées au point de vue administratif, Saint-Barthélemy et Saint-Martin (celle-ci à moitié française et à moitié hollandaise), la Guadeloupe occupe une superficie de 1.868 kilomètres carrés, peuplée de 165.000 habitants; sa population a sensiblement diminué depuis plusieurs années ; elle était encore en 1886, de 182.619 habitants, en majorité gens de couleur, comme à la Martinique. Très dense à la Basse Terre où se trouvent plusieurs agglomérations importantes, elle est au contraire très clairsemée à la Guadeloupe proprement dite. La densité moyenne est de 84 habitants. Marie-Galante a 14.000 habitants, la Désirade 14.000, les Saintes 1.800, Saint-Barthélemy 2.650, Saint-Martin 3.500.

Le chef-lieu de la Guadeloupe est Basse Terre, 8.500 habitants, sur la côte orientale de l'île de ce nom ; mais la ville la plus peuplée, le véritable chef-lieu commercial est Pointe à Pitre, 17.600 habitants, à l'entrée de la rivière salée. Son port, très abrité, peut être considéré comme le plus beau des Antilles.

Le sol léger de la Guadeloupe, d'origine volcanique, contient de nombreuses sources d'eaux thermales, il est sujet à des tremblements de terre. La température est plus élevée à la Guadeloupe que dans le reste de l'Atlantique ; la

moyenne n'est pas inférieure à 26°. On peut diviser l'année en deux saisons principales : la saison fraîche, du 15 novembre au 15 avril, et la saison chaude, sèche, du 15 avril au 15 novembre. C'est pendant la deuxième partie de cette saison chaude, l'hivernage, de juillet en novembre, que règnent les vents violents et parfois les cyclones. La pluie tombe en grains pendant mars et avril ; en trombes parfois diluviennes de juillet à octobre. On évalue à 1 m. 95 la pluie qui tombe à la Grande Terre, davantage à la Basse Terre. La température varie pendant la saison sèche de mars en juillet, de 21° le matin à 29 à midi ; pendant l'hivernage de 26 à 37°.

La Martinique. — A 130 kilomètres au sud de la Guadeloupe, et séparée d'elle par l'île anglaise de la Dominique, se trouve la Martinique. L'île est montagneuse. Elle couvre une superficie de 988 kilomètres carrés. Le plus haut des sommets qui la dominant, le mont Pelé, un ancien volcan, a 1.350 mètres. Ses côtes tantôt basses et tantôt formées de falaises élevées, sont entourées à l'est et au sud de bancs de madrépores. Les rivières nombreuses qui arrosent la Martinique se transforment en torrents à la saison des pluies. Il n'y a de navigables et seulement dans leur cours inférieur que la rivière salée, la rivière du Lamentin et la rivière Monsieur.

Le chef-lieu est Fort de France, 15.000 habitants ; le centre commercial le plus important, Saint-Pierre, 27.400 habitants. La densité moyenne de la population est beaucoup plus forte qu'à la Guadeloupe, 177 habitants par ki-

lomètre carré. On évalue le nombre total des habitants à 177.000 dont 15.000 immigrants (travailleurs hindous, africains ou chinois). Les habitants proprement dits se divisent aux Antilles en blancs purs, en noirs issus des anciens esclaves et en mulâtres, provenant du croisement des deux races : les sang mêlés. L'égalité juridique complète qui existe aujourd'hui entre les trois éléments empêche les statistiques officielles de nous renseigner sur leur proportion effective. On n'évalue pas à plus de 30.000 le nombre des blancs purs résidant tant à la Guadeloupe qu'à la Martinique. A la Martinique on trouve : 1° la saison fraîche, de décembre en mars, hauteur barométrique 761,7; température moyenne 24°4; maximum 28°7, minimum : 21°. C'est le printemps.

2° La saison chaude et sèche d'avril en juillet : baromètre 762,6, température moyenne 26°08, maximum 31°8, minimum 29°9. C'est l'été.

3° La saison chaude et pluvieuse, de juillet en novembre, 761 m. 5, moyenne 27°4, maximum 31°4, minimum 23°4. C'est l'hivernage. Cette moyenne de 23°4 à 27°4 est comptée sur le littoral de Saint-Pierre à Fort de France. La température à l'intérieur de l'île se modifie de 250 à 500 mètres d'altitude. Elle est de 18 à 21°.

La principale ressource des deux îles est la culture de la canne à sucre, dont on tire le sucre brun, le sucre blanc d'usine et aussi des sirops, des mélasses, après distillation du rhum et du tafia. Les cultures de café, de cacao, de coton, de tabac y sont bien moins importantes qu'autrefois.

La Réunion. — La Réunion a porté successivement les noms d'île Bourbon, de la Réunion en 1793, d'île Bonaparte en 1809, pour reprendre le nom d'île Bourbon sous la domination anglaise et d'île de la Réunion en 1848. De formation volcanique comme nos possessions des Antilles, elle est située entre 20°50, et 21°20, de latitude sud et entre 52°55, et 53°12, de longitude est. Elle a été longtemps renommée pour sa fertilité et son climat très salubre, bien qu'humide, surtout à l'est. Mais des déboisements exagérés, dont se plaignait déjà Bory de Saint-Vincent en 1803, l'accroissement des terrains alluviaux, les germes d'épidémies apportés par les coolies hindous ont malheureusement compromis cette salubrité. L'île est couverte de montagnes dont la plus haute : le Piton des neiges, s'élève à 3.069 mètres. Bordée sur tout son pourtour d'une plage fertile, il lui manque des rades sûres, dans une mer souvent remuée par des cyclones.

La Réunion a 2.511 kilomètres carrés de superficie. Sa population d'une densité moyenne de 63 habitants, comprend 162,000 habitants dont 120.900 créoles blancs, noirs ou mulâtres, 40.000 immigrants africains, asiatiques et 2 ou 3.000 européens. Les cafres et malgaches remplacent peu à peu, comme travailleurs, les hindous importés principalement autrefois de Malabar. Le nombre des immigrants est bien plus considérable qu'aux Antilles. De plus, tandis qu'à la Guadeloupe et à la Martinique presque tous les créoles sont des hommes de couleur, il y a à la Réunion plus de 60.000 créoles de race blanche.

Le chef-lieu de l'île est Saint-Denis, 30.000 habitants, sur la côte septentrionale, l'arrondissement du vent. Dans l'arrondissement sous le vent, on trouve Saint-Paul et Saint-Pierre.

À l'opposé des Antilles, la saison fraîche dure du 15 avril au 15 novembre : la saison chaude du 15 novembre au 15 avril. C'est l'époque des fortes chaleurs, des pluies abondantes, des raz de marée, des cyclones, surtout en février, qui causent parfois d'incalculables désastres. Amenée par le vent alizé qui souffle de mai en novembre, la pluie tombe plus à l'est qu'à l'ouest. On compte une hauteur annuelle de 4 mètres à Saint-Benoist et seulement 0 m. 70 à Saint-Paul. La température varie à Saint-Denis de 14° à 33° et dans la plaine des cafres, au centre de l'île de 5° à 29° le thermomètre est fixe à 762 m. (1).

Les Antilles et Bourbon sont devenues, comme d'ailleurs toutes les autres colonies de plantations, des ateliers agricoles produisant presque exclusivement pour le dehors. Elles exportent tout ce qu'elles produisent : sucre, vanille, café, tabac, rhum. Elles doivent importer tout ce qu'elles consomment : produits manufacturés et même une grande partie des denrées alimentaires. La Martinique reçoit de France des vins, des cuirs, des beurres, des produits chimiques, des bijoux, de la mercerie. Des Etats-Unis, les céréales, les farines. De la Nouvelle-Ecosse, des morues. Elle exporte aux Etats-Unis son sucre brut, en France son

(1) Schrader, Prudent, Anthoine, *Atlas de géographie moderne*, 1891.

sucres d'usine, du cacao, des bois de campêche et de casse.

La Guadeloupe importe de France, des houilles, des engrais, des ouvrages en peau, des cuirs, des tissus de coton, de la parfumerie. Elle demande à l'étranger de la farine, du riz, des engrais, de la houille ; à nos colonies des morues. Elle exporte ses sucres d'usine, ses cafés, son rhum. La Réunion demande à l'Inde du riz et du froment ; à Madagascar, au Cap, des viandes, des graisses, des farines, à Terre-Neuve, ses morues ; à la France, des vins, des liqueurs ; elle importe encore des tissus de coton, des cotonnades de Pondichéry, des articles de mode, des meubles, des machines. Les bœufs viennent de Madagascar ; les chevaux d'Australie, de France, de la République Argentine. Elle exporte du sucre, de la vanille, du café, des vins, du rhum et même, à Maurice, le tabac et les pommes de terre de ses vivrières. On appelle vivrières, dans nos colonies sucrières, les petites exploitations où les noirs des Antilles, les « petits blancs » de Bourbon cultivent les vivres, absorbées par la consommation locale : maïs, manioc, pois... Dans l'île de la Réunion, où cependant 32.000 hectares restent encore en friche, on produit des patates, du manioc, du maïs, des pommes de terre, des haricots (appelés pois), des lentilles, du riz, des plantes potagères ; le melon, l'artichaut, poussent pendant l'hivernage ; les carottes, les choux, les salades pendant la saison sèche. Et c'est une véritable renommée qu'ont conquise dans l'Océan Indien, les haricots de Salazie, les pommes de terre de la plaine des Cafres et des Palmistes.

On trouve ensuite des plantations de café, de cacao, et puis la principale, on pourrait dire l'exclusive culture : la culture de la canne à sucre.

Elle a fait la fortune de nos colonies. On lui a tout sacrifié. Elle en compromet aujourd'hui l'avenir économique. Encouragés par les faveurs du tarif douanier de la Restauration, les planteurs de Bourbon arrachèrent leurs caféières, défrichèrent les pentes ; il y eut alors une longue période de prospérité, traversée de quelques crises et dont le point culminant paraît avoir été atteint en 1854. En 1840, il y avait 23.000 hectares plantés, produisant 30 millions de kilogrammes de sucre. En 1860, 47.000 hectares produisant 82 millions de kilogs, chiffres retombés dès 1888 à 30.815 hectares et 36.627 kilogs. Par suite de la suppression des privilèges douaniers des sucres coloniaux, la concurrence du sucre de betterave, la baisse des prix accentuée par le défaut d'équilibre d'une production de plus en plus surabondante et d'une consommation stationnaire, une crise intense sévit.

Nous avons indiqué le remède à apporter au système de monoculture, qui deviendrait bientôt tout à fait désastreux. Nos colonies sucrières traversent actuellement une période de transition, A la Réunion, on s'efforce de développer la culture du café et du cacao de très bonne qualité que produisent les parties basses de la côte orientale, la vanille réussit très bien au-dessous de 300 mètres, surtout depuis que la fécondation artificielle en a mieux assuré le rendement. Il ne faudrait cependant pas trop en

recommander l'extension. Le débouché de cette denrée est très restreint et l'on pourrait craindre, comme pour les sucres, une baisse des prix, ruineuse pour les planteurs. La production qui n'était que de 52 quintaux en 1860 était déjà montée dès 1866 au chiffre énorme de 2.060 quintaux. On désire acclimater la vigne, le tabac, les plantes à parfums, les géraniums, les quinquinas. Les essais de culture de coton ont échoué ; on récolte une certaine quantité de thé et de caoutchouc.

Depuis 1871, on a pris des mesures de surveillance pour éviter les défrichements, les incendies, les abattis considérés. On évalue de 40 à 56.000 hectares la superficie des bois qui pourraient donner lieu à une exploitation raisonnée. On n'utilise pas encore le bon minerai de fer, qu'il serait possible de tirer avantageusement, dit-on, des sables noirs provenant de la décomposition des laves. Rappelons les sources d'eaux minérales et thermales et les établissements de Cilaos 1.144 m., Salazie 872 m., Mafatte 582 m. Dans nos possessions des Antilles, on se livre de nouveau à la culture du cacao, du coton, du tabac, du café. Certains colons exploitent la ramie (*urtica utilis*), mais dans des proportions encore timides, faute d'une machine de décortication suffisante. Il y a le manioc dont on tire le tapioca (17 millions de kilogs en 1888). Les ananas, les mangues, les oranges, les bananes sont employées dans quelques fabriques de conserves de fruits de la Guadeloupe. La Martinique importe aujourd'hui le café qu'elle consomme, la production étant pour

ainsi dire nulle depuis 1888, où elle est tombée à 3.000 kilogs ; mais elle songe à reconstituer avec les caféiers de Libéria les fameuses plantations qui firent au XVIII^e siècle sa prospérité. Elle exportait en 1788, 3.334.000 kilogs, valant 8 millions et demi de livres.

On pourrait utiliser les forêts encore vierges des Antilles. Il y a également, paraît-il, à la Martinique, un soufre très fin qui de tout temps s'est déposé dans les grottes, les vallons, toutes les anfractuosités de l'île et dont l'exploitation serait facile, Il suffirait de se baisser, de le ramasser et de l'expédier en France où il remplacerait le soufre d'Italie (1).

Ce ne sont d'ailleurs pas toutes expériences nouvelles à tenter. Si la culture de la canne à sucre a fini par absorber une grande part du sol de Bourbon, nous savons qu'il n'en a pas toujours été ainsi.

Au siècle dernier, la production principale, c'était le café directement importé de Moka et les épices, que l'intendant Poivre était aller chercher, au péril de sa vie, dans les Indes Hollandaises. En 1717, des amateurs malouins obtinrent du roi de Yemen, six plants de caféiers qu'ils apportèrent à Bourbon. Quatre d'entre eux moururent bientôt. En 1718, il n'en restait qu'un ; mais il portait des fruits. Le grain mûrit en 1719. L'administration dresse un inventaire du nombre des grains ; il y en avait 3.400 qui sont répartis entre les habitants ; malheureusement

(1) Gaffarel, *Les colonies françaises*, 1893 ; Henrique, *Les colonies françaises*, 1889.

2.500 ne levèrent pas. On fit en 1723 un recensement général des caféiers, 1.400 plants se trouvaient en plein rapport. Dumas, gouverneur de 1727 à 1734, encourageait les colons à développer leurs cultures. Il écrit : rien n'est plus beau que les caféiers de Bourbon, je vous envoie 250 petites balles de café, j'en garde 200. Avant peu Bourbon pourra suffire à la consommation de toute la France (1).

La production atteint 3 millions 1/2 de kilogs. Mais les ouragans de 1806, 1807, 1829 détruisent successivement tous les grands arbres de l'île et surtout ceux qui servaient d'abri aux caféiers. La culture changea et la canne à sucre, importée dans l'île dès 1711, par Pierre Parat, fut cultivée en grand à Bourbon. En 1884, la Réunion ne produit plus que 602.000 kilogs de café, chiffre tombé à l'heure actuelle à moins de 500.000. Le café de la Réunion est fort réputé ; on ne lui connaît de supérieur que le Moka. Sa récolte se fait en mars et avril. On trouve le café Leroy le plus rustique et le moins estimé ; le café Bourbon qui pousse dans les cantons secs, comme les communes de Saint-Leu, Ravine à Marquet ; enfin le café Libéria. Ce qui reste encore aujourd'hui des grandes plantations d'autrefois est malheureusement ravagé par l'hernileia vastatrix.

Le café de la Martinique a joui également d'une réputation universelle. C'est encore le nom que l'on donne aujourd'hui au café des Antilles, bien que la Martinique n'en produise pour ainsi dire plus. Le premier plant de caféier,

(1) M. Lévillé à son cours d'économie coloniale, 1897-1898.

importé dans l'île en 1723 par le capitaine Desclieux dans son habitation du Prêcheur, prospéra. La récolte de 1788, nous l'avons déjà indiqué plus haut, montait à 3.334.000 kilogs ; mais elle n'a cessé de diminuer depuis la fin de la Restauration ; l'apparition depuis 1830 d'un insecte parasite qui dévasta les plantations découragea les créoles qui arrachèrent eux-mêmes les caféiers. La Martinique importe aujourd'hui du dehors le café qu'elle consomme. On en récolte encore une quantité assez sérieuse à la Guadeloupe : mais qui ne dépasse guère 510.000 kilogs, absorbés par la consommation locale. Le café provenant de nos colonies ne paie en France que la moitié des droits de douane, de même que le cacao et la vanille. Malgré cet avantage et bien que l'importation en France s'en soit considérablement accrue, la production du café n'a pas augmenté dans nos diverses possessions. Il serait à désirer qu'il jouisse d'une détaxe complète. C'est le vœu de tous les coloniaux qu'exprimait, en 1899, la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre, en demandant au Parlement de voter au plus tôt le dégrèvement total des cafés, cacaos et autres denrées secondaires d'origine française, sauf à compenser la perte subie par le Trésor par un léger relèvement des droits sur les denrées de provenance étrangère.

Nous voudrions voir tous les produits coloniaux étrangers importés en France remplacés par les produits coloniaux français. Or nous importons pour 175 millions de café, dont 2 millions seulement des colonies ; 28 millions de caoutchouc, dont 3 millions des colonies ; 5 millions de

conserves de viande, dont 600.000 des colonies ; 175 millions de coton, dont 8.000 francs des colonies ; 4 millions d'essences coloniales, dont 3 millions des colonies ; 400 millions de laine, dont 7 millions des colonies ; 5 millions de bois d'ébénisterie, dont 700.000 francs des colonies ; 50 millions de grains de sésame et amandes de noix de coco, dont 800.000 francs des colonies ; 25 millions de cacao, dont 1 million des colonies...

Quelques chiffres pour la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion. En 1897 :

Cacao en fèves et pellicules.

Importation totale.	24.977.193	kilogs
Importation des colonies françaises.	888.633	»
— Martinique	481.688	»
— Guadeloupe.	400.876	»
— Réunion.	6.089	»

Café en fèves et pellicules.

Importation totale.	174.118.045	kilogs
Importation des colonies françaises.	994.658	»
— Martinique.	Rien	
— Guadeloupe.	595.650	»
— Réunion.	58.586	»

Bois de teinture en bûches :

Importation totale.	89.367.773	kilogs
— Martinique	2.106.906	»
— Guadeloupe.	2.550.135	»

Le dégrèvement total des droits serait certainement, si

le gouvernement s'engageait à le maintenir pendant une période assez longue, une prime suffisante pour susciter de toutes parts de nouvelles entreprises de plantations, notamment aux Antilles et à la Réunion. Elle est nécessaire.

Mettons d'ailleurs de côté la question si complexe du régime des sucres ; n'est-il pas parfaitement illogique, depuis le vote de l'assimilation douanière, de n'accorder aux produits de nos colonies qu'une détaxe partielle ?

L'Etat y perdra une certaine somme ! qu'on se rappelle l'exemple des deux pères de famille de Frédéric List. Le plus sage n'était pas celui qui ne s'occupait que des plus-values immédiates, mais celui qui, au contraire, préparait l'avenir. Les colonies ne sauraient remplir leur mission que prospères, elles n'achèteront que si elles produisent. Si nous avons perdu tout espoir de posséder un jour des colonies riches, abandonnons-les purement et simplement. Si non, sachons dépenser aujourd'hui pour récolter demain. Comme le dit fort justement M. Paul Leroy-Beaulieu, en parlant de la période d'enfance des colonies, nous ajouterons la période des crises, « les charges qu'elles imposent à la mère patrie ne doivent être qu'une raison de plus pour les politiques intelligents de hâter autant que possible les progrès en population, en culture, en richesse » et ne nous occupons pas trop de savoir si tel ou tel budget s'équilibre de lui-même, « si ces frais de premier établissement ne sont presque jamais remboursés directement par les colonies parvenues à l'âge adulte, ils n'en consti-

tuent pas moins un placement avantageux qui rentre par voies détournées avec des intérêts considérables » (1).

N'hésitons pas à suivre quelquefois les exemples que nous donne la grande puissance coloniale, notre voisine. La libre échangiste Angleterre soutient les colonies même par les voies protectionnistes, quand elle en sent la nécessité. Elle a obtenu du cabinet canadien une condition privilégiée pour les sucres de la Jamaïque et le ministre J. Chamberlain agitait, il n'y a pas bien longtemps, l'idée de frapper de droits compensateurs les sucres venant de pays pratiquant le système des primes. C'est toute une révolution à tenter dans le Royaume-Uni, s'écriait le secrétaire du Colonial Office dans un discours prononcé à Liverpool en janvier 1898. « Le fait que le consommateur anglais pourrait avoir à en souffrir ne m'arrêterait pas. J'ai confiance qu'il suffirait de faire appel au sentiment d'équité de mes compatriotes pour qu'ils ne veulent pas achever la ruine d'un groupe de nos colonies dans un intérêt personnel, égoïste. »

La plupart des colonies anglaises ne coûtent presque rien à la métropole parce qu'elle a su en constituer les organismes puissants, en qui réside aujourd'hui sa véritable force ; ce sont eux qui ont longtemps permis à son industrie surabondante de ne pas étouffer dans la limite trop étroite de l'île-mère, et absorbent encore une moyenne à peu près constante de 38 à 39 0/0 du total énorme de ses

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, 1896.

exportations. Mais, aux premières heures de la colonisation, la Grande-Bretagne accordait aux immigrants de larges subventions, leur assurait la gratuité du voyage, à l'arrivée des terrains choisis dans les parties fertiles. Ils obtenaient même immédiatement en Australie et dans l'Afrique du Sud des avances sur les terrains ou les troupeaux nouvellement concédés.

Les Antilles anglaises souffrent aujourd'hui des mêmes maux que notre Martinique et notre Guadeloupe. Le Colonial office y a envoyé une commission d'études dont les conclusions ont été adoptées par la Chambre des Communes.

La situation sucrière a été mauvaise en 1898. La tempête du 11 au 18 septembre a fait de grands ravages à la Barbade, à Saint-Vincent, à Sainte-Lucie, aux Iles sous le Vent. L'on accorde aux West Indies une première allocation de 90.000 livres, 2.250.000 francs ; puis une seconde de 20.000, 500.000 francs pour rétablir l'équilibre des budgets locaux. De plus, on délivre une somme de 15.000 livres, 370.000 francs aux colonies de Saint-Vincent et de la Dominique pour y favoriser l'établissement des petits cultivateurs ; 1.250.000 francs pour faire des avances aux colons de Sainte-Lucie et des Iles sous le Vent, réparer les bâtiments et le matériel endommagés. Les souscriptions particulières s'élevaient en même temps à plus de deux millions (1).

L'on créera des jardins d'expériences ; une factorerie où

(1) *The Colonial office List for 1899.*

les planteurs pourront porter leurs cannes. Les dépenses d'installation, montant à 18 millions 1/2, seront couvertes par les capitaux privés qu'attire la garantie accordée pour 10 ans par le gouvernement anglais.

De notre côté, qu'avons-nous fait ? Par mesure d'économie, supprimé la station agronomique que dirigeait avec grande compétence M. Bonâme, à la Guadeloupe ; la colonie anglaise de Maurice s'est aussitôt assuré ses services en le mettant à la tête de sa propre station. Les Chambres ont voté un secours de 100.000 francs. La Réunion avait subi des pertes encore plus grandes. Voici ce que M. Brunet, son représentant au Parlement écrivait au ministre à la date du 3 mai 1899 : « Si vous ne pouvez attribuer que 100.000 francs à la Guadeloupe après les désastres que cette colonie a subis, il est évident que la somme que vous demanderez pour la Réunion où les champs de vanille ont été détruits et des maisons en grand nombre renversées, serait inférieure en nombre, absolument insuffisante et d'une répartition impossible. » Et il déclarait ne plus insister pour obtenir les secours de la métropole (1).

Et ce ne sont pas seulement des secours passagers pour relever les ruines d'un cyclone que les colons des vieilles colonies demandent aux capitaux de la mère-patrie. Ce sont les moyens de se relever en abaissant les prix de revient du sucre par le perfectionnement de leur outillage

(1) *Journal des chambres de commerce*, 1899.

et des modes de culture, en exploitant les plantes secondaires, le café, le cacao, qui fourniraient de fructueuses exportations, en reconstituant enfin la petite propriété, en favorisant l'extension des vivrières.

Une grande partie de la Guadeloupe est encore en friche, beaucoup de terres d'une grande fertilité incultes et la Chambre d'agriculture de la Basse Terre évalue à 2.500 hectares la surface du domaine susceptible d'être plantée en caféiers et en cacaoyers. Le Conseil général a voté des primes pour aider les planteurs. Jusqu'à concurrence de deux hectares, ils toucheront une somme calculée de façon à assurer 200 francs par hectare de cacaoyers ou de caféiers, 150 par hectare de cotonniers ou de tabacs.

Il est nécessaire de reconstituer des abris arborescents. Le caféier a besoin d'être planté dans une terre profonde ; quand il est jeune, il est très sensible au soleil. Il faut lui donner comme tuteur, le bois noir, dont le feuillage se ferme la nuit. Ce bois nécessite de grands soins car il tombe malade.

Entre le moment où l'on commencera à préparer la terre et celui où le caféier entrera en plein rapport, on doit compter un intervalle de quatre à cinq ans.

Les autres cultures secondaires nécessiteront également, avant de pouvoir rapporter un profit quelconque au planteur, une longue période de soins et de dépenses continues... plusieurs années. La canne, plus modeste, se contente de dix-huit mois. Les avances à faire sont souvent considérables pour des exploitations un peu impor-

tantes ; et les planteurs se trouvent hors d'état de les réaliser.

Pour mettre en valeur le premier quart des 2.500 hectares à planter à la Guadeloupe, deux millions seraient à peu près nécessaires.

Avec le produit des premières plantations, on pourrait planter le deuxième quart pendant les cinq années suivantes. L'œuvre serait achevée en vingt ans et avec deux millions.

Où les trouver ces deux millions ? Y a-t-il aux colonies une banque qui puisse ouvrir aux planteurs un crédit de cinq ans ?

La banque de Guadeloupe sert bien à entretenir les cultures ; mais non à les créer. Les prêts du Crédit foncier colonial sont très chers ; d'ailleurs il ne veut pas en faire, à moins d'obtenir de la colonie une satisfaction préjudicielle, qui lui serait très onéreuse, étant donné les cinq millions de prêts encore en cours. Voici sa réponse aux avances du Conseil général : « Que la colonie nous rembourse sa dette arriérée, ainsi que le montant des prêts en cours, nous pourrions alors rechercher à quelles conditions il nous serait possible de renoncer aux recours éventuels auxquels nous donnent droit les revenus des immeubles à nous adjugés (1). » L'on s'occupera ensuite des autres questions. Il manque à nos colonies sucrières le crédit agricole à moyen terme qui seul permettrait la création

(1) Discours de M. Moracchini, gouverneur de la Guadeloupe à l'ouverture de la session du Conseil général, 1899.

des cultures secondaires, crédit absolument indispensable à la mise en valeur des pays neufs, comme au renouvellement des modes d'exploitation de colonies vieilles. Nous ne le trouvons malheureusement pas organisé, dans nos colonies sucrières où seuls, en pratique, les planteurs de cannes trouvent aux banques locales les avances de fonds suffisantes pour huit mois.

La canne à sucre est moins délicate que le caféier. Elle résiste aux ouragans, elle pousse partout, sur le flanc des montagnes comme sur le rivage de la mer. Sur les hauteurs, elle est plus lente à mûrir et moins riche en sucre que dans les terres basses. Le climat doit être humide, sans excès d'eau, et chaud, surtout au moment de la plantation, de la maturation et de la coupe. La canne est une graminée de plus de trois mètres de haut, dont la tige ressemble à un gros roseau nouveau. Elle se reproduit par bouture. Quand on veut planter des cannes à Bourbon, les jeunes plants sont mis en terre en novembre, décembre ou janvier. La récolte se fait l'année suivante de juillet à décembre.

Dépouillée de son panache, qui sert de nourriture aux bestiaux, la canne est débitée en tronçons. On réserve les nœuds qu'on replante isolément pour une autre récolte. La canne a été coupée au ras du sol, la souche est restée en terre. A la saison prochaine, on voit sortir un rejeton qui est une tige nouvelle, la repousse. Elle mûrit, en douze mois ; mais elle est moins riche en sucre. Si l'on coupe cette première repousse, on obtiendra de nouvelles tiges à

chaque saison, chaque tige étant de moins en moins riche en sucre. Il faut éviter la faute commise par certains colons des basses terres qui ont épuisé le sol en lui demandant jusqu'à dix repousses successives. Généralement on observe dans les plaines une alternance de quatre ans : cannes et vivres. Dans les Antilles, on a coutume de labourer et de replanter tous les ans. La plantation se règle sur la pluie et se fait de septembre à février, mais se prolonge souvent jusqu'en mai et juin.

Toutes ces cannes, mises en terre à des époques différentes, sont cependant récoltées dans la même campagne, les unes au début, les autres à la fin. La coupe qui commence en janvier se poursuit dans les récoltes de rendement normal jusqu'en juin. Il y a donc constamment, à la Martinique comme à la Guadeloupe deux récoltes sur pied, dont la double préparation et la culture sont suivies simultanément.

Débarrassée de ses feuilles, la canne est transportée par des chemins de fer ou canaux jusqu'à l'une de ces usines centrales, installées en assez grand nombre aujourd'hui aux Antilles et à la Réunion, dont l'outillage perfectionné dédaigne les procédés un peu rudimentaires des anciennes « habitations ». Citons rien qu'à la Guadeloupe les usines Arbousier, Blanchet, Beauport, Duchassaing, Duretz. On tire de la canne un jus aqueux et sucré, le vezou. La partie ligneuse ou bagasse est mise de côté, séchée et sert à alimenter les chaudières. Le vezou tombe dans de vastes bassin de cuivre où on le défèque. Il passe ensuite

dans des chaudières étagées, dites batteries où on le concentre au degré voulu. On le conduit enfin, pour être cristallisé, dans d'énormes chaudières où l'on produit le vide. L'on turbine et l'on obtient les cristaux de sucre. D'abord le sucre de premier jet, blanc, ayant toutes les qualités du sucre raffiné, puis le sucre de second jet, tiré du sirop qui a fourni déjà le sucre de premier jet... et ainsi de suite. Ces sucres sont bruns et devront être soumis au raffinage.

La culture de la canne a procuré d'énormes bénéfices aux planteurs des Antilles et de Bourbon. Nous savons qu'il n'en est plus ainsi. Certains évaluent le profit à 50/0 du produit brut. Les conditions économiques ont changé. Les sucres coloniaux seront toujours vaincus sur les marchés de la métropole par les sucres de betterave.

Il restait à ceux des Antilles, qui forment les 5/6 de la récolte de la Martinique et de la Guadeloupe, un dernier débouché : les Etats-Unis, qui produisaient tout, sauf le sucre. Mais ils viennent de s'emparer des îles Hawaï et de Cuba, ils y installent avec une fiévreuse activité d'énormes sucreries qui vont devenir pour les usines centrales de nos colonies de redoutables concurrents. Peut-être même pour nos sucreries d'Europe.

La consommation totale du sucre aux Etats-Unis s'élève à plus de deux millions de tonnes par an. Sur ce chiffre, avant la prise de Cuba, la production nationale ne fournissait que 3 à 400.000 tonnes soit 1/5 ou 1/6 de la consommation. La valeur du sucre importé montait à 500 millions de francs en 1898, d'après les chiffres publiés par un jour-

nal de la Nouvelle-Orléans ; mais tout ce sucre sera produit désormais par la grande colonie américaine. La superficie de Cuba est de 118.000 kilomètres carrés ; 11.000 étaient alors cultivés dont 3.400 seulement en cannes produisant un million de tonnes. Dans l'avenir cette production décuplera et l'ambition des Etats-Unis sera bientôt de venir disputer à la France et à l'Allemagne, les marchés anglais.

Que faire ? Diminuer le prix de revient du sucre, et de ses bas produits, les sirops, les mélasses ; distiller le tafia, le rhum au minimum de frais possible. Il faut perfectionner l'outillage et les procédés de fabrication.

Ce n'est pas en ce moment de crise que les sucreries possèdent des capitaux aisément disponibles. Ce serait pour elles un avantage considérable de solder en partie le prix du matériel nouveau au moyen des bénéfices réalisés par l'emploi même de ce matériel ; plus simplement, installant les machines d'Europe dès la fin de la campagne sucrière, obtenir des constructeurs du crédit jusqu'aux prochaines rentrées d'argent, qui se produiront à la fin de la future campagne. Or justement ces constructeurs ne font qu'un crédit très court, parfois même aucun crédit.

Craignant les difficultés de réception, les frais de transport impayés, ne disposant d'ailleurs que d'un fonds de roulement juste suffisant, ils exigent lors de la commande le paiement de la moitié du montant du matériel à exécuter, l'autre moitié à l'expédition. Il serait du plus grand intérêt pour les colons, comme pour les constructeurs français que ces derniers fussent capables de consentir un

crédit suffisant, à débattre, de neuf à quinze mois par exemple. C'est un crédit à moyen terme qu'accorderait certes les maisons métropolitaines si elles pouvaient recouvrer les capitaux engagés et qui sont indispensables au fonctionnement de leurs affaires, en escomptant les billets souscrits par leur débiteur et payables dans les neuf ou quinze mois fixés. Les colonies ont besoin de voir s'établir chez elles ce que l'on appelle l'escompte du papier de commerce à longue échéance.

Nous venons de réclamer pour nos colonies sucrières la constitution du crédit à moyen terme, agricole et commercial qui leur manque.

Il existe également un crédit à court terme, un crédit à long terme. Voyons rapidement dans quels cas un colon peut avoir besoin de l'un ou de l'autre.

Supposons la canne coupée, le café récolté et mis en sacs. Le planteur pourtant n'a pas encore trouvé à le vendre à un prix suffisant. Il a besoin de se procurer de l'argent. Il va solliciter une avance sur cette récolte pour une durée courte, un prêt sur gages ; ou même ce planteur a vendu ses sacs de café ; mais il a accordé un terme pour le paiement. Il a vendu à crédit à 90 ou 120 jours et tiré une traite sur son acheteur, qui l'a acceptée. Il ira la faire escompter. C'est encore une avance à court terme, et dans ces deux exemples de prêts sur gages, d'escompte de traites, du crédit commercial. Restent les opérations à long terme. Un planteur de cannes veut fabriquer lui-même son sucre, distiller son rhum ; pour cela construire une

usine. Un certain nombre de colons, pour faciliter le transport de leurs produits désirent installer un petit chemin de fer. Le capital engagé sera amorti petit à petit au moyen des bénéfices réalisés par l'usine, par le chemin de fer. Mais il faudra du temps ; dix, quinze ans peut-être. Souvent le prêt sera gagé par une sûreté réelle, une hypothèque. Voilà du crédit à long terme, du crédit foncier.

Nous allons décrire dans un premier chapitre le fonctionnement général des organes distributeurs de ce crédit à court, moyen et long terme. Nous verrons comment le crédit commercial et le crédit agricole ont été réalisés dès 1851 par les banques de nos colonies sucrières ; nous étudierons ensuite les opérations du crédit hypothécaire et l'établissement du Crédit foncier colonial. Enfin nous chercherons s'il n'y aurait pas lieu de fondre les banques de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et le Crédit Foncier colonial en une seule et puissante institution, capable d'assurer à nos vieilles possessions des Antilles et de la mer des Indes une nouvelle et plus durable prospérité.

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉDIT. — LES BANQUES. — LOI DE CORRESPONDANCE

Le crédit, écrit M. Charles Gide, « est un élargissement de l'échange. C'est l'échange d'une richesse présente contre une richesse future (1) ».

Reprenons notre exemple du planteur de café qui a vendu sa récolte à terme et fait escompter son papier. La richesse présente, c'est l'argent que l'escompteur lui remet ; la richesse future, c'est le prix des sacs de café qui sera payé dans cent vingt jours. Un colon emprunte pour deux ans la somme nécessaire à la préparation du sol, l'achat des nœuds de canne qu'il veut planter, le paiement de ses ouvriers, voilà la richesse présente échangée contre une richesse future : la récolte des cannes.

Qui fait le commerce du crédit : des établissements spéciaux, appelés banques. Mais comment les banques peuvent-elles se procurer les sommes considérables qu'elles vont prêter à tous ceux qui leur inspireront une confiance suffisante ? où puisent-elles leurs ressources ? Si ce sont, comme on l'a dit : « des machines à double effet, des pompes aspirantes et foulantes qui fécondent le champ du

(1) Charles Gide, *Principes d'Economie politique*, 1895.

travail (1) », dans quel réservoir puissant vont-elles aspirer les masses énormes de capitaux qu'elles mettent en circulation et qui sont sans rapport aucun aussi bien avec la fortune personnelle du banquier privé que le capital-actions des sociétés de crédit, capital que l'on ne doit pas considérer d'ailleurs comme un capital de travail mais de garantie, qu'emploient rarement les grandes banques. Elles le placent en immeubles ou, comme la Banque de France, en titres de rentes.

Les banques opèrent avec leur capital emprunt. Elles empruntent l'argent du public, le meilleur marché possible pour le revendre le plus cher possible. Elles drainent le capital circulant, le numéraire flottant qui reste inutile dans les coffres-forts des villes ou les armoires des campagnes, ne faisant rien, ne produisant rien, attendant une occasion de placement. Elles donnent à ces capitaux le moyen de s'employer utilement pour un temps très court. Elles promettent de restituer cet argent au propriétaire à première réquisition, tout en lui tenant compte d'un certain intérêt. C'est là leur principale fonction et, comme le dit M. Paul Leroy-Beaulieu, « le bénéfice des banques doit être beaucoup moins cherché dans le taux absolu de l'intérêt des placements qu'elles font que dans la différence entre l'intérêt des emplois toujours disponibles et à très court terme auxquelles elles recourent d'une part, et l'in-

(1) M. Lèveillé, à son cours *d'Economie coloniale*, 1899-1900.

térêt très modique qu'elles servent d'autre part à leurs dépôts (1) ».

Le journal de la Société de statistique de Londres évaluait, en septembre 1884, à 63 milliards le montant des dépôts recueillis ainsi par les banques dans le monde entier, dont 24 milliards pour l'Angleterre et ses colonies réunies. Les dépôts en banque forment trois catégories, bien que le mot dépôt ne s'applique guère strictement qu'à la première, les deux autres étant plutôt de véritables prêts.

Cette première catégorie est celle des dépôts retraits à vue. Ils reçoivent généralement, comme nous l'avons dit plus haut, un certain intérêt, toujours peu élevé du reste, à cause de l'exigibilité continuelle du remboursement. Le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte, accordent 1/2 0/0 à leurs dépôts à vue. Mais certaines banques, comme la Banque de France, la Banque d'Angleterre, les banques coloniales françaises du type 1851, ne servent pas d'intérêt à leurs déposants. Elles estiment leur rendre un service suffisant, en acceptant la garde de leurs capitaux et même la Banque de France ne reçoit de dépôts que des personnes qu'elle a préalablement agréées et qui forment une sorte d'aristocratie spéciale dans le monde de la finance.

La seconde catégorie comprend les dépôts que le déposant peut également retirer à sa volonté ; mais seulement après en avoir averti la banque, quinze jours, un mois à

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*.

l'avance. Plus le laps de temps est long, plus l'intérêt est élevé. Enfin si le déposant ne peut retirer ses dépôts que dans un délai préfixé, de deux, trois, quatre ans, la banque lui remettra un bon remboursable à échéance fixe, rapportant naturellement un intérêt sérieusement rémunérateur de 3, 4 0/0 (1).

Les banques peuvent encore se créer des ressources en émettant des obligations remboursables par annuités durant un temps déterminé et dont l'intérêt augmente proportionnellement à la longueur du prêt consenti par le capitaliste.

Notons bien que nous ne parlons ici que des établissements qui se livrent au commerce de banque proprement dit, et non des banques de spéculation et de placement dont la Société Générale du Crédit mobilier, fondée en France au commencement de l'empire sur le type de la Société Générale de Bruxelles, est restée l'exemple fameux, qui pratiquent la commandite au sens le plus étendu du terme, le sens financier, et effectuent ou plutôt devraient effectuer leurs opérations exclusivement au moyen de leurs capitaux propres. Les ressources ordinaires des banques sont donc des dépôts le plus généralement à court terme.

(1) Le Crédit Lyonnais sert aux dépôts à 6 mois : 4 1/2 0/0 d'intérêt.

1 an : 2 " "

2 ans et plus : 3 " "

Le Comptoir d'Escompte 1 an : 4 1/2 " "

2 ans : 2 1/2 " "

3 ans : 3 " "

4 ans : 3 1/2 " "

Quel emploi leur donnent-elles ? Il faut se garder d'immobiliser longtemps ces capitaux qui peuvent être redemandés d'un moment à l'autre par le propriétaire. Mais justement, il est une opération qui répond merveilleusement à ce desideratum : l'escompte du papier de commerce, escompte qui ne dépasse pas 90 jours en France, 120 dans les colonies françaises, moins que cela même en pratique. A la Banque de France, le délai moyen pendant lequel les lettres de change restent en portefeuille n'est que de trois à quatre semaines. Et non seulement l'escompte est un mode de prêt commode, mais il est encore extrêmement sûr à raison de la solidarité de tous les signataires. En 1894, sur quatorze milliards de papier escompté, la Banque de France n'a perdu que 800.000 francs, soit 0.02 par 1.000 fr. Aussi l'escompte est bien la principale des opérations des banques de dépôts, qu'on appelle pour cette raison : les banques de dépôts et d'escompte.

Nous avons dit que l'argent prêté par les déposants coûtait généralement quelque chose à la banque. Il serait évidemment plus avantageux pour elle d'affecter à ses opérations des ressources gratuites et multipliables suivant ses besoins, en créant de toutes pièces les capitaux nécessaires par l'émission de simples promesses de payer : les billets de banque. On en attribue l'idée première à Palmstruck, fondateur de la banque de Stockholm en 1656.

La chose était bien neuve, sinon le mot. Car les billets qu'émettaient auparavant les anciennes banques d'Italie et de Hollande n'étaient que la représentation des lingots

d'or et d'argent, des monnaies de toutes sortes qui cherchaient dans leurs caves un refuge un peu sûr, des récépissés de dépôts.

Nous n'avons pas à exposer ici la théorie du billet de banque, la question doctrinale de l'unité et de la pluralité des banques d'émission ; à rechercher s'il vaut mieux laisser régler l'émission par l'état du marché financier ou l'endiguer dans les limites fixées par la loi ; nous ne prendrons parti ni pour le Banking principle ou le Currency principle, consacré par le fameux « Bank Charter act » de Robert Peel en 1844. Qu'il nous suffise de remarquer que toutes les législations étrangères ont été amenées à choisir l'un des deux systèmes suivants : monopole et grande liberté quant à l'émission des billets. Libre concurrence avec réglementation sévère quant à l'émission des billets (1).

Le privilège d'émettre des billets de banque fut accordé en France dès 1803, pour Paris et les villes où il aurait établi des succursales à l'établissement créé par le premier consul en 1800 sous le nom de Banque de France.

Depuis sa fusion en 1848 avec les autres banques départementales privilégiées, la Banque de France n'a cessé de jouir du monopole de l'émission pour la France continentale. Renouvelé successivement par périodes de trente ans, son privilège a été prorogé une dernière fois par la loi du 17 novembre 1897. Il durera 23 ans et ne prendra donc fin que le 31 décembre 1920, à moins qu'une loi votée par

(1) Charles Gide, *Principes d'économie politique*.

les deux Chambres dans le cours de 1911 ne le fasse cesser à la date du 31 décembre 1912.

Accordé pour l'Algérie à la banque d'Algérie, le privilège est exercé dans nos colonies par les cinq banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, du Sénégal et de la Réunion créées en 1851, la banque d'Indo-Chine instituée par le décret du 21 janvier 1875. Il a été prorogé pour vingt ans à partir du 11 septembre 1874 dans les cinq premières colonies, depuis par décrets successifs.

En temps normal le billet de banque a cours légal, mais non cours forcé. Ceci signifie que les créanciers et les vendeurs ne peuvent se dispenser de l'accepter en paiement mais qu'aussi le porteur a immédiatement le droit de le porter à la banque et de le convertir en monnaie. Les billets de banque en circulation, pouvant être présentés à tout instant au remboursement, représentent une dette immédiatement exigible, dont le montant s'ajoute à celui des dépôts retraits à vue. Nous venons d'indiquer les diverses ressources des banques : billets de banque et dépôts retraits à vue, dépôts retirables à volonté, mais après un avis donné quelque temps à l'avance, bons remboursables à échéance fixe, qui ainsi que les bons remboursables par annuités constituent pour le banquier des sommes dont il sait pouvoir disposer en toute sécurité pour un temps déterminé. Nous avons également décomposé les placements opérés par les établissements de crédit en placements à court, moyen et long terme. L'on a posé à ce propos ce que nous avons entendu l'un de nos maî-

tres dénommer à son cours avec un peu trop de précision peut-être « la loi de correspondance » (1).

Un établissement de crédit doit proportionner l'abondance et la longueur des avances de toutes sortes qu'il effectue à l'abondance et à la longueur des prêts qui lui ont été consentis par ses propres créanciers : les déposants, les porteurs de billets de banque. Il doit exister une exacte correspondance entre ses ressources et l'emploi qu'il en fait.

La plus élémentaire prudence lui interdit, en effet, d'immobiliser des capitaux pour trente ans, en ouvrant des crédits à des propriétaires d'immeubles pour construire des maisons ou exécuter de ces travaux, qui en transformant une propriété, lui procurent une plus-value, souvent peu considérable dans les premiers temps, mais permanente et auxquels convient si bien le prêt à long terme avec amortissement, s'il ne s'est pas assuré par avance ces mêmes capitaux, pour le même laps de temps, en négociant par exemple des obligations remboursables dans trente ans. Une banque coloniale ne se permettra d'affecter une somme de deux millions aux avances qu'elle consentira pour trois ou quatre ans aux nouveaux planteurs de café, pour dix-huit mois aux planteurs de cannes, qu'après s'être procuré deux millions de dépôts retraits à deux, trois ou quatre ans et représentés, je suppose, par des bons remboursables à ces échéances mêmes. Faire du cré-

(1) M. Lévillé à son cours d'*Economie coloniale*, 1897-1898.

dit à moyen terme, accorder des prêts agricoles, si bien gagés qu'ils soient, en employant uniquement des dépôts retrayables à vue et des billets de banque, serait faire preuve de la plus coupable légèreté.

Il ne suffit pas de placer son argent en mains sûres ; suivant le précepte de Mollien « une banque doit toujours être prête à liquider ». Il ne faut pas s'endormir sur la confiance inspirée aux déposants, au public. Rien n'est plus changeant et sensible que le crédit. Puis le marché des capitaux est solidaire. Il est telles crises qui n'épargnent personne, chacun veut réaliser et vite. On a calculé que lors de la crise de 1857, à New-York, la somme totale des dépôts avait baissé de près de moitié, de 92.000.000 elle était descendue à 54.000.000 de dollars. En Angleterre, après la faillite de la maison Overend de 1866, il y eut plus d'un milliard de retraits (1). Si la loi de correspondance a été violée, la banque ne peut faire face à ses engagements ; elle doit cesser ses opérations. Et ce n'est pas seulement son intérêt qui lui commande le respect de la loi de correspondance. C'est également pour elle un devoir d'honnêteté stricte. Comme le fait remarquer Bagehot, « ce que lui demandent ses créanciers ce n'est pas un paiement certain à une époque indéterminée ; ils ont besoin d'un paiement immédiat et non pas d'un paiement remis à une autre époque, ils ont besoin qu'on les paie selon ce qui a été convenu ; or, il a été convenu qu'on les paierait à vue

(1) Cauwès, *Cours d'Economie politique*, 1893.

et si la banque ne le fait pas, ils peuvent par ce fait se trouver ruinés (1). »

Soit, mais arrivons maintenant aux opérations à court terme et observons mathématiquement la loi de correspondance. Du papier de commerce à 90 jours est présenté à l'escompte. On emploiera les dépôts retraits après avis. Ils seront insuffisants et puis enfin à quoi serviraient les billets de banque sinon à l'escompte, on escomptera avec les billets. Qu'une crise grave surgisse, les porteurs effrayés viennent tous ensemble en exiger le remboursement. L'encaisse n'est évidemment pas égale au montant des billets en circulation, autrement ces derniers ne seraient plus que les récépissés de dépôt d'un numéraire, qui dormirait inutile dans les caves de la banque. La Banque de France, la Banque impériale de Russie ont bien des encaisses de plusieurs milliards de francs ; mais ce n'est pas en réalité pour servir de garantie à l'émission de façon principale qu'on immobilise ces sommes énormes, l'État l'exige pour trouver en cas de besoin des disponibilités suffisantes et immédiates, ce sont de nouveaux trésors de guerre.

La banque ne peut rembourser. L'hypothèse est d'ailleurs quelque peu chimérique de tous ces porteurs se rendant à jour fixe présenter leurs billets aux guichets de la banque. Il y aurait bien quelques symptômes précurseurs de la crise et l'État pourrait toujours décréter temporaire-

(1) Bagehot, *Lombard street*.

ment le cours forcé. Cette mesure permettrait, en élevant considérablement le taux de l'escompte dans le même temps, d'attendre les rentrées de numéraire ou de billets réalisés lors de l'échéance successive des divers effets du portefeuille. Un célèbre auteur va même plus loin et déclare que « lorsque une banque de circulation est ancienne elle peut considérer son minimum de circulation comme un dépôt permanent et faire avec les capitaux de ce dépôt des placements à long terme (1) » et il cite les banques d'Ecosse qui prêtent couramment sur hypothèque. Nous croyons qu'en cas de crise sérieuse, qu'il faut toujours prévoir, il y aurait là une bien grande gêne, même pour les banques d'Ecosse, en tout cas une cause de ruine pour les banques de circulation aux colonies, et si nous admettons l'escompte à l'aide des dépôts retraits à vue du papier à très court terme, du papier brûlant, l'escompte du papier de commerce à 90 jours, au moyen des billets de banque, pour lesquels existe à la rigueur la sauvegarde temporaire du cours forcé, nous reposerons pour toutes les autres opérations de moyen et long terme la loi de correspondance dans son absolue précision.

Ne pas l'observer, c'est risquer tous les aléas de la spéculation. Et des banques privilégiées d'émission ne doivent pas spéculer. L'État ne saurait permettre aux banques coloniales, par exemple, de consentir du crédit à moyen terme aux planteurs de nos colonies sucrières en n'employant

(1) Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de banque*, 1896.

que des ressources à court terme. Ce crédit est nécessaire ! eh bien, regardons la difficulté en face. Retouchons les statuts, permettons aux banques du type de 1851 de faire comme la banque d'Indo-Chine du type 1875 : recevoir des dépôts en payant un intérêt aux déposants. Obligeons-les même ensuite à faire usage de cette clause, car là où elle existe, à la banque d'Indo-Chine, elle semble être lettre morte. Créons des ressources à moyen terme. Ne ressemblons pas au commerçant qui, pressé d'argent, tire une lettre de change sur un parent, un ami, auquel il compte faire tenir les fonds à l'échéance en renouvelant le même procédé de « tirage en l'air ».

« Faire de la circulation », c'est le terme consacré. Une maison qui emploie de ces procédés-là peut en vivre quelque temps, parfois même se tirer d'un embarras passager et reprendre pied sur le terrain solide des « valeurs faites », mais le plus souvent elle en meurt.

M. Courcelle-Seneuil, qui malgré la remarque faite plus haut, à propos des billets des banques de circulation, se montre très chaud partisan de la « loi de correspondance », cite deux grandes maisons de premier ordre, dont le capital réuni s'élevait à 29 millions, qui avaient vu passer dans leur portefeuille près de 800 millions en 1847 et qui ont péri en 1848, en effectuant des placements à long terme au moyen de ressources à court terme, des prêts hypothécaires en garantie de crédits industriels au moyen de dépôts remboursables à vue.

Il ajoute plus loin : « Tous ceux qui ont voulu établir une

banque contre la loi naturelle des choses ont échoué comme échouerait un constructeur qui tenterait d'établir une machine sans tenir compte des propriétés de ses matériaux et des lois de la pesanteur. »

Ce vice de construction, M. Leveillé dans le premier rapport présenté en 1897, au nom de la commission des Colonies, déclarait le voir dans les banques coloniales, et présentait un remède analogue à celui de la réception des dépôts à intérêts : l'émission de bons, auxquels on a pu reprocher toutefois de pouvoir donner prise à la spéculation (1).

« Le vice, disait-il, réside en ceci que pour faire face à des opérations qui s'allongent et qui devaient s'allonger par la nature même des choses, la banque ne dispose que de ressources très courtes...

« Le remède est tout simplement en dehors de l'émission de billets à vue qui continuera à soutenir les escomptes et les avances à très courte échéance, dans l'émission d'une autre catégorie de titres, qu'on pourrait appeler des bons afin de ne pas les confondre avec les billets à vue. Ces bons seraient souscrits par les banques coloniales, ils produiraient, au profit des preneurs, un intérêt modéré ou plutôt une prime de remboursement, ou peut-être des lots, et ils seraient payables à une échéance qui varierait par exemple de un à trois ans.

Le jour où la banque coloniale, dotée de ses ressources

(1) Denizet, *Les banques coloniales*, 1899.

à vue, possédera de plus des bons que nous qualifierons volontiers de bons à moyen terme, elle pourra désormais, sans prudence et sans dissimulation, fournir aux planteurs créoles les capitaux nécessaires, sans étrangler ses clients entre la maille trop serrée de la charte de 1851. Elle pourra consentir aux agriculteurs des prêts avec un délai raisonnable de paiement, parce qu'elle-même aura d'abord obtenu la certitude de ne plus être surprise par des demandes subites de remboursement de ses titres. Ce jour-là, la banque coloniale ayant complété et perfectionné son outillage de travail, sera devenue en quelque sorte une banque agricole idéale ; et nos paysans métropolitains, qui n'ont ni une banque, ni même une demi-banque agricole, porteront envie à leurs compatriotes d'outre-mer (1).

Le crédit à moyenne échéance, en effet, est inconnu dans notre pays. Certains auteurs ont même l'air de considérer qu'il n'y a que deux sortes de crédit : le crédit foncier à long terme, le crédit commercial à 2 ou 3 mois.

« Le prêt du capital fixe, dit M. Léon Walras, doit être un crédit à long terme ; le prêt du capital circulant peut seul être un crédit à courte échéance (2). »

Et cependant ce dernier prêt ne saurait être à courte échéance que dans l'industrie : les avances nécessaires aux cultivateurs, qui sont bien des avances de capital cir-

(1) Premier rapport fait au nom de la commission des colonies chargée d'examiner le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et les statuts des dites banques, par M. Jules Léveillé, député, 1897.

(2) Léon Walras, *Revue d'Economie politique*, 1898.

culant, mais immobilisées pendant tout le temps qui s'écoule entre la préparation du sol et la récolte de ses produits, qui constituent ce qu'on appelle les dépenses courantes d'exploitation, souvent considérables et s'échelonnant sur une période dont le minimum est d'une année entière et peut aller jusqu'à 2, 4 et 5 ans pour la canne à sucre, la vigne, le café, par exemple, ne peuvent être que du crédit à moyenne échéance.

Le crédit à moyen terme n'existe pas pour nos commerçants, nous en verrons plus tard le déplorable effet au point de vue de nos exportations. Il n'existe pas plus pour le monde agricole et son absence s'y fait peut-être encore plus durement sentir, surtout à cette époque d'industrialisation des cultures.

Quelques lois ont cependant préparé son organisation ces dernières années. La première, votée sous les auspices de M. Jules Méline le 5 novembre 1894 (1), contient des modifications de forme et des modérations de taxe qui favorisent les emprunts collectifs sollicités par les associations permanentes d'agriculteurs. Elle vise à organiser le crédit agricole personnel, sous la forme de sociétés de crédit mutuel. Elle a été complétée par la loi du 31 mars 1899 « ayant pour but l'institution des caisses régionales de cré-

(1) Art. 1. — Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats. Elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par les syndicats ou par les membres de ces syndicats.

dit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole ».

Le crédit agricole mutuel existe, paraît-il, en Chine de temps immémorial et il a pris dans des pays voisins du nôtre un remarquable développement. En Allemagne, nous trouvons, d'après le D^r Hans Cruger, plus de 16.069 associations, dont plus de 10.500 font du crédit urbain ou rural.

Les banques Raiffeisen, dont la première fut créée en 1848, étaient au nombre de 862 lors de la mort du fondateur survenue en 1888 ; on compte aujourd'hui plus de 3.800 de ces caisses rurales, conçues à peu près sur le même type. Ce sont des caisses de prêt, sans capital-actions, uniquement alimentées par des cotisations et ne répartissant aucun dividende. Elles consentent des avances à six mois, même à plusieurs années, soumises dans ce dernier cas à des amortissements réguliers. Les prêts sont garantis par les biens de tous les associés solidairement responsables.

À côté des banques Raiffeisen, il faut citer les banques populaires Schulze-Delitzch, au nombre de 2.700 environ. Une grande part font des opérations de crédit agricole. Elles forment une très puissante fédération dont les disponibilités, montant il y a quelque temps à 1.400 millions, dépassaient celles de la puissante Reich-bank et de toutes ses succursales. Leur type est différent de celui des caisses agricoles Raiffeisen. Ce sont des associations coopératives ayant un capital-actions.

Le système allemand s'est propagé en Autriche-Hongrie, qui compte 1.400 caisses agricoles ; en Suisse, 340 ; en Russie, 1.600 sociétés de crédit mutuel et d'épargne dites artels ; en Roumanie. On en rencontre même quelques-unes en Angleterre ; en Belgique également, où elles se sont constituées sous l'influence de M. de Landrimont.

En Italie, il en existe de plusieurs sortes. M. Léonce Vollemborg a fondé un certain nombre de caisses du type Raiffeisen ; il y a également les « monti frumentarii », enfin des banques qui ne pratiquent qu'une responsabilité solidaire limitée et dont M. Luzatti s'est fait l'infatigable champion.

La plus célèbre de ces banques populaires est celle de Naples. Elles utilisent les fonds déposés dans les caisses d'épargne et qu'elles obtiennent à des taux très bas, grâce au faible intérêt servi aux déposants. On a beaucoup vanté cette remise de l'épargne populaire aux caisses rurales, peut-être trop. Il ne faudrait pas oublier que de 1875 à 1886 on comptait en Allemagne, sur 1.000 banques Schulze-De-litzch, 36 faillites et 174 liquidations (1). En France, une union des caisses rurales et ouvrières a été constituée ces dernières années selon le type Raiffeisen, sous l'impulsion d'un avocat catholique de Lyon, M. Louis Durand.

Toutes ces associations de crédit impliquent la solidarité entre leurs membres. Les associés sont solidairement responsables sur tous leurs biens. Même limitée, c'est cette

(1) Cauwès, *Cours d'Economie politique*, 1893.

responsabilité qui rendra difficile leur acclimatation en France (1) où nous ne possédons pas le génie de l'association qui caractérise à un si haut point le peuple allemand et lui assure sur d'autres terrains encore une telle force, sur celui du commerce international par exemple. Dans toutes ces mers lointaines, où, chaque jour, le pavillon allemand nouveau venu, prend peu à peu la place du pavillon de commerce anglais qui semblait s'y être assuré un véritable monopole déjà séculaire, les producteurs du Royaume-Uni sont vaincus par les producteurs d'Allemagne associés.

On pourrait, il est vrai, favoriser la pratique du crédit agricole sans recourir à la solidarité permanente d'une catégorie nombreuse d'emprunteurs. Que l'on rende les paysans justiciables du tribunal de commerce, que l'on assure au fournisseur d'argent une procédure peu coûteuse et sommaire devant une juridiction rapide, il acceptera facilement en garantie le papier qui portera des signatures engageant solidairement quelques cultivateurs pour une circonstance déterminée. Faire des agriculteurs des commerçants, c'est une des conditions premières du crédit agricole que tout le monde dit vouloir fonder en France, tout le monde rejetant d'ailleurs avec une remarquable unanimité les réformes qui pourraient en assurer le sé-

(1) Lors de la discussion de 1892, M. Develle, alors ministre, déclarait à la tribune de la Chambre des députés : « Je suis de l'avis de M. Méline, j'estime qu'il est absolument impossible d'obtenir de nos agriculteurs qu'ils acceptent une pareille obligation. » (La responsabilité illimitée.)

rieux établissement. Il est plus facile dans ce pays, dit-on, de faire une révolution que de changer un article du Code. Il est entendu que les rentes sur l'Etat ne paient pas l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, comme il est entendu que les agriculteurs ne sont pas commerçants et ne paient pas l'impôt sur le revenu du travail : la patente. Le Sénat a repoussé, en 1882, le projet de la commercialisation de la juridiction, présenté par M. de Mahy. Il estimait la réforme inutile, le cultivateur n'a qu'à faire endosser son billet par un banquier. Il faudrait pour cela faire d'abord l'éducation financière de nos populations rurales.

La pratique du compte-courant se généralise bien, au nord et au centre de la France parmi les propriétaires aisés ou les gros fermiers qui pratiquent l'élevage, notamment dans la Nièvre, et la moitié des herbagers de la vallée d'Auge voient escompter leur papier par les banques du Calvados. Mais généralement, au fond des campagnes, on ignore les opérations de banques, qui d'ailleurs n'existent pas.

Certes, comme le disait M. Léon Say, il y a près de vingt ans, à la tribune du Sénat, l'agriculteur doit devenir de plus en plus industriel et commerçant. Le jour où cette transformation sera achevée, l'agriculteur sera dans une position meilleure qu'aujourd'hui. Mais n'oublions pas qu'« il n'y a peut-être pas d'ordre d'idées où l'opinion souvent aveugle, et les préjugés tiennent plus de place qu'en matière de crédit. L'éducation des esprits ne peut

donc se faire que lentement et sous la pression d'expériences décisives (1) ». Nous ne sommes pas en présence des fermiers d'Ecosse ou d'Angleterre, qui pratiquent depuis longtemps une culture industrielle, jouissent souvent d'importants capitaux et ont toutes les pratiques des commerçants auxquels ils sont assimilés, et de ceux des Etats-Unis, où, écrivait déjà en 1880 le consul de France à New-York, « quelquefois une garantie est exigée, mais souvent le crédit est accordé sans garantie et sur la foi seulement de l'activité et de l'honnêteté du fermier (2) ».

En Angleterre on compte plus de 250 banques d'es-compte, d'émission et de dépôts, « privat banks » comptant moins de six associés et « joint stock banks » qui couvrent le pays de leurs succursales ; il n'est pas de centre un peu important où elles n'en aient installé. Elles consentent aux cultivateurs des avances sur nantissement de cheptel ; mais peu y recourent. Soumis à un enregistrement public le nantissement porte une trop rude atteinte à leur crédit.

Ils préfèrent solliciter, surtout en Ecosse, un « cash credit », un prêt à découvert. Assisté de deux amis, clients de la banque, qui se portent ses garants, l'emprunteur obtient l'ouverture d'un crédit en compte-courant « qui repose sur cette présomption, d'ailleurs faillible, que seul l'homme capable et honnête trouve des cautions » (3).

(1) André Liesse, Introduction au livre de Courcelle-Seneuil : *Traité des opérations de banque*, 1896.

(2) Note sur le Crédit agricole mobilier, 1880.

(3) Cauwès, *Cours d'Economie politique*, 1893.

C'est du crédit personnel. Le véritable crédit, le seul crédit, s'écriaient au Sénat le 20 juillet 1882 les adversaires du projet de Mahy. Le crédit réel n'est qu'un accessoire ! « Accessoire » est exagéré. Il semble bien que si le crédit qui a commencé à Rome et en Grèce par être purement personnel, tend à le redevenir aujourd'hui, refermant, comme tant d'autres institutions économiques, la fameuse courbe de Vico, ce n'est que comme limite. Le crédit idéal, ce sera le crédit personnel, cherchant à se dégager de plus en plus d'un accessoire inutile : la sûreté réelle ; mais dans l'état actuel des choses, il y a bien des chances pour que, sans le crédit réel, les paysans de nos campagnes, les créoles de nos colonies n'obtiennent plus de crédit du tout. Comme le dit très justement M. de Puynode : « on nous montre ces « cash credits » des banques d'Ecosse consentis à de nouveaux clients sans réelle responsabilité, sur l'engagement de deux cautions solvables et l'on nous dit que par contre, si quelque bien mobilier ou immobilier, quelque gage purement matériel paraît seul obtenir du crédit, abstraction faite du propriétaire de ce gage, ce crédit est fort restreint par rapport à la valeur du gage. On ajoute que les prêts sur warrants ou sur hypothèques constitués de la sorte le prouveraient du reste. Soit, mais de ce qu'ils sont faibles, ne sont-ils rien (1) ».

Les adversaires du crédit agricole mobilier allaient d'ailleurs jusqu'à déclarer que les cultivateurs n'avaient pas

(1) De Puynode, *Dictionnaire d'Economie politique* (Léon Say et Chailley-Bert).

besoin de crédit, qu'il leur était nuisible. Ce n'était pas ce qu'avaient montré la grande enquête agricole de 1866 et celles qui l'ont suivie. Une commission avait été nommée en 1866 pour étudier cette difficile matière du crédit agricole. Et voici quelles furent les conclusions de son rapporteur : M. Josseau. Il était nécessaire d'organiser le crédit réel en améliorant la législation relative au gage ; il fallait :

1° Introduire des modifications au titre du Code civil relatif au nantissement, de façon à autoriser la constitution d'un gage sans déplacement ;

2° Etendre aux vendeurs d'engrais le privilège accordé par l'article 2102 aux vendeurs de semences ;

3° Appliquer la juridiction commerciale aux cultivateurs qui souscrivent des billets à ordre, pour les besoins d'une exploitation agricole ;

4° Réformer les articles du Code qui règlent le régime du cheptel en vue de rendre une entière liberté aux conventions des parties.

En 1883, M. Méline, successeur de M. de Mahy, proposa justement au Sénat la première de ces réformes. Il s'agissait de modifier l'article 2076 du Code civil et de stipuler que, pour les agriculteurs, l'engagement du matériel pourrait se faire sans livraison, d'instituer en un mot ce qu'on a appelé le gage à domicile. On frappait de gage au profit du prêteur, et sans aucune dépossession de l'objet engagé, le mobilier aratoire, le bétail, la récolte encore pendante, moyennant déclaration des deux parties devant le juge de paix et transcription sur un registre spécial

tenu par le conservateur des hypothèques de l'arrondissement. L'adversaire le plus ardent du projet gouvernemental et qui le fit repousser par la haute assemblée fut M. Oudet. Ce jurisconsulte comme jadis le conseiller à la Cour de cassation, Cheragay, rapporteur de la loi sur les banques coloniales de 1851, ne voulait entendre parler d'aucune réforme qui parût en contradiction avec la lettre de nos Codes. En vain M. Labiche soutenait-il que la nouvelle loi ne porterait aucun préjudice aux tiers, que l'affectation serait révélée aux intéressés par une publication, un enregistrement spécial, et rappelait-il que ce n'était pas tout à fait une expérience nouvelle à tenter, que le gage à domicile avait été pratiqué pendant trente ans et de façon continue, normale, dans nos colonies sucrières, M. Oudet ne voulut rien entendre. Il s'en tint au Code civil et au Code de commerce. Il y a un article 2076 du Code civil et une loi du 23 mai 1863, dominée entièrement par l'idée générale de la mise en possession du créancier gagiste, qui en a fait l'article 92 (1) du Code de commerce. M. Oudet ne voulait pas commettre un sacrilège et le Sénat non plus.

N'est-il pas cependant certains cas où l'on a fait fléchir

(1) Dans tous les cas le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession d'un créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. Le créancier est réputé avoir les marchandises en sa possession lorsqu'elles sont à sa disposition dans ses magasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles ne soient arrivées, il en est saisi par un connaissement ou une lettre de voiture.

ce principe de nos Codes. Dans nos colonies il y a la loi du 18 juillet 1851, mais même en France, le débiteur saisi peut être constitué gardien des objets formant le gage du poursuivant ; et quelle est donc la situation du vendeur d'effets mobiliers non payés quand ils sont en possession de l'acheteur ?

De nombreux projets se sont succédé depuis 1883. Après le projet de Mahy sont venus le projet Léon Say ; les projets Dupuy-Dutemps ; Emile Ferry ; Delaunay et Brindeau, et l'on est enfin arrivé sinon à constituer le crédit agricole mobilier, tout au moins à voter la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles (1), qui assure en partie le gage sans dessaisissement.

En partie ; il ne s'agit ni de récoltes pendantes, ni même du bétail que M. Codet essaya vainement de faire entrer dans la liste des objets sur lesquels pouvait porter le warrant agricole. Qui dit gage, lui répondait le rapporteur de la loi, dit objet mobilier. Le bétail est immeuble par destination.

Nous dirons également quelques mots d'un autre projet déposé à la fin de la dernière législature par M. Martinon,

(1) Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation et énumérés ci-dessous, et en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation... le produit agricole warranté reste jusqu'au remboursement des sommes avancées le gage du porteur du warrant. Le cultivateur est responsable de la marchandise, qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité (art. 1 loi 1898).

député de la Creuse, et tendant à l'établissement de docks-greniers et la création de certificats de dépôts de grains négociables. C'était le prêt sur marchandises en dépôts. Le projet s'inspirait évidemment des États-Unis où d'immenses greniers, dits « elevators », entassent les grains de toute une contrée moyennant une redevance d'à peu près 30 centimes par hectolitre et par mois. Le cultivateur reçoit un reçu constatant la nature et les poids des denrées mises en garde et sur ce reçu il trouve à emprunter dans les banques locales une partie de la valeur de ses produits.

Le gage sans déplacement a été également institué dans certaines parties de l'Europe, comme le montre M. Ladislas de Zahrzewski dans son « étude sur les dernières institutions de crédit agricole en Russie ». Lors de la réorganisation de la banque de l'Empire, approuvée en 1894 par le Conseil d'Etat, il a été décidé que la banque consentirait des prêts sur gages, comme les céréales, le houblon, la laine. Le crédit accordé est en général de 9 mois, l'intérêt de 4 1/2 pour cent ; les céréales sont laissées entre les mains de l'emprunteur, mais en quelque sorte mises sous scellés dans un local particulier. Celui qui vendrait du blé ainsi mis en gage serait coupable de détournement. Les prêts peuvent s'élever jusqu'à 75 0/0 de la valeur sur le blé battu ; 40 0/0 sur le blé non battu et la paille. L'emprunteur, au lieu de retirer la somme prêtée d'un seul coup, peut se faire ouvrir un compte-courant sur la banque et recevoir à cette fin un carnet de chèques.

Quant au prêt sur récoltes pendantes, il a été organisé

par une loi votée les 4 et 20 décembre 1883 par la Chambre des représentants et le Sénat belge sur le crédit agricole.

La loi dans son article 1^{er} autorise la Caisse générale d'épargne et de retraites à employer une partie des fonds disponibles en prêts à faire aux agriculteurs. Ces prêts seront garantis par un privilège stipulé dans l'acte et portant sur les objets qui sont affectés au privilège du bailleur (art. 4).

Pour conserver ce privilège, le prêteur devra le rendre public par une inscription sur un registre spécial par le receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel les bâtiments de la ferme sont situés. L'acte de prêt devra en outre être transcrit en entier sur le registre à ce destiné (art. 5 et 17). Le prêteur est primé par le bailleur, à moins que celui-ci ne lui ait cédé son rang. Il exerce ses droits sur les objets mobiliers réputés immeubles par destination ainsi que les récoltes pendantes par racines et les fruits des arbres non encore recueillis (art. 12, alinéa 2).

Il est primé par les créanciers hypothécaires inscrits avant lui. Il prime les créanciers dont l'inscription est postérieure à celle de son privilège.

Le Brésil depuis 1885, l'Italie depuis 1887 admettent au profit du capitaliste prêteur un privilège sur les meubles de l'agriculteur et ses récoltes pendantes. — La loi du 23 mars 1894 a créé en Roumanie une banque agricole qui prête aux agriculteurs sur gages consistant « en produits sur pied à partir d'une époque voisine de la moisson,

époque qui sera fixée chaque année et pour chaque espèce de plantes », « en produits battus déposés en magasin, sur les terres, en gare ou dans les docks ou magasins particuliers ». L'échéance des prêts est de 9 mois au plus comme en Russie.

Deux longues ordonnances viennent de créer en 1898, dans l'île Maurice, l'ancienne Ile de France, la sœur de Bourbon « une créance privilégiée sur les récoltes de l'année courante qui prendra rang avant toutes autres créances pouvant avoir droit de gage ou privilège sur cette récolte ou ces produits ».

Jusque-là, dans cette possession anglaise, le crédit n'était accordé qu'aux propriétaires d'immeubles, très largement d'ailleurs.

« Un planteur qui ne doit hypothécairement plus du tiers ou même de la moitié de la valeur de sa propriété, disait le Consul de France à Maurice, trouve facilement, dans une année ordinaire, à emprunter les fonds nécessaires pour faire valoir, si sa propriété est en bon état de plantation et de culture.

« Les avances pour faire valoir, ce qu'on appelle à Maurice avances d'entre-coupe, sont faites par des compagnies spéciales de crédit, par des agents de change ou par des négociants, en partie avec leurs propres fonds et pour la plus forte part avec les capitaux des banques et des particuliers auxquels ces établissements de crédit, agents de change ou négociants donnent leur endos ou leur garantie.

« Dans la plupart des cas, ces avances d'entre-coupe sont garanties par la consignation des produits au prêteur, qui les vend et en affecte le prix à se rembourser en capital, intérêts et commission.

« De plus, l'emprunteur confère le plus souvent au prêteur hypothèque sur sa propriété pour garantir le paiement de toute balance qui pourrait rester due en cas d'insuffisance du produit de la récolte de l'année.

« Les banques n'escomptent directement les valeurs que d'un petit nombre de planteurs en très bonne position, dont le crédit personnel leur suffit.

« Mais, à Maurice, le prêt d'entre-coupe sur le crédit purement personnel du propriétaire n'a lieu que dans la minorité des cas. Le plus grand nombre de ces prêts est garanti en outre par une hypothèque sur le fonds (1). »

Ces prêts d'entre-coupe ont lieu depuis 1851 aux Antilles, et à Bourbon au profit du propriétaire, sans que le prêteur prenne d'hypothèque sur le fonds ; depuis 1874 au profit même du locataire par l'organisation du crédit réel mobilier.

Si le crédit agricole, celui qui doit procurer aux cultivateurs le fonds de roulement nécessaire pour les dépenses courantes d'exploitation et reposer normalement sur ce fonds d'exploitation même, le matériel, le bétail, les récoltes une fois rentrées et aussi, à notre avis, les récoltes pendantes, n'est pas encore intégralement organisé en

(1) Note sur le Crédit agricole mobilier.

France et ne l'a été en partie que ces toutes dernières années, si nous avons été devancés en Europe par d'autres pays, tout au moins avons-nous, avant tous les autres, discuté le problème et expérimenté les premiers sa solution dans nos vieilles colonies sucrières.

Les réformes, tant critiquées dans la France continentale, viennent d'être appliquées dans la colonie anglaise de Maurice, par imitation de sa voisine française, la Réunion. Avec plus de franchise toutefois, et sans s'arrêter aux mêmes scrupules juridiques que le législateur de 1851, on n'a pas cru nécessaire dans ce pays, soumis cependant encore à nos Codes, de baptiser « cession de récoltes pendantes » ce qui n'est en réalité qu'une hypothèque mobilière, servant de gage aux avances consenties sur récoltes pendantes, avances que pratiquent depuis cinquante ans les banques coloniales de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, dont nous allons maintenant commencer l'étude.

TROISIÈME PARTIE

LE CRÉDIT A COURT TERME

CHAPITRE PREMIER

LES BANQUES COLONIALES. — LEUR LÉGISLATION.

Avant 1848, les Antilles et la Réunion produisaient déjà du sucre. Elles étaient couvertes d'immenses propriétés sur lesquelles des nègres importés d'Afrique, cultivaient la canne. A la fois agriculteurs et manufacturiers, transformant eux-mêmes le produit de la récolte de leurs « habitations », les créoles avaient besoin d'un fonds de roulement assez considérable. Il fallait d'abord acheter la main-d'œuvre servile, puis la nourrir et l'entretenir. Pendant deux ans la canne exigeait des dépenses sérieuses et continues, que devait rembourser le prix de vente des sucres. Nos colonies sucrières étaient déjà entrées dans la voie de la monoculture, tout au moins ne se livraient-elles qu'à un petit nombre de cultures destinées à l'exportation ; elles tiraient du dehors tout ce qu'absorbait la consumma-

tion locale : les produits manufacturés et même en partie les produits alimentaires. Que la récolte fût insuffisante, le prix du sucre bas, les créoles, indolents, dépensiers, insoucieux du lendemain, qui venaient mener large vie en Europe et y laissaient le produit des bonnes années, se trouvaient à court d'argent et comme il fallait solder les importations, la moindre crise faisait disparaître le numéraire.

Les plantations ne pouvaient cependant rester en friche, les noirs sans nourriture. Le planteur s'adressait alors pour obtenir les avances indispensables à celui qu'on appelait aux Antilles le commissionnaire et à Bourbon : l'agent de change. Il avançait les sommes demandées et prenait hypothèque sur les biens de l'emprunteur. Si l'avance était trop forte, ne possédant généralement pas de suffisantes disponibilités, il demandait les fonds à l'un des gros négociants du Havre, de Nantes, de Bordeaux dont il était à la Martinique ou à la Réunion le correspondant attitré. Il était l'intermédiaire entre les créoles et les capitaux métropolitains.

La maison de commission française qui consentait l'avance avait une triple garantie : la responsabilité personnelle du commissionnaire ou agent de change colonial, l'hypothèque prise par ce dernier sur la propriété de l'emprunteur, à Bourbon tout au moins, et enfin le privilège reconnu par la Cour de cassation sur les produits de la récolte, que le planteur prenait l'engagement formel d'envoyer en consignation dans ses magasins pour être vendus

par son intermédiaire. Le privilège des commissionnaires était bien reconnu par l'article 93 du Code de commerce, mais avant la loi du 23 mai 1863 sur le gage commercial qui modifiait le titre VI du livre I, et le nouvel article 95, on aurait pu se demander sans la jurisprudence de la Cour, si le privilège pouvait s'appliquer aux avances faites avant la consignation des marchandises. Les tribunaux coloniaux reconnaissaient de plus au prêteur un privilège sur la récolte pendant qu'ils assimilaient au privilège accordé à celui qui a fait des frais pour la conservation de la chose. Les capitalistes métropolitains s'assuraient, avec l'intérêt et la commission prise pour la vente des sucres, un bénéfice qui montait généralement à 18 0/0.

On comprend dans ces conditions qu'ils n'hésitaient guère à accorder aux créoles de nos colonies sucrières toutes les avances que leur agent local croyait pouvoir consentir en sécurité.

Ce taux de 18 0/0 n'est d'ailleurs pas chose si remarquable. La création des banques coloniales a mis fin à une situation que leur disparition tendrait à renouveler. « Déjà le cas n'est pas très rare, dit M. Isaac, député de la Guadeloupe, de ceux, commerçants et agriculteurs, qui, liés de loin à quelques bailleurs de fonds hors du pays, que la distance inquiète, ont vu se perpétuer pour eux les taux usuraires des époques antérieures. Et l'on connaît à la Guadeloupe, par exemple, telle usine à qui le crédit qui l'alimentait jusqu'à ces derniers temps, ne coûtait pas

moins de 20 0/0 (1). » M. David Vickers, consul des États-Unis à Cuba, parlant du crédit qu'on y accordait en 1884 aux planteurs de cannes, déclarait connaître des emprunts coûtant, en comprenant l'intérêt et la prime de commission, un intérêt annuel de 18 0/0. Il citait même un cas de 30 0/0 (2). Il y a une vingtaine d'années également les courtiers et commissionnaires qui fournissaient aux fermiers de la Louisiane, les fonds nécessaires, s'assuraient avec leurs courtages de commission, une prime ne montant pas à moins de 15 0/0 du total de leurs avances. Dans d'autres États du sud des États-Unis, le crédit était distribué par les banques locales, chez qui les débiteurs devaient consigner leurs denrées. Ces banques retenaient 13 0/0 pour le montant de l'intérêt et des frais ; 2 1/2 0/0 pour la commission de vente. L'argent coûtait donc 15 1/2 aux planteurs (3).

Dans nos colonies les habitudes étaient si bien prises et ces fournisseurs de crédit, cette « providence à 18 0/0 », si bien considérés en effet par les créoles comme leur providence (4) que les banques créées à la Guadeloupe et à la

(1) Isaac, deuxième rapport fait au nom de la commission des colonies chargée d'examiner le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales, 1898.

(2) Reports from the consuls of the united states on the credit and trades system of several district, Washington, 1884.

(3) Note sur le crédit agricole mobilier, 1880.

(4) M. Dain... Eh bien, il faut dans ses dures nécessités remplacer auprès des habitants ce commissionnaire ancien, cette providence qui leur a manqué tout d'un coup.

M. de Greslau. — Une providence à 18 0/0 (*on rit*). (Séance du 24 juin 1851, Assemblée constituante).

Réunion en 1826 par le gouvernement de la Restauration, avec un privilège de 20 ans, durent liquider dès 1831.

Les idées abolitionnistes faisaient alors d'immenses progrès. Dès 1832, une commission nommée pour étudier les moyens de procéder à l'émancipation des esclaves des colonies françaises s'y montrait favorable et fixait à 4.000 fr. par tête d'esclave le montant de l'indemnité à recevoir par les planteurs. En 1838, l'Angleterre abolit l'esclavage dans toutes ses possessions, et cet exemple amène en France le vote de plusieurs lois préparatoires de l'émancipation finale : les noirs sont autorisés à se racheter avec leur pécule personnel ; un jour par semaine leur est accordé pour travailler à leur compte ; c'est pour eux le moyen de se constituer le pécule nécessaire.

La Révolution de février éclate. Le 4 mars 1848 une commission est nommée pour préparer le décret d'affranchissement général, qui est publié le 27 avril. On accorde aux propriétaires d'esclaves une indemnité de 500 francs par tête d'esclave, la moitié de la somme demandée par le duc de Broglie dans son rapport de 1832.

Les noirs désertent aussitôt les plantations, considérant le travail de la terre comme indigne d'hommes libres. Les capitaux ont peur et se cachent.

Les négociants de Nantes et de Marseille refusent résolument tout crédit aux planteurs de nos colonies sucrières, propriétaires d'ateliers agricoles désormais ruinés, sans bras et sans argent. Et ils sont bien définitivement ruinés, en effet, si le gouvernement de la métropole ne vient

à leur secours, n'organise immédiatement quelque institution de crédit qui remplace les anciens fournisseurs d'argent, qui ferment leurs caisses. La main-d'œuvre économique et stable des premiers temps n'est plus. On se trouve en présence d'une population de noirs indolents et fantasques, toute grisée de sa nouvelle condition, qui exige maintenant des salaires réguliers et élevés. Va-t-on importer des travailleurs étrangers, des coolies hindous ? le problème se pose avec la même acuité. Il faut acquitter les frais de déplacement de ces nouvelles recrues, et de toutes façons, assurer la constitution immédiate d'un fonds de salaires suffisamment abondant.

Les autorités locales parent au plus pressé. Le gouverneur de la Martinique crée une caisse de prêts sur dépôts de marchandise par un arrêté du 21 octobre, et autorise l'émission de 1.500.000 francs en bons de caisse de 5 à 1.000 francs ayant cours forcé et garantis par le Trésor. On prend les mêmes mesures à la Guadeloupe. Le gouvernement provisoire décida de créer des banques coloniales. Il fallait leur trouver des ressources. On préleva d'office les sommes nécessaires sur l'indemnité allouée aux propriétaires d'esclaves, par la loi du 30 avril 1849. Le législateur entendait bien rester maître de fixer l'indemnité à sa guise et d'en acquitter le montant comme il l'entendrait, et il décida que le huitième en serait consacré à la formation des nouvelles banques. Les parts d'indemnitaires, inférieures à 1.000 francs étaient seules exceptées de cette retenue.

(Loi du 30 avril 1849, article 7) : « Sur la rente de 6 millions, payable aux termes de l'article 2, le huitième de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion sera prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêts et d'escompte dans chacune de ces colonies. Les titres de rente ainsi prélevés sur la rente de 6 millions seront déposés dans les caisses des banques comme gages et garanties des billets qu'elles sont autorisées à émettre.

Tout colon indemnitaire recevra des actions de la Banque de prêt et d'escompte de la colonie jusqu'à concurrence de la retenue qu'aura subie sa part dans l'indemnité.

L'organisation des banques de prêt et d'escompte sera déterminée par des règlements d'administration publique.

Le gouvernement pourra appliquer les présentes dispositions dans les colonies. »

M. Cheragay, dont nous aurons l'occasion de rappeler le rôle dans la discussion de la loi de 1854 affirmait le droit de l'Assemblée : « Si la loi a pu fixer en quelque sorte à forfait le montant de l'indemnité ; si elle a pu décider qu'elle serait payée non en argent mais en rentes, pourquoi n'aurait-elle pu décider en même temps qu'une portion de ces rentes serait transformée en actions des banques coloniales, c'est-à-dire en un droit à la copropriété d'établissements destinés à améliorer la condition non de telle ou telle classe de la société, mais de toutes les classes de cette société. » Objectera-t-on que ces actions, peut-être dé-

proposés ne représenteront plus l'indemnité due aux planteurs. M. Chénery ajoutait : « ce qui est certain c'est que grâce à leur formation (les banques), les colons honorables et sages les retrouveront sous forme de crédit beaucoup au delà de ce qu'ils pourraient perdre par la réduction du chiffre des rentes allouées à chacun d'eux ».

Les premières ressources assurées, il fallait maintenant poser les règles qui régiraient les banques de prêt et d'escompte nouvellement fondées et trouver, selon les propres paroles du rapport présenté au Conseil d'Etat le 7 août 1850 sur le projet de loi organique des banques coloniales (1), « les moyens de ranimer le travail agricole et de revivifier le commerce, de faire reparaître le crédit dans les lieux où il était depuis longtemps anéanti ».

« L'entreprise qui il s'agissait de mener à bien, faisait remarquer d'autre part M. Horace Say, était certainement commerciale par essence, et cependant elle ne présentait pas de spéculateurs ordinaires, se réunissant librement pour former une société. Les colons indemnitaires se trouvaient en effet associés entre eux de par la loi ; en outre, leur société commençait avec l'ouverture même du droit des indemnitaires et avant même que le droit individuel de chacun d'eux eût pu être constaté : les intéressés ne pouvaient donc être préalablement réunis pour formuler les projets de statuts. C'est en conséquence au gouvernement que fut donnée la mission d'arrêter à l'avance la charte de chaque banque. »

(1) *Présenté par M. Chénery. Les banques de dépôt, d'escompte et d'émission.*

Cette chartre fut constituée par la loi du 11 juillet 1851, à laquelle étaient joints les statuts de chaque banque qui furent discutés et votés en même temps que la loi organique. C'était en contradiction avec la loi de 1849, confiant au pouvoir exécutif le soin de rendre à ce sujet des règlements d'administration publique. Lors de la discussion, M. de la Moskowa se plaignit que le gouvernement eût abandonné ses prérogatives. Le rapporteur, M. Cheragay, répondit que la commission croyait devoir réserver la décision au pouvoir législatif parce que les banques coloniales étaient autorisées à se livrer à certaines opérations spéciales, qui ne seraient pas possibles si l'on n'introduisait certaines dispositions législatives dérogoires du droit commun, le prêt sur marchandises, le prêt sur récoltes pendantes.

Notamment, pour rendre possible ce dernier, il fallait organiser toute une procédure, modifier les lois sur l'enregistrement, sur la vente, les hypothèques, les privilèges.

Le projet de loi contenant l'organisation des banques coloniales avait été déposé le 29 novembre 1850 par le ministre de la marine et des colonies : Romain Desfossés. Le rapport, confié par la commission à M. Cheragay, fut déposé à la séance du 5 avril 1851. Il était très nettement hostile au projet gouvernemental, qui venait avec une grande hardiesse réaliser il y a un demi-siècle dans nos colonies une réforme qui, nous l'avons vu, n'a encore été admise que partiellement et timidement en France par

la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles : le gage sans dessaisissement.

« L'article 6, disait l'exposé des motifs du ministre des colonies, renferme l'une des dispositions les plus importantes du projet. Il s'agit du moyen de réaliser le prêt à faire aux planteurs sur la garantie de leurs récoltes. Cette opération, il ne faut pas hésiter à le dire, est en quelque sorte toute la banque coloniale (1). »

« Aucune voix, répondait M. Cheragay, ne s'est élevée dans le sein de votre commission pour contester l'utilité, la nécessité même, d'établir dans nos colonies des banques de circulation en même temps que de prêt et d'escompte. A toutes les époques, en effet, et sous tous les régimes, ces possessions ont souffert de l'insuffisance des capitaux, de la rareté du numéraire, de l'élévation du taux de l'intérêt. » Mais, ajoutait-il bientôt, « votre commission doit déclarer qu'il lui a paru tout à fait impossible de s'arrêter à cette déclaration de l'exposé des motifs, que le prêt sur récoltes constituerait en quelque sorte, à lui seul, toute la banque coloniale, et que, sans le prêt sur récoltes, le projet de loi soumis à vos délibérations devrait être considéré à la fois comme une superfluité et comme une iniquité.

« Votre commission repousse, elle l'a déjà dit, ces tranchantes assertions de toute la force d'une conviction sérieuse et raisonnée. Elle n'a pu concevoir, tout d'abord que, même en attachant beaucoup d'importance au prêt

(1) De Lanessan, *Expansion coloniale de la France*, 1885.

sur récoltes pendantes, on ait jamais pu y voir toute la banque coloniale. Les banques auront, en effet, en tout cas, la faculté de multiplier leur capital et leurs moyens de crédit par l'émission de billets ; elles viendront par là au secours d'une circulation monétaire trop souvent insuffisante ; elles auront pour but, et ce but sera non seulement poursuivi, mais atteint, il faut l'espérer, d'abaisser par leur escompte le taux exorbitant de l'intérêt de l'argent. Elles viendront enfin directement au secours de la propriété par le prêt sur récoltes réalisées. Ce seront là certes des services assez positifs, assez sérieux, pour que ces établissements, même sans prêts sur gages de récoltes futures, soient tout autre chose qu'une superfluité. »

Et M. Charagay, suivi d'ailleurs par la presque unanimité de la commission, tout en acceptant l'ensemble du projet gouvernemental, repoussait les avances sur récolte future.

« La majorité de la commission a été frappée tout d'abord de l'incertitude et même du caractère négatif du gage qui serait ainsi offert à la banque. Il s'agirait pour elle de prêter sur la simple signature d'un propriétaire non commerçant, non contraignable par corps, avec la seule garantie promise d'une récolte à venir... Qui assurera que les fonds ainsi avancés à un planteur, souvent obéré et besogneux, seront consacrés à des frais de culture et ne seront pas ou divertis ou détournés par la nécessité plus urgente de faire face à des engagements antérieurs ? A supposer que ces fonds soient réellement employés à la culture, quelle

sûreté aura-t-on que cette culture sera fructueuse, que les incendies, les ouragans, si fréquents, si redoutables sous le ciel des Antilles, ne viendront pas tromper l'espérance du cultivateur et le mettre dans l'impuissance absolue de remplir ses engagements ? Considérée en elle-même, la récolte pendante ou mieux la récolte future n'est donc pas susceptible de donner au créancier la sécurité matérielle positive, dont le mot de gage doit être l'expression et qui dispense un créancier prudent de toute autre précaution.

« Enfin le privilège que le projet de loi essaie d'assurer à la Banque pourra-t-il avoir l'effet que l'on se promet, celui d'assurer à l'établissement, au moment où se réalisera la récolte engagée par avance, un droit à l'abri de toute contestation et exclusif du droit et des légitimes prétentions de tout autre créancier ?

« Il est de l'essence du gage que l'objet sur lequel il porte sorte de la possession du propriétaire, pour passer dans celle du créancier (le gagiste n'a son privilège, dit M. Trolong, qu'à la condition d'être saisi de la chose. Cette condition lui était imposée expressément par l'article 181 de la coutume de Paris ; elle est reproduite par l'article 2012, § 2, du Code civil...). »

Si nous rangeons les récoltes pendantes parmi les meubles nous voici devant des difficultés juridiques très sérieuses. Pourrions-nous les ranger parmi les immeubles et prendre une hypothèque utile. Non, répond le rapporteur, poursuivant son argumentation.

« Vainement le projet promet à la Banque, sur les récol-

tes engagées, le privilège que l'article 2042 du Code civil accorde au gagiste véritablement et réellement saisi.

« La nature des choses s'oppose ici à ce que la fiction ait les mêmes effets que la réalité.

« Il faut remarquer d'abord qu'aux termes de l'article 520 du Code civil, les récoltes pendantes par racines et les fruits non encore récoltés sont immeubles. Le droit des créanciers hypothécaires s'exerce donc sur les récoltes comme sur le corps même de l'immeuble. Le projet de loi n'a pas essayé la tâche difficile de concilier ce droit des créanciers hypothécaires avec le privilège qu'il prétend conférer éventuellement aux banques coloniales. Or il est évident qu'une saisie immobilière exercée sur l'immeuble, même après la transcription du privilège de la banque, pourrait faire tomber celui-ci, pourvu que l'hypothèque fût antérieure à la transcription. »

M. de Chasseloup-Laubat, ministre de la marine et des colonies, lorsque le projet de loi vint en première lecture devant l'Assemblée, obtint que l'on passât outre et que la discussion ne commençât que lors de la deuxième délibération. Dans l'intervalle le Gouvernement agit sur la commission. Une transaction intervint.

On ne parla plus d'une récolte future quelconque, mais d'une récolte dès maintenant pendante. Et surtout, cela seul fit taire les scrupules de juriste de M. Cheragay, puisque un nantissement ne peut pas, d'après nos Codes et le titre I, nos 168 et 179 *Des privilèges et hypothèques* de Troplong, qui tenait si fort au cœur de l'ancien magistrat,

s'opérer sans un transfert de possession, on baptisa le prêt sur récoltes pendantes : cession des récoltes pendantes.

Nous craignons bien que le formaliste rapporteur de la loi de 1854 n'ait été amené par son trop grand respect à l'égard des textes à faire consacrer une formule fausse. Malgré l'approbation donnée par certain auteur déclarant « qu'assurément une cession rendant la banque propriétaire aurait été une garantie de prêt plus sérieuse qu'un simple nantissement dont la réalisation pourrait être difficile (1) », n'est-il pas évident que nous nous trouvons en présence d'une véritable impossibilité juridique. Comme le fait remarquer très justement M. Léveillé : « quoiqu'il en dise (M. Cheragay), la banque n'a point acheté pour dix par exemple, une récolte qui peut bientôt rapporter trente. L'achat pour un prix fixé serait un forfait définitif ; celui qui achète pour dix ce qui vaut trente devrait seul bénéficier de son heureux marché. Il est certain, au contraire, que la banque qui avance dix sur une récolte et plus tard la vendra trente doit réserver la différence, c'est-à-dire vingt, au débiteur resté propriétaire de la récolte. La banque n'est pas devenue la maîtresse de la chose, elle doit bien plutôt compte de l'objet engagé ; elle a prêté dix, elle ne peut garder que dix en toute occurrence. Il y a, si l'on y tient beaucoup, une cession de la récolte prochaine, mais ce n'est à aucun degré une cession pure et simple,

(1) De Lanessan, *Expansion coloniale de la France*, 1886.

une cession absolue ; il y a, ce qui est tout autre chose, une cession en garantie d'une créance de dix. Parlons nettement : il est faux qu'il y ait vente. La banque, au surplus, ne doit-elle pas mettre aux enchères le gage ? et cette obligation peut-elle cadrer avec l'idée que la banque serait devenue propriétaire par un achat ? Tous les jurisconsultes connaissent, en matière de lettre de change, l'antithèse analogue de l'endossement translatif, qui est une cession de titre et de l'endossement pignoratif qui n'est qu'un nantissement. C'est, *mutatis mutandis*, cette distinction élémentaire que l'habile rapporteur de la loi de 1851 paraît avoir complètement oubliée (1). »

La commission demandait en outre que l'on fixât à 150.000 francs de rentes au lieu de 100.000 francs la somme à verser aux banques. Elle se refusait à admettre les coupures de vingt et cinq francs et n'acceptait que celles de vingt-cinq ; elle repoussait l'établissement d'une agence officielle des banques coloniales, qu'elle remplaçait par une commission de surveillance, elle attribuait aux tribunaux de commerce les contestations relatives, non seulement aux effets de commerce, mais à tous les prêts garantis par les banques.

L'intelligente intervention de M. de Chasseloup-Laubat auquel la colonisation française doit tant d'autres initiatives heureuses, dont l'énergique opposition sut otam-

(1) Premier rapport fait au nom de la commission des colonies chargée d'examiner le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales, par M. Jules Léveillé, 1897.

ment conserver à notre pays la plus belle partie de son nouveau domaine colonial : la Cochinchine (première amorce de notre empire Indo-Chinois tout entier) et que Napoléon III voulait, sur le conseil de ses autres ministres, rendre contre finances à l'empereur d'Annam, réussit pleinement.

Le second rapport déposé par M. Cheragay fut favorable au projet gouvernemental dont la discussion commença le 24 juin devant l'Assemblée constituante et occupa trois séances.

M. de la Moskowa déposa un amendement demandant le rétablissement des coupures de cinq francs, coupures que le gouvernement et le Conseil d'Etat étaient primitivement d'avis d'autoriser. MM. Jouanet et Schœlcher, députés coloniaux, soutinrent l'amendement. M. Jouanet rappela le succès des bons de caisses en 1848. On rappela également l'exposé des motifs de l'amiral Romain Desfosés : « le travail, de gratuit qu'il était, est devenu salarié. Cette transformation nécessite à chaque mois, à chaque semaine, des paiements fractionnés que le grand nombre de bras attachés aux exploitations coloniales, rend très multipliés.

« D'un autre côté, l'une des conséquences du régime économique des colonies, c'est d'y maintenir une rareté presque constante de numéraire. Les colons demandent donc avec instance que les institutions de crédit qu'il s'agit de leur accorder mettent à leur disposition un instrument de circulation de valeur assez réduite pour leur

permettre de faire face à leur besoin le plus considérable. »

Mais le rapporteur repoussa l'amendement et l'Assemblée le suivit. Seules les coupures de vingt-cinq francs furent autorisées. Un autre amendement de MM. Aubry et de la Moskowa visait la limite du passif à découvert des banques et assignait à ce passif, comprenant à la fois le montant des billets en circulation et toutes les autres dettes de la banque payables à la volonté des créanciers, une double limite ; il ne pourrait jamais dépasser le triple de l'encaisse métallique (le projet de loi ne s'occupait que de la circulation des billets qui ne devait pas s'élever au-dessus du double de l'encaisse) et de plus, l'excédent de ce passif sur le montant du numéraire en caisse ne pourrait pas être supérieur au double du capital social réalisé.

Plusieurs membres demandèrent le renvoi à la commission, qui fut décidé. L'amendement, modifié par cette dernière, fut voté le 24 juin. La seule circulation fiduciaire était limitée au triple de l'encaisse et le montant total du passif payable à vue au triple du capital social réalisé.

Lorsque l'on arriva au prêt sur récoltes pendantes, M. Sainte-Beuve fit remarquer la difficulté qu'éprouveraient les banques à rembourser leurs billets à vue, puisqu'elles immobilisaient leurs fonds pour cent-vingt jours, et M. Dain proposa d'effectuer les prêts au moyen d'obligations à terme au lieu de billets à vue. C'était en quelque sorte discuter la loi de correspondance. M. Sainte-

Bonne affaire d'ailleurs, trop bien. Il consistait simplement à la suppression des prêts suression de récoltes pendantes. Cette suppression était également réclamée par M. Lavanasseur : « qui peut dire qu'il n'y aura pas un jour surproduction des sucres » et il interrompait le discours de M. Sainte-Beuve par cette exclamation : « C'est la banqueroute que vous combattez, très bien M. Sainte-Beuve. » On entendait prononcer ces mots : « la banqueroute est assurée dans quatre ans » et M. Sainte-Beuve continuait : « Vous n'aurez que du papier détrempé, quant au métroaire vous n'en aurez plus ; de là, pour les colonies, un état de ruine épouvantable. »

Mais malgré les efforts de l'opposition, l'Assemblée suivit le Gouvernement, appuyé par la commission. Le prêt sur récoltes fut adopté et devint l'article 8.

Le projet de loi vint en troisième délibération le 11 juillet, fut voté sans autre discussion, et promulgué le 29 juillet. Ce n'est pas que le privilège accordé par la loi fût accepté dès lors sans résistances. Les tribunaux coloniaux de première instance ne voulaient pas en tenir compte. Ils reprenaient la première réglementation de l'honorable M. Cherrier : « il est vrai qu'aux termes du même article 829 du Code civil, la récolte devient meubles au moment où les fruits qui la constituent sont détachés du sol. Elle commence alors, mais seulement alors, à devenir susceptible d'être affectée au privilège du gagiste. Mais c'est à ce moment aussi que surgissent toutes les difficultés inhérentes à ce fait capital, que la récolte, objet du privilège

gage, loin d'être réellement transportée sous la main du créancier, serait demeurée, de fait, en la possession du débiteur. On ne peut par suite empêcher les autres créanciers de ce débiteur d'exercer, soit concurremment avec le privilège promis à la banque, soit même de préférence à lui : 1° quelques-uns au moins des privilèges généraux énumérés en l'article 2101 du Code civil ; 2° certains des privilèges spéciaux énumérés en l'article 2102, parmi lesquels il faut remarquer les sommes dues pour les frais de la récolte elle-même ou pour les frais de sa conservation. »

Ils allaient même bien plus loin. On voit la Cour d'appel de la Guadeloupe donner gain de cause à des créanciers qui avaient saisi et fait vendre la récolte au profit de tous les créanciers sans exception.

Les difficultés ne cessèrent qu'après l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 10 février 1858, où elle reconnaissait que le prêt sur récoltes pendantes devait être considéré comme un « élément nécessaire de l'existence des banques coloniales et constituait un droit absolu dont les créanciers du débiteur ne peuvent, sous aucun prétexte, gêner ou entraver l'exercice ».

La loi du 11 juillet 1851 ne s'occupait en réalité que de l'émission des billets, et de certaines dispositions nécessitées par les prêts sur récoltes et sur nantissement. Ces points constituaient un privilège, dérogeaient au droit commun. Les statuts annexés furent votés par l'Assemblée comme la loi elle-même, et cela, nous l'avons vu, malgré l'opposition de M. de la Moskova.

Plusieurs décrets furent ensuite rendus, qui fixaient les détails d'organisation des nouvelles banques.

Le décret du 24 décembre 1851 comprenait quatre titres. Ils s'occupaient de faire face aux frais de premier établissement et décidait d'y affecter les arrérages échus, depuis le 22 mars 1849, des inscriptions de rentes accordées par la loi à chaque banque. Le ministre pouvait d'ailleurs obtenir les avances nécessaires en engageant ces inscriptions. Il organisait ensuite la conversion des titres du prélèvement de 1/8 de l'indemnité en actions des banques ; puis la surveillance locale des banques, confiée dans chaque colonie au directeur de l'intérieur, sous l'autorité du gouverneur. En attendant la conversion définitive, il admettait à la première assemblée générale les cent cinquante plus forts indemnitaires.

L'administration s'occupa également de fabriquer les billets de banque et en versa à chaque banque pour une somme de cinq millions. Puis vint la convention du 12 novembre 1852. Le ministre de la marine engagea une des trois inscriptions de rente de 1 million, qui constituaient le capital de chacune des trois banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et obtint sur ce gage, à 4 0/0, une avance de 800.000 francs, en compte courant inscrit à la Caisse des dépôts et consignations.

Le décret du 31 mai 1852 désigna les premiers gouverneurs : M. de la Massue pour la banque de la Martinique, M. Daney pour la Guadeloupe, M. Desse pour la Réunion.

Le décret du 23 mars 1852 les oblige à posséder 20 actions de leur banque.

Enfin le décret du 17 novembre 1852 établit à Paris un agent central. Il devait remplacer cette agence centrale, proposée par M. Romain Desfossés, et dont la commission présidée par M. Cheragay avait obtenu la suppression du projet de loi définitif. Ce décret du 17 novembre était rendu sous l'inspiration de la commission de surveillance des banques coloniales, entrée en fonctions dès le mois d'octobre. M. Barbaroux, auteur de son premier rapport, déclarait que l'agent central, de caractère à la fois privé comme mandataire des banques, et public comme leur intermédiaire obligé avec le Gouvernement, qu'il doit renseigner sur toutes leurs opérations, était « l'expression du principe de centralisation ». Le décret réglementait encore les coupures d'actions de 50 francs destinées à assurer la si délicate transformation des certificats de prélèvement en actions, fixait le nombre d'actions que devaient posséder les censeurs des banques et déclarait que la situation de ces dernières serait publiée tous les mois au lieu de tous les quinze jours.

Les banques coloniales devaient être organisées avant le 1^{er} octobre 1852. Celles de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, avaient à cette date commencé leurs opérations. Les assemblées générales des deux premières se tinrent dans le courant de janvier 1853 ; celle de la banque de la Réunion le 17 mai de la même année. Nous citerons encore le décret du 8 janvier 1870 autorisant cette dernière banque à ne plus tenir compte de la limitation apportée par les statuts aux prêts sur nantissement de marchandi-

ses, qui ne devaient pas dépasser les $\frac{2}{3}$ de leur valeur. Cette innovation était rendue nécessaire par la création dans l'île d'une succursale du Comptoir d'Escompte, à Saint-Denis, qui avançait aux créoles la valeur intégrale des marchandises consignées. La concurrence du Comptoir d'Escompte était désastreuse pour les banques. Les prêts sur marchandises étaient tombés de 1.937.527 francs, pour l'exercice 1864-1865, à 445.919 en 1868-1869. A la suite du décret de 1870, ils remontèrent à 3.304.444 pour 1870-1871, 4.338.571 pour 1871-1872.

Nous arrivons ainsi en 1871. Le privilège accordé pour 20 ans aux banques coloniales était expiré. Mais, au milieu des graves événements d'alors, on ne pouvait guère songer à son renouvellement. Un décret du 11 septembre 1871 le prorogea pour deux ans ; un autre jusqu'au 1^{er} février 1874. Le gouvernement de M. Thiers déposa le 14 mars 1873 un projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales pour 20 ans. Examiné par la commission de surveillance, puis le Conseil d'Etat, il arrivait devant l'Assemblée nationale fort de l'autorité que lui assuraient et cet examen même et l'accord complet existant entre la commission et le Gouvernement sur le projet remanié.

Les changements à la loi de 1854, comme l'expose fort exactement M. Denizet (1), consistaient surtout en l'autorisation d'émettre des billets de 10 et 5 francs ; la possibilité pour les banques de placer leurs capitaux en obliga-

(1) Pierre Denizet, *Les banques coloniales*, 1899.

tions garanties par l'Etat ou les colonies, au moins jusqu'à concurrence des $\frac{4}{5}$ de leur fonds de réserve ; la faculté de porter la circulation des billets au-dessus du triple du capital réalisé, toutes les fois que la contre-valeur des comptes-courants et autres dettes serait représentée par du numéraire, et dans la proportion où ce numéraire excéderait l'encaisse métallique ;

L'autorisation pour toutes les banques d'avancer la valeur totale des marchandises qui leur seraient remises en gage, comme la banque de la Réunion pouvait le faire depuis le décret du 8 janvier 1870 ;

Et la consécration de l'usage établi aux colonies d'assimiler aux magasins publics, trop peu nombreux, pour recevoir les dépôts de marchandises engagées, des magasins privés dont les clefs seraient remises à la banque ;

L'extension de la faculté d'emprunter sur récoltes pendantes aux fermiers, métayers et locataires, mais avec l'autorisation du propriétaire, puis le refus de toute opposition sur les prêts garantis par une cession de récolte ; enfin l'autorisation de proroger jusqu'à la vente de la récolte l'échéance des prêts de cette nature ;

L'autorisation de compléter les dividendes inférieurs à 5 0/0 sur le fonds de réserve et statutaire, jusqu'à concurrence de la moitié de ce fonds ;

L'adjonction à la commission de surveillance de deux colons notables résidant à Paris ;

Enfin, quelques mesures concernant la convocation et les pouvoirs de l'assemblée générale.

La commission se borna à consacrer dans les statuts l'usage établi que les prêts faits par la banque ne dépasseraient pas le sixième du capital social. Puis elle décida que les banques coloniales, comme la Banque de France, seraient dispensées de limiter leur escompte au taux légal, taux qui d'ailleurs varié dans les diverses colonies.

La loi vint en discussion devant l'Assemblée nationale le 29 mai 1874.

Un amendement fut déposé par MM. Sébert, Adrien Léon, Faubert, Babin-Chevaye, Chéguillaume et le général Frébault, ancien gouverneur de la Guadeloupe. Cet amendement voulait modifier ainsi qu'il suit l'alinéa 2 de l'article 7 : « Elle exerce ses droits et actions pour la totalité de sa créance, d'abord sur les valeurs provenant de la première récolte faite ou à faire et ensuite, en cas d'insuffisance de la première récolte, sur les valeurs de la seconde, mais seulement pour le tiers au maximum de la créance garantie simultanément par les deux récoltes » (1).

M. Sébert déclara que ce n'était pas faire revivre le privilège sur la seconde récolte, mais bien le faire porter à l'origine sur les deux. Il affirmait que la loi de 1854, par son article 9, favorisant le prêt sur récoltes, avait produit

(1) I. — A l'expiration du mois qui suit la déclaration de l'emprunteur, le prêt peut être réalisé par la banque ; moyennant l'état de cession qu'elle a fait transcrire, la banque est considérée comme saisie de la récolte.

II. — Elle exerce ses droits et actions sur les valeurs en provenant nonobstant les droits de tout créancier qui n'aurait pas manifesté son opposition suivant la forme prescrite à l'article précédent (art. 7).

les meilleurs effets ; qu'elle avait sauvé les colonies de la ruine dont elles étaient menacées en 1848, mais, disait-il à ses collègues : « Il est nécessaire que vous sachiez que les récoltes aux colonies végètent pendant dix-huit mois ou deux ans avant d'arriver à maturité, et comme il est fait une récolte chaque année à peu près à la même époque, ceci vous explique qu'il y a constamment deux récoltes sur pied s'enchevêtrant l'une dans l'autre et dont la culture est suivie simultanément...

« Il sera donc naturel et juste que l'argent prêté aux planteurs en vertu de l'article 9 de la loi de 1851 et employé aux travaux simultanés de deux récoltes sur pied, et pour la plus forte partie aux travaux plus longs et plus nombreux de la seconde, soit garanti par le produit de deux récoltes puisque cet argent est employé à la conservation commune. »

Il avait insisté au commencement de son discours sur ce fait que la banque de la Réunion s'était vue obligée de restreindre ses prêts agricoles à 2.300.000 francs en 1873 au lieu de 5.000.000 de francs en 1867, parce que, devant les lourdes pertes supportées à la suite des cyclones, elle ne jugeait pas son privilège assez garanti.

M. de la Serve, député de la Réunion, avait apporté ensuite à l'orateur l'appui des coloniaux.

« L'argent que donne la banque en 1874, dit-il, est employé pour les cannes de 1875. Par conséquent, lorsque l'on vient vous demander de vouloir bien étendre à la récolte de 1875 le privilège qui est accordé sur celle de 1874,

et encore ne vous le demande-t-on que pour le tiers de la créance qui a été consentie, vous permettrez à la banque, en accordant ce privilège nouveau, de prêter une somme plus forte qui fournira les moyens de subvenir à l'entretien des cultures... »

Quant à nous, nous reprendrons cette idée plus tard, quand nous souhaiterons voir créer aux colonies, sur des terres sans valeur marchande, de nouvelles cultures. Les avances consenties aux entrepreneurs de nouvelles plantations de caféiers ou de cacaoyers devraient être privilégiées sur un certain nombre de récoltes, celles qui suivent les quatre premières années de végétation, le café commençant seulement à entrer en rapport cette quatrième année même.

M. Ducuing, le rapporteur, se montra intraitable. La banque créancière n'avait qu'à ne prêter son argent que sur suffisantes garanties. Et puis « une banque opérant uniquement avec sa circulation, ne peut immobiliser son émission de billets au delà des échéances qui assurent ses rentrées. »

Cela est exact. C'est une grande critique que l'on peut adresser au législateur de 1851, d'avoir voulu faire du crédit agricole, le crédit de moyen terme type, avec des ressources à court terme. Mais il ne fallait pas répondre comme le fit M. Ducuing, que le gouvernement de 1850, pour qui, nous l'avons vu, les prêts sur récoltes pendantes étaient « toute la banque coloniale », n'avait pas songé à faire du crédit agricole.

« Non, il ne peut s'agir de crédit agricole... En réalité la récolte n'est que le nantissement, et l'effet de commerce est l'engagement de celui qui emprunte. Et lorsque cet effet de commerce n'est pas payé à l'échéance, il y a lieu à protêt comme pour tout effet de commerce. »

C'était ne voir que la lettre du texte et en méconnaître l'esprit.

« A l'heure qu'il est, déclarait M. Sébert, la commission est bien obligée de reconnaître que les banques font des prêts dont l'échéance arrive avant la réalisation de la récolte, puisque les prêts faits à 120 jours de date sont exécutés 6 ou 8 mois avant la récolte qui les garantit. »

Mais rien ne pouvait ébranler M. Ducuing, qui répondit simplement : « C'est un tort » ! Et l'Assemblée, qui s'intéressait d'ailleurs assez peu à la question et que le Président devait inviter devant les bruits des conversations à écouter les orateurs, suivit docilement la commission et le Gouvernement. Elle vota la loi du 24 juin 1874, prorogeant le privilège des banques coloniales pour 20 ans à partir du 11 septembre.

CHAPITRE II

CAPITAL. — ACTIONS. — FONDS DE RÉSERVE. — DIVIDENDES.

Le capital de chacune des banques de la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion a été fixé à trois millions, représenté par des actions de 500 francs, toutes nominatives (1). Un décret rendu en Conseil d'Etat, le 15 décembre 1884, a porté le capital de la banque de la Réunion, de trois à quatre millions. Il homologuait la décision de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 21 juillet de la même année, décision nécessaire à tout changement de capital, d'après l'article 2 de la loi du 24 juin 1874 (2).

S'il s'agit d'une augmentation du capital, la délibération détermine la portion du fonds de réserve qui peut y être affectée. S'il s'agit d'une diminution elle doit être opérée par le remboursement d'une portion du capital sur chaque action, sans que ce remboursement puisse excéder 125 francs par action.

(1) Le capital de la banque est divisé en actions de 500 francs chacune. Les actions sont nominatives, elles sont inscrites sur un registre à souche, portent la signature du directeur, d'un administrateur et d'un censeur (art. 6 des statuts).

(2) Le capital de chacune des banques ne pourra être augmenté ou réduit que dans le cas où une modification aura été reconnue nécessaire par l'assemblée générale des actionnaires, convoquée expressément à cet effet, ladite délibération approuvée par un décret portant règlement d'administration publique (art. 2, loi de 1874).

Si le fonds de réserve ne suffisait pas à réaliser l'augmentation projetée, les nouvelles actions créées seraient attribuées aux porteurs des anciennes, proportionnellement au nombre de ces dernières qu'ils possèdent.

La transmission des actions s'opère soit au siège de la banque de la colonie, soit à l'agence centrale à Paris, par une déclaration de transfert signée du propriétaire ou de son fondé de pouvoirs et visée sur le registre spécial des transferts par un administrateur dans la colonie, l'agent central à Paris.

S'il y a lieu à une opposition du transfert, elle sera signifiée à Paris à l'agent central pour les actions inscrites en France, et au directeur de la banque au siège social pour celles qui le sont dans la colonie. L'article 8 des statuts permet de faire inscrire les actions des banques coloniales dans la métropole et, de fait, un grand nombre de ces actions ont ainsi leur « domicile légal » en France.

Au 30 juin 1899, les 6.000 actions de la banque de la Martinique se répartissaient ainsi qu'il suit : 3.630 actions en Europe et 2.370 actions dans la colonie. Pour la Guadeloupe : 3.826 en Europe et 2.174 dans la colonie ; sur les 8.000 actions de la banque de la Réunion, 2.268 actions étaient inscrites en Europe, 5.732 dans la colonie.

Tous les six mois les livres et comptes sont arrêtés et balancés et le résultat des opérations est établi.

Les créances en souffrance ne peuvent être comprises dans le compte de l'actif pour un chiffre excédant le cinquième de leur valeur nominale (art. 25, stat.). On entend

par créance en souffrance, les créances non susceptibles d'un renouvellement acceptable, qui n'ont pas été recouvrées à l'échéance et restent impayées après le protêt et l'accomplissement des formalités propres à en amener le remboursement de la part des tiers, si ce n'est du principal obligé.

Elles doivent figurer au bilan de la banque jusqu'à la perte définitive ou le paiement accepté.

Tant que le compte des valeurs en souffrance n'est pas entièrement soldé, les recouvrements de quelque nature qu'ils soient et de quelque source qu'ils proviennent, effectués sur les dites valeurs, doivent être portés au crédit de ce compte et ne peuvent figurer au compte des profits et pertes, en augmenter l'actif et concourir ainsi à la formation de dividendes à distribuer aux actionnaires.

Cette interprétation donna lieu à de vives réclamations de la part des banques de la Martinique et de la Réunion, qui prétendaient pouvoir spécialiser chaque valeur en souffrance et verser les $\frac{4}{5}$ du montant des sommes recouvrées au compte profits et pertes. Mais, faisait remarquer la commission de surveillance, la conséquence d'un pareil procédé aurait été de laisser au débit du compte des valeurs en souffrance $\frac{1}{5}$ des valeurs complètement caduques et d'autoriser la distribution, à titre de dividende, d'une partie du capital. Les valeurs en souffrance doivent être considérées comme un tout indivisible et solidaire ; il doit donc être passé écriture, à l'époque de l'établissement de chaque

bilan trimestriel, de toutes les valeurs en souffrance (1).

Avant toute distribution de dividende, il est fait sur les bénéfices nets et réalisés, acquis pendant le semestre, un prélèvement de un demi pour cent du capital primitif ; ce prélèvement est employé à former un fonds de réserve.

Un premier dividende équivalent à 5 0/0 par an du capital des actions est ensuite distribué aux actionnaires. Le surplus des bénéfices est partagé par moitié. La première est répartie aux actionnaires comme dividende complémentaire, la seconde est attribuée pour huit dixièmes au fonds de réserve, un dixième au directeur, un dixième aux employés de la banque à titre de gratification.

Dans le cas où l'insuffisance des bénéfices ne permet pas de distribuer aux actionnaires un dividende de 5 0/0 sur le capital des actions, le dividende peut être augmenté jusqu'au maximum de 5 0/0 l'an par un prélèvement sur la réserve, pourvu que ce prélèvement ne réduise pas la dite réserve au-dessous du maximum statutaire (art. 25).

Le maximum statutaire est égal à la moitié du capital social, c'est-à-dire 1.500.000 francs. Ces diverses répartitions sont effectuées après l'approbation du gouverneur en Conseil privé.

Notons bien que ce prélèvement sur la réserve n'est autorisé que pour compléter les bénéfices. Si ces derniers n'existaient pas ou si la banque se trouvait en perte, le prélèvement serait bien évidemment illégal.

(1) Paul Dislère, *Traité de la législation coloniale*, 1897.

Remarquons également les termes de l'alinéa 3 de l'article 25 : « prélèvement de 1/2 0/0 du capital primitif ». La banque de la Réunion a un capital primitif de 3 millions porté maintenant à 4 millions ; or ces 4 millions sont le capital social auquel s'adressent les termes suivants de l'art. 26 :

« Aussitôt que le compte de la réserve atteint la moitié du capital social, tout prélèvement cesse d'avoir lieu au profit de ce compte. »

En conséquence le prélèvement opéré au profit du fonds de réserve devra être continué jusqu'à ce que celui-ci ait atteint la moitié du capital social, soit 2 millions. Toutefois la société peut, conformément à l'article 25, ne faire porter ce prélèvement que sur le capital primitif et par conséquent ne retenir avant tout partage de dividende que 1/2 0/0 du capital primitif de 3 millions, soit 15.000 francs. Mais ce n'est là qu'une faculté, la loi, en effet, en imposant à la banque un prélèvement destiné à alimenter le fonds de réserve, n'indique qu'un minimum ; il est toujours loisible à la société, si elle le juge convenable, de doter son fonds de réserve plus rapidement et d'opérer un prélèvement supérieur à celui que la loi impose.

« On peut se demander pourquoi le prélèvement de 1/2 0/0 ne porte que sur le capital primitif. Peut-être la distinction établie par les statuts dans les articles 25 et 26 a-t-elle échappé au législateur ; quoi qu'il en soit elle existe (1). »

(1) Paul Dislère, *Traité de législation coloniale*.

CHAPITRE III

ADMINISTRATION DES BANQUES.

Les banques coloniales sont organisées comme les sociétés anonymes ordinaires. Mais ce sont des banques d'émission et le législateur les a soumises à un contrôle spécial.

Tout d'abord, la population des colonies étant peu nombreuse, l'influence personnelle et les influences de famille pouvant y jouer un grand rôle, l'article 42 des statuts, voulant soustraire le directeur des banques aux influences locales, réserve sa nomination au Président de la République, appelé à faire un choix sur une liste triple de présentation émanée de la commission de surveillance et sur le rapport tant du ministre des colonies que du ministre des finances.

Son traitement est fixé par le Gouvernement qui le nomme et peut seul le révoquer. Il ne peut faire aucun commerce, ni s'intéresser dans une entreprise commerciale. Aucun effet ou engagement revêtu de sa signature n'est admis à l'escompte (art. 45, stat.). Un avis de la commission de surveillance du 25 novembre 1876 a étendu ces incapacités à tous les employés et notamment au secrétaire des banques.

Le directeur préside le conseil d'administration et fait exécuter ses délibérations. Toutes doivent être revêtues de sa signature. Aucune opération d'escompte ou d'avances ne peut être faite sans son approbation (art. 43, stat.).

Il dirige les bureaux, présente à tous les emplois, signe la correspondance, les acquits et les endossements d'effets, les traités ou mandats à vue (art. 44, stat.).

En plus du directeur, le conseil d'administration comprend quatre administrateurs, dont l'un est de droit le trésorier de la colonie. Les trois autres sont élus par l'assemblée générale des actionnaires. Ils doivent posséder chacun 10 actions de la banque, chiffre porté à 20 pour le directeur. Ces actions restent inaliénables pendant le cours de leur gestion. Les administrateurs sont nommés pour trois ans et renouvelables par tiers, chaque année. Ils touchent des jetons de présence dont le montant est déterminé par l'assemblée générale (art. 50, stat.).

Le conseil est assisté de deux censeurs, l'un désigné par le ministre des colonies, l'autre élu par l'assemblée générale des actionnaires. Les fonctions de ce dernier durent deux ans. Il doit posséder le même nombre d'actions inaliénables que les administrateurs et il est rééligible (art. 52, stat.).

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par semaine, et extraordinairement toutes les fois que le directeur le juge nécessaire ou que la demande en est faite par les censeurs ou par l'un d'eux (art. 39, stat.).

Aucune délibération n'est valable sans le concours du

directeur et de deux administrateurs. La présence de l'un au moins des censeurs est exigée.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante (art. 40, stat.).

Le conseil d'administration s'occupe de l'organisation intérieure de la banque, fixe l'organisation des bureaux, les appointements, salaires et rémunérations des agents et employés et les dépenses générales de l'administration.

Il autorise dans les limites des statuts toutes les opérations de la banque et en détermine les conditions. Également tout compromis, toute transaction, toute mainlevée d'hypothèque, toute participation à des concordats amiables et judiciaires (art. 37, stat.).

L'assemblée générale se compose des cent plus forts actionnaires. Elle se réunit au moins une fois par an, dans le courant du mois de juillet. Elle est convoquée et présidée par le directeur.

Chacun des membres de l'assemblée générale n'a qu'une voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. (art. 30).

Il est rendu compte à l'assemblée générale de toutes les opérations de la banque. Les comptes de l'administration pour l'année écoulée sont soumis à son approbation (art. 32).

Les banques coloniales doivent adresser dans chaque colonie au directeur de l'intérieur les procès-verbaux des délibérations de l'assemblée générale des actionnaires et

tous les documents soumis à cette assemblée : le budget es dépenses, et les actes de toute nature faits par le conseil d'administration, lequel est chargé constamment de fixer le taux de l'escompte et de l'intérêt.

Puis tous les mois : la balance des comptes du grand livre et leur développement.

L'état de situation de caisse et de portefeuille ;

Le relevé par coupure et par somme des billets fabriqués, émis, rentrés, annulés et en circulation ;

La liste nominative des souscripteurs d'effets admis à l'escompte, de leurs bénéficiaires, et de leurs présentateurs, la copie du registre des délibérations du conseil de la banque.

Le directeur et le gouverneur font leurs observations, et transmettent les documents au ministère des colonies.

Auprès du ministre est instituée une commission de surveillance qui reçoit communication de tous ces documents, est consultée sur les actes du Gouvernement qui concernent la gestion des banques coloniales, provoque telles mesures de vérification et de contrôle qui lui paraissent convenables et rend chaque année au Président de la République, un compte des résultats de sa surveillance et de la situation des établissements. Ce compte est publié dans le *Journal officiel* et dans un journal au moins de la colonie.

La commission se compose de neuf membres :

Un conseiller d'Etat élu par ses collègues, quatre membres dont deux actionnaires résidant à Paris, désignés par le ministre des finances, deux membres élus par le con-

seil général de la Banque de France. Elle élit un président dans son sein (art. 15, L. de 1878).

Nous avons déjà parlé du décret du 17 novembre 1852 établissant à Paris un agent central des banques coloniales, qui représente les banques dans les opérations qu'elles ont à faire avec la métropole. Il est leur délégué près le ministre et près la commission de surveillance. Il exerce toutes leurs actions judiciaires et extrajudiciaires.

C'est par son intermédiaire que les banques peuvent correspondre en France avec l'établissement de crédit que leur a désigné le ministre. Tous les encaissements ou paiements sont effectués sur le visa de l'agent central.

Il est donc, lui, renseigné très exactement sur la situation et les opérations des banques. Chose curieuse, il n'a pas entrée dans la commission de surveillance établie par l'article 13 de la loi de 1851. Il y a là une lacune ; que sert un contrôle muet ?

Dès l'origine, l'établissement désigné par le ministre a été le Comptoir d'Escompte de Paris.

La convention, stipulée en 1889 entre les banques et le Comptoir d'Escompte, porte que les soldes débiteurs à chaque règlement semestriel ne pourront dépasser la valeur de leurs inscriptions de rentes données en garantie et capitalisées au taux de 75 francs pour 3 francs, ce qui fait pour

La Martinique 5.025.375 fr.

La Guadeloupe 5.369.000 »

La Réunion 4.800.000 » seulement, le crédit ayant été limité par ordre ministériel.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DES BANQUES.

SECTION I. — Les ressources.

Comme toutes les banques de circulation, les banques coloniales tirent leurs ressources de leurs dépôts et de l'émission de leurs billets. Elles ont, comme la Banque de France dans la métropole, la Banque d'Algérie en Algérie, le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur : billets de 500, 100 et 25 francs, disait la loi de 1851. Mais la rareté de la monnaie métallique ayant nécessité à plusieurs reprises l'émission de chèques de 5 francs, la loi de 1874 les autorisa à créer des coupures de cette valeur. Les billets des banques coloniales sont remboursables à vue au siège qui les a émis : ceux de 5 francs doivent être présentés au remboursement par groupes de 5. Ils sont reçus comme monnaie légale dans l'étendue de chaque colonie par les caisses, ainsi que les particuliers. (art. 4, L. 1874).

La loi française ne définit pas exactement les termes « monnaie légale » comme le fait la loi anglaise pour l'expression : « *legal tender* ». « La loi, dit M. Paul Dislère, en attribuant aux billets d'une banque le caractère de monnaie

légale, déclare que ces billets peuvent servir à des offres réelles et doivent par conséquent être acceptés, dans les caisses publiques comme par les particuliers, à l'égard du numéraire, à condition que la banque qui les a émis satisfasse à son obligation de les rembourser en numéraire (1). »

Mais si elle ne le fait pas, l'Etat est-il responsable du remboursement, comme on l'a soutenu à la suite de la faillite de la Banque de la Nouvelle-Calédonie qui, créée par le décret du 14 juillet 1874, sombra peu après à la suite d'avances imprudentes consenties à l'élevage. Un arrêt du Conseil d'État donna tort aux prétentions des créanciers, en déclarant que « le fait, par le Gouvernement, d'avoir accordé aux banques établies dans les colonies le privilège d'émettre des billets ayant cours légal ne peut faire encourir à l'État aucune responsabilité de nature à faire prononcer contre lui une condamnation pécuniaire » (2).

(1) Paul Dislère, *Traité de législation coloniale*.

(2) Considérant qu'en autorisant l'établissement dans les colonies de banques d'émission, en conférant à ces banques le privilège d'émettre des billets qui auront cours légal et en approuvant les statuts, qui définissent et limitent les opérations auxquelles ces banques peuvent se livrer, le législateur n'a fait qu'adopter les mesures qui lui ont paru le plus efficaces pour créer et consolider le crédit public et pour développer les relations commerciales, tout en prenant les précautions qui semblaient alors de nature à assurer l'existence et le fonctionnement de ces banques ; que ces mesures qui ont été prises exclusivement en vue de l'intérêt public ne peuvent, en l'absence d'une garantie de l'Etat expressément établie par la loi, engager la responsabilité de l'Etat.

Est d'avis : que le fait, par le Gouvernement...

La loi ne fixe à la Banque de France aucune proportion déterminée pour son encaisse, qui pourrait être nulle, quoiqu'elle soit d'ordinaire plutôt excessive ; deux milliards de numéraire dorment dans ses caisses. Elle soumet seulement la circulation des billets à un maximum fixe de 5 milliards (art. 13, L. 17 novembre 1897).

Au contraire, suivant en cela la proportion tout arbitraire fixée par les statuts des banques d'émission de plusieurs pays, le montant des billets de banques coloniales ne peut en aucun cas dépasser le triple de l'encaisse métallique (art. 4, L. 1874).

Cette encaisse métallique doit être exclusivement composée de monnaies françaises, le décret du 23 avril 1855 ayant enlevé aux monnaies étrangères leur cours légal et les banques ne pouvant être autorisées à s'en servir pour se libérer envers les caisses publiques, ni envers les particuliers.

Pour le surplus de l'encaisse métallique toute liberté doit être laissée d'ailleurs aux banques coloniales de faire le commerce des monnaies étrangères, suivant leurs convenances et leurs intérêts, à condition que ces monnaies fassent l'objet d'un compte séparé (1).

La circulation des banques approche toujours de bien près le triple de l'encaisse, le dépasse même parfois.

(1) Avis de la commission de surveillance, juillet 1867.

Banque de la Martinique

MONTANT DE L'ENCAISSE AUX

30 juin 1893	30 juin 1894	30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
2.196.187	2.581.022	2.996.126,31	2.805.808,95	2.496.143,81	2.449.996,74	2.295.858,02

CIRCULATION DES BILLETS AUX

30 juin 1893	30 juin 1894	30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
5.126.157	7.007.750	8.185.700	6.540.195	6.606.700	6.740.545	6.094.930

Banque de la Guadeloupe

MONTANT DE L'ENCAISSE AUX

30 juin 1893	30 juin 1894	30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
2.974.372	3.260.139	3.202.879,50	3.284.890,25	3.342.074,61	3.177.976,40	3.062.800,60

CIRCULATION DES BILLETS AUX

30 juin 1893	30 juin 1894	30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
7.932.060	8.375.795	7.515.030	8.601.030	7.816.725	7.801.105	8.358.905

Banque de la Réunion

MONTANT DE L'ENCAISSE AUX

30 juin 1893	30 juin 1894	30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
2.777.716	2.650.940	2.600.122,05	3.606.832,98	3.650.296,81	3.375.439,77	4.156.631,45

CIRCULATION DES BILLETS AUX

30 juin 1893	30 juin 1894	30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
7.623.390	9.415.640	9.596.650	10.251.093	10.820.596	10.556.850	10.596.610

La banque peut « recevoir moyennant un droit de garde le dépôt volontaire de tous les titres, lingots, monnaies, et matières d'or et d'argent » (art. 10, § 5, stat.).

Les dépôts reçus par les banques coloniales se font soit en compte-courant, contre délivrance d'un carnet de chè-

ques, soit simplement contre remise d'un récépissé payable à vue. Le récépissé exprime la nature et la valeur des objets déposés, le nom et la demeure du déposant, la date du jour où ce dépôt a été fait et celui où il doit être retiré, enfin le numéro du registre d'inscription. La quotité du droit de garde est fixée par le conseil d'administration (art. 24).

Il ne s'agit bien évidemment pas là de ressources que la banque peut utiliser, des dépôts dont nous parlions dans notre chapitre sur le crédit. En fait, les dépôts sur récépissés payables à vue ne sont employés qu'à la Guadeloupe et à la Martinique, où ils ne présentent néanmoins qu'une somme très faible par rapport aux entrées en comptes-courants.

	Au 30 juin 1896	Au 30 juin 1897	Au 30 juin 1898	Au 30 juin 1899
Banque de la Martinique	64.175,00	44.690,00	50.312,20	56.024,11
Banque de la Guadeloupe	138.150,00	40.433,65	66.863,39	120.563,39

Les dépôts en compte-courant, eux-mêmes, ne sont pas très considérables ; les sommes que la banque a encaissées pour le compte des particuliers ou des établissements publics, ou qui lui sont versées à titre de dépôts, ne peuvent porter intérêt, dit l'article 20. Aussi les propriétaires de ces sommes ne les laissent que fort peu de temps en banque, le temps de liquider leurs opérations de caisse, ou de les transporter par virement à un autre compte. L'argent libre s'en va aux caisses d'épargne où il ne tarde pas à se convertir en titres de rente.

Un spécialiste estime que dans la pratique le billet de banque a servi comme un échafaud provisoire pour permettre aux banques de s'organiser et d'attirer la clientèle ainsi que les dépôts. Aussitôt que ces derniers ont été en nombre suffisant, le billet, qui, au début, avait joué le principal rôle tend à passer au second (1).

Cela ne s'est pas passé de la sorte aux Antilles et à la Réunion.

Banque de la Martinique

	Au 30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
Dépôts existants	1.217.840,99	926.070,82	1.024.840,45	1.697.790,90	1.943.852,78
Entré pendant l'exercice	25.047.520,17	26.770.400,02	22.307.873,82	23.234.420,49	28.098.615,68
Sorti pendant l'exercice	24.500.264,88	27.062.170,19	22.209.104,19	22.561.470,04	27.852.553,80

Banque de la Guadeloupe.

	Au 30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
Dépôts existants	2.114.333,20	2.032.444,07	3.589.834,57	2.739.968,60	3.217.375,03
Entré pendant l'exercice	50.862.943,75	44.562.010,01	48.815.682,54	43.028.447,18	44.315.876,99
Sorti pendant l'exercice	50.829.214,13	44.643.899,14	47.259.292,04	43.878.312,15	43.838.471,56

(1) Clément Juglar, *Les banques de dépôt, d'escompte et d'émission.*

Banque de la Réunion.

	Au 30 juin 1895	30 juin 1896	30 juin 1897	30 juin 1898	30 juin 1899
Dépôts existants	945.486,71	937.890,46	1.477.968,03	1.549.813,85	1.889.747,28
Entré pendant l'exercice	19.851.098,86	16.559.629,06	20.022.222,96	22.573.054,68	23.033.071,11
Sorti pendant l'exercice	20.175.577,63	16.567.225,31	19.842.145,12	22.501.207,13	22.693.139,68
MOYENNE (entrées et sorties) pendant la période 1874-1894			} Martinique : 46.467.760 fr. Guadeloupe : 58.516.600 fr. Réunion : 11.280.673 fr.		

La lecture des deux tableaux qui précèdent, nous montre suffisamment que c'est bien de l'émission de leurs billets que les banques de nos colonies sucrières tirent la majeure partie de leurs ressources. Elles ne peuvent certes prendre place parmi ces banques de premier ordre qui, dit M. Leroy-Beaulieu, « tirent un bien plus grand parti de leurs dépôts que de leurs billets, ceux-ci tendant à ne plus devenir que la représentation exacte du numéraire constituant l'encaisse » (1).

Les banques coloniales ne sont d'ailleurs pas une exception. Loin de là, « l'Ecosse est le pays où la banque de dépôts est le plus répandue et dans ce pays tous les profits originels proviennent de l'émission des billets. La circulation des billets de banque est actuellement partie fort infime du débit des banques écossaises, mais ce fut au-

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*.

trefois leur principale affaire et la source de tous leurs profits » (1).

Il y a dans la loi une autre limitation : le montant cumulé des billets en circulation, des comptes-courants et des autres dettes de la banque ne peut excéder le triple du capital social, à moins que la contre-valeur des comptes-courants et des autres dettes ne soit représentée par du numéraire venant en augmentation de l'encaisse métallique (art. 4, § 7).

La limite légale des dettes se calcule en évaluant le capital, d'après le décret du 15 avril 1863, seulement à 75 fr. par 3 fr. de rente. On ajoute au capital social les titres de rente constituant le fonds de réserve.

<i>Banque de la Martinique.</i>			
	Au 30 juin 1895	Au 30 juin 1896	Au 30 juin 1897
Montant des dettes	14.295.322,56	11.342.652,29	10.826.717,10
Limite légale	15.343.684,33	15.699.462,70	15.370.035,48
<i>Banque de la Guadeloupe.</i>			
	Au 30 juin 1895	Au 30 juin 1896	Au 30 juin 1897
Montant des dettes	16.313.463,51	15.227.725,88	14.942.420,94
Limite légale	11.883.680,08	16.526.380,25	16.844.999,61
<i>Banque de la Réunion.</i>			
	Au 30 juin 1895	Au 30 juin 1896	Au 30 juin 1897
Montant des dettes	13.910.415,57	19.577.124,02	14.693.540, »
Limite légale	4.191.318,42	9.189.801,98	9.189.801, »

(1) Bagehot, *Lombard street*.

On voit par ces quelques chiffres que cette limite est d'ailleurs bien souvent théorique pendant les années de crise. Avant d'étudier l'emploi que les banques coloniales font de leurs ressources et comment elles distribuent le crédit dans nos colonies sucrières, indiquons les services que leurs statuts leur permettent de rendre aux colons en effectuant certaines opérations financières, opérations de caisse, placement de titres.

Elles peuvent se charger, pour le compte des particuliers ou pour celui des établissements publics, de l'encaissement et du recouvrement des effets qui leur sont remis, et de payer tous mandats et assignations. Elles reçoivent avec l'autorisation du ministre des colonies les produits des souscriptions soit dans la colonie, soit dans la métropole. Ce sont ces diverses opérations qui alimentent le compte des dépôts en compte-courant : l'encaissement et le recouvrement des effets, la réception des souscriptions. L'argent obtenu ainsi reste un certain temps à la disposition de la banque. Les banques coloniales emploient leurs fonds à l'escompte du papier de commerce à deux signatures, aux opérations de prêts sur gages : marchandises, titres, or et argent, nantissement de récoltes. Elles peuvent également souscrire aux emprunts de l'Etat, de la colonie, ou des municipalités coloniales jusqu'à concurrence de leur fonds de réserve ; le projet de loi de 1884 n'autorisait cet emploi que pour $\frac{4}{5}$ du fonds de réserve, mais cette restriction n'est pas passée dans le texte définitif (1).

(1) Les opérations de la banque consistent :

1° A escompter les billets à ordre ou effets de place à deux ou

Il est remarquable que l'escompte du papier agricole, des obligations garanties par des cessions de récoltes pendantes soit surtout employé à la Guadeloupe ; l'escompte des effets de place à deux signatures à la Martinique, l'escompte sur nantissements de marchandises à la Réunion.

Pendant la période 1874-1894

la moyenne des avances sur récoltes a atteint :

plusieurs signatures ;

2° A négocier, escompter ou acheter des traites ou des mandats directs ou à ordre sur la métropole ou sur l'étranger ;

3° A escompter des obligations négociables ou non négociables garanties :

Par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées soit dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers, dont les clefs ont été régulièrement remises à la banque ;

Par des cessions de récoltes pendantes ;

Par des connaissements à ordre ou régulièrement endossés ;

Par des transferts de rentes ou d'actions de la banque de la colonie ;

Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or et d'argent ;

4° A se charger pour le compte des particuliers ou pour celui des établissements publics de l'encaissement ou du recouvrement des effets qui lui sont remis, et à payer tous mandats ou assignations ;

5° A recevoir, moyennant un droit de garde, le dépôt volontaire de tous les titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent ;

6° A souscrire à tous emprunts ouverts par l'Etat, par la colonie ou par les municipalités de la colonie jusqu'à concurrence des fonds versés à la réserve ;

7° A recevoir, avec l'autorisation du ministre de la marine et des colonies, les produits des souscriptions publiques ouvertes, soit dans la colonie, soit dans la métropole ;

8° A émettre des billets payables à vue au porteur, des billets à ordre, des traites ou mandats ;

9° A faire commerce des métaux précieux, monnayés ou non monnayés (art. 10, stat.).

à la Guadeloupe 8.397.792 francs

à la Martinique 2.947.005 »

à la Réunion. 2.146.272 »

la moyenne des escomptes d'effets de place a atteint :

à la Martinique. 18.145.854 francs

à la Réunion. 9.786.194 »

à la Guadeloupe. . . . 6.190.462 »

la moyenne des avances sur nantissement a atteint :

à la Réunion. 8.442.893 francs

à la Guadeloupe 312.232 »

à la Martinique 41.452 »

En faisant l'étude de chacune de ces opérations, nous pourrions faire en quelque sorte l'étude des trois banques.

SECTION II. — Le crédit commercial.

La banque reçoit à l'escompte les billets à ordre portant la signature de deux personnes au moins, notoirement solvables et domiciliées dans la colonie, l'échéance de ces effets ne doit pas dépasser 120 jours. Les traites ou mandats doivent également porter la signature de deux personnes au moins, notoirement solvables. Son échéance ne doit pas dépasser 90 jours de vue ou avoir plus de 120 jours, si l'échéance est déterminée. Les divers effets doivent être timbrés.

La banque refuse d'escompter les effets dits de circula-

tion créés illusoirement entre les signataires, sans cause, ni valeur réelle (art. 11, stat.).

Remarquons tout de suite ce nombre de deux signatures au lieu des trois qui sont exigées par la banque d'émission métropolitaine. On fit remarquer en 1851 qu'en France, la troisième signature était accordée par les premiers escompteurs, banques privées, admises à l'escompte de la Banque de France. Or ces banques n'existaient guère, pas plus aux Antilles qu'à Bourbon. Elle fut donc tenue dans nos colonies sucrières pour surrogatoire.

Escompte des effets de place à deux signatures.

<i>Banque de la Martinique.</i>					
MOYENNE 1874-1894	Exercice 1894 - 1895	Exercice 1895 - 1896	Exercice 1896 - 1897	Exercice 1897 - 1898	Exercice 1898 - 1899
18.145.854	24.440.006,43	20.108.355,18	16.361.237,26	8.783.044,56	6.595.012,02
<i>Banque de la Guadeloupe.</i>					
MOYENNE 1874-1894	Exercice 1894 - 1895	Exercice 1895 - 1896	Exercice 1896 - 1897	Exercice 1897 - 1898	Exercice 1898 - 1899
9.786.194	11.495.834,91	11.186.128,14	12.916.388,23	11.673.389,01	9.634.386,17
<i>Banque de la Réunion.</i>					
MOYENNE 1874-1894	Exercice 1894 - 1895	Exercice 1895 - 1896	Exercice 1896 - 1897	Exercice 1897 - 1898	Exercice 1898 - 1899
6.910.469	7.409.067,03	6.615.869,06	4.267.251,23	2.627.210,39	2 392.537,64

A la Martinique, nous pouvons remarquer que depuis l'exercice 1894-1895 le montant des effets sur place suit

un mouvement de baisse très accentué ; il passe même de 16 à 8 millions en 1897. La banque de la Réunion es-compte plus d'effets à deux signatures que la banque de la Martinique pour les deux derniers exercices.

Après la crise terrible de 1884-1886, vinrent les désastres de 1891 : l'incendie de Fort de France et le cyclone, qui se succédèrent dans l'espace de 14 mois. La baisse des sucres sévit plus que jamais. Les débiteurs de la banque ne pouvaient s'acquitter et puis aussi, il faut bien le dire, les directeurs écoutèrent trop les influences locales ; les gros actionnaires de la banque étaient en même temps ses débiteurs, on renouvelait à l'infini les effets.

En 1895, une vérification du portefeuille eut lieu sur place, qui amena de pénibles constatations. Un grand nombre d'effets avaient été l'objet de tant de renouvellements que l'on déclarait leur recouvrement très douteux en cas de liquidation ; « certains débiteurs n'ayant d'autres ressources que le crédit qui leur était constamment ouvert ».

Sur la proposition de la commission de surveillance, le Gouvernement invita l'administration de la banque à ne faire figurer ce papier douteux à son actif que pour $\frac{1}{5}$ de sa valeur nominale, les quatre autres cinquièmes devant être passés à profits et pertes, et le gouverneur reçut l'ordre de n'autoriser aucune distribution de dividende.

Le rapport de la commission sur l'exercice 1895-1896 constate que la banque de la Martinique a fait passer aux valeurs en souffrance pour 1.028.883 fr. 25 de ces effets, dont

1/3 a été maintenu à l'actif, conformément aux statuts. Il ajoutait que, bien qu'allégé par cette opération, le portefeuille contenait encore une somme importante de valeurs renouvelées, dont la réalisation serait difficile. Cependant, en raison des efforts faits par la banque, un dividende de 4 0/0 par an était autorisé pour le premier semestre 1896, à l'échéance du 30 juin.

Il fallait songer à reconstituer la réserve, réduite par ces opérations à un chiffre inférieur au minimum fixé par les statuts et les règlements. Aucune répartition de dividende ne fut proposée pour le second semestre de l'exercice 1896-1897.

La situation devint en effet très difficile. Une des principales maisons de commission de la Martinique cessa ses paiements et fut mise en liquidation. Voici comment M. Isaac, dans son rapport si documenté, représente la situation à cette époque : « Elle (la maison de commission) fournissait des avances à 7 ou 8 usines. Son endos couvrait plus d'un million d'effets escomptés ; plus de vingt souscripteurs se voyaient tout à coup obligés de s'acquitter à brève échéance, qui avaient compté sur des termes. Faillites ou liquidations s'ensuivirent pour deux usines importantes. Ce fut là, au total, un passif de 1.300.000 fr.

Dans ces nouvelles conjonctures, la banque dut traiter avec ses principaux débiteurs et consentir à transformer des dettes immédiatement exigibles en dettes à longues échéances, de manière que les emprunteurs, n'ayant plus à payer sur l'ancienne dette que des annuités relativement

faibles, puissent plus aisément les solder, 650,000 francs ont été ainsi consolidés, dont plus de 300.000 sont appuyés d'hypothèques ; 200.000 autres sont souscrits par des débiteurs qui, d'après des prévisions modestes, en paieront bien le tiers. Restent seulement 600.000 francs à découvert, compris dans les liquidations en cours et qui en partageront le sort. Sur ces bases les contrats seront définitifs après l'adhésion de tous les créanciers (1). »

Aucune répartition ne fut naturellement proposée pour l'exercice 97-98.

Le directeur de la banque offrit sa démission, qui fut acceptée et M. Sévène, inspecteur de la Banque de France, fut envoyé en mission à la Martinique. Placé pendant quelques mois à la tête de la banque, c'est à lui que l'on doit ces intelligentes mesures, qui évitèrent une crise plus intense. Rappelé en France, il fut remplacé par le secrétaire général de la banque, puis, par décret du 31 mai 1898, la direction de la banque de la Martinique fut confiée à M. Caubère. Aucune répartition de dividende en 1898-1899.

Les mêmes errements se sont produits à la Guadeloupe, mais sur une moins large échelle, puisque, nous l'avons vu, l'escompte des effets à deux signatures est trois fois moins important qu'à la Martinique. La banque n'a pu distribuer aucun dividende depuis l'exercice 1894-1895, le département l'ayant interdit, sur l'avis répété de la

(1) Isaac, deuxième rapport.

commission de surveillance. Celle-ci constatait, dans son rapport de 1897, que le portefeuille contenait, vers la fin de l'exercice 1895-1896 pour plus de 1.200.000 francs d'effets de circulation « renouvelés sans cesse et d'un recouvrement très douteux ».

Les mêmes difficultés se sont également produites quant au portefeuille de la banque de la Réunion. La banque de la Réunion est placée dans une situation particulière. Elle se trouve en face de concurrents puissants, la Société du Crédit foncier colonial, par exemple, dont nous aurons l'occasion de reparler plus longuement à propos du crédit à long terme et qui, de banque hypothécaire, s'est transformée en une société agricole, immobilière, individuelle, commerciale, propriétaire, dans la colonie, de trente habitations et de huit usines. Les deux tiers du sol cultivable sont entre ses mains. Or la Société du Crédit foncier colonial a toujours fait ses affaires elle-même ; elle n'emprunte ni sur ses récoltes, ni sur ses marchandises. Et ce qui reste des opérations de banque est partagé entre un certain nombre de banques privées : la Société Bourbonnaise, le Crédit de Saint-Pierre, la Société du Crédit agricole et commercial (aujourd'hui disparue). Le Crédit Lyonnais possède dans l'île des correspondants. La banque de la Réunion se voyait rester inactive : ses opérations ne lui permettaient jamais d'approcher de plus d'un million la limite légale de son passif.

Elle s'entendit avec la Société de Crédit agricole et commercial et escompta ses effets. Les opérations augmentè-

rent immédiatement dans une proportion considérable. L'ensemble s'en élevait à 48.073.465 francs en 1888-1889 ; 27.438.813 en 1889-1890 et 35.185.468 en 1892-1893, dans lequel les effets sur place entraient pour 21.839.669 francs, mais le Crédit agricole, lui aussi, se livrait à la dangereuse pratique des renouvellements des effets arrivés à échéance, qui bien souvent n'avaient été dès l'origine que des billets de complaisance. Des sociétés nouvelles se fondaient en même temps avec les capitaux retirés du Crédit agricole, sorte de filiales de ce dernier, autant de fabriques nouvelles de papier irrécouvrable. Le portefeuille de la banque de la Réunion semblait très prospère. On distribuait en 1890-1892 des dividendes de 10 0/0. Mais le Crédit agricole sombra bientôt, laissant à la banque un découvert de 3 millions. Si cette dernière elle-même put se maintenir, ce ne fut que grâce au concours financier prêté par la colonie. L'escompte des effets sur place était retombé à 9.610.295 fr. 45 en 1893-1894. La situation, d'abord très critique, s'est améliorée au cours des exercices 1896-1898 grâce à la sage administration de M. Hue.

M. Hue est mort en octobre 1899, mais on a continué à suivre l'impulsion qu'il avait donnée ; pendant l'exercice de 1898-1899, dit le dernier rapport de la commission, la situation de la banque de la Réunion a continué à s'améliorer. Les dividendes supprimés depuis bien longtemps ont été autorisés : 2,5 en 1897-1898 ; 5 0/0 en 1898-1899.

Une leçon se dégage bien nettement de cet exposé. Toujours la même cause a produit les mêmes effets. On a re-

nouvelé des effets de commerce à 120 jours ; alors que l'effet de commerce, en règle générale, ne doit pas être renouvelé où l'on a réescompté du papier renouvelé. De là pour l'escompteur une situation embarrassée, parfois même sans issue. Sans l'aide prêtée par le Conseil général de la Réunion, la banque sombra.

Après la chute du Crédit agricole, le Conseil général votait, pour sauver la banque une subvention de 3 millions. Dans sa séance du 27 décembre 1894, se déclarant plus que jamais désireux de conserver la banque et de la mettre en situation de se relever et d'obtenir des pouvoirs compétents le renouvellement de son privilège, il décida qu'il serait souscrit par la colonie 15 obligations de 200.000 fr., dont 10 seulement porteraient intérêt à 4 0/0 l'an, payables en 15 annuités ; ces obligations seraient représentées par des titres pouvant figurer à l'actif de la banque. Cette décision devait devenir nulle si l'emprunt précédemment voté était autorisé. Il le fut par le décret du 8 juillet 1898.

La Banque de France admet le remplacement de la troisième signature par un transfert des actions de la banque ou d'effets publics français, d'actions de chemins de fer français, de récépissés de marchandises des magasins généraux, d'obligations de la Ville de Paris ou du Crédit foncier, obligations de la Société algérienne et obligations créées ou à créer des villes françaises et départements français (1).

(1) Faculté étendue par le décret du 22 février 1899 aux obligations émises ou à émettre par le gouvernement général de l'Indo-Chine, en vertu de la loi du 25 décembre 1898.

Les banques coloniales admettent que la seconde signature soit remplacée par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées soit dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers dont les clefs ont été remises à la banque ; des connaissements à ordre et régulièrement endossés ; des transferts de rente ou d'actions de la banque de la colonie ; des dépôts de lingots, de monnaies, de matières d'or et d'argent, des « cessions de récoltes pendantes » ; mais nous réserverons à ce dernier point un chapitre spécial.

L'escompte devient alors une opération de crédit réel, un prêt sur gages. En somme, c'est bien l'opération dont parle plus loin la loi de 1874 : l'avance sur obligation négociable ou non négociable, garantie par une sûreté réelle mobilière. La seule différence, c'est que dans ce dernier cas l'engagement de l'emprunteur est constaté par une obligation négociable ou non, c'est-à-dire par un billet simple ou à ordre souscrit au profit de la banque : la banque avance directement de l'argent à un commerçant ou planteur, qui lui remet un billet par lequel il s'engage à la rembourser dans un délai fixé, qui ne peut dépasser 120 jours. L'emprunteur met la banque en possession soit du gage lui-même, soit du titre qui le représente : warrant, récépissé, connaissement, acte de cession de récolte.

L'effet de la constitution du gage est de donner à la banque un privilège sur les objets dont elle est saisie ou légalement censée saisie.

Lorsque le paiement d'un effet a été garanti par l'une

des valeurs énoncées en l'article 10, la banque peut, huit jours après le protêt ou après une simple mise en demeure, faire vendre les marchandises ou les valeurs pour se couvrir jusqu'à due concurrence. S'il s'agit de récoltes pendantes, la banque a le choix de procéder à la vente ou de se faire envoyer en possession pour fabrication (art. 15, stat.).

L'article suivant, l'article 16, permet au débiteur d'anticiper sa libération lorsque son obligation n'est pas constatée par un titre à ordre, mais par une valeur non négociable. C'est là une différence à signaler entre les valeurs négociables et non négociables.

Voici pour les derniers exercices les chiffres concernant les avances sur marchandises, avances n'ayant d'importance réelle que pour la banque de la Réunion.

Avances sur marchandises.

<i>Banque de la Réunion.</i>					
MOYENNE 1874-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
8.442.893	4.019.527 85	5.000.302 95	5.619.505 95	4.725.010 50	5.979.319 65
<i>Banque de la Guadeloupe.</i>					
MOYENNE 1874-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
312.232	1.080.700	646.200	359.800	379.400	256.800
<i>Banque de la Martinique.</i>					
MOYENNE 1874-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
41.452	30.000	40.000	20.000	125.437	89.000

Le service rendu par les avances sur marchandises déposées dans les magasins publics est double. Elles permettent d'abord aux négociants créoles de rentrer dans les débours faits pour les importations nécessitées par la consommation locale. Elles donnent aussi aux planteurs des Antilles et de la Réunion la faculté d'engager les sucres destinés à l'exportation et par cela même les dispensent de vendre leurs produits à un moment inopportun, à l'heure des cours désastreux. L'article 9 de la loi de 1874 règle la matière :

ART. 9. — « Les entrepôts de douane et tous autres magasins désignés à cet effet par le gouverneur en conseil privé, sont considérés comme magasins publics où peuvent être déposées les marchandises affectées à des nantissements couvrant complètement les effets du portefeuille de la banque. La marchandise est représentée par un récépissé ou warrant qui peut être transporté par voie d'endossement ; en outre, la remise à la banque des clefs d'un magasin particulier est suffisante pour effectuer la tradition légale du gage y déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée au moment de la négociation par une délibération du conseil d'administration. »

Nous savons aussi que la mise en dépôt peut être faite par l'embarquement des marchandises sur un navire en partance, le warrant sera alors remplacé par un connaissement passé à l'ordre de la banque.

Warrants et connaissements remplacent la deuxième signature. On peut encore transférer à la banque des ti-

tres mobiliers, indiqués à l'article 10 des statuts : titres de rente ou actions de la banque de la colonie, ou déposer chez elle des lingots, des monnaies ou des matières d'or et d'argent.

Ces opérations n'ont jamais donné lieu à des sommes bien importantes :

Avances sur titres.

	Exercice 1893-1894	Exercice 1894-1895	Exercice 1895-1896	Exercice 1896-1897	Exercice 1897-1898	Exercice 1898-1899
Banque de la Martinique..	515.221	400.000	342.994 08	219.050	85.560	23.175
Banque de la Guadeloupe.	151.700	112.701	81.725	34.300	36.155	30.300
Banque de la Réunion....	133.361 70	62.770	1.329 55	26.857	50.500	44.090

Avances sur matières d'or et d'argent.

Banque de la Martinique.

Exercice 1893-1894	Exercice 1894-1895	Exercice 1895-1896	Exercice 1896-1897	Exercice 1897-1898	Exercice 1898-1899
286.773	320.574	304.585	267.209	290.545	259.307

Banque de la Guadeloupe.

Exercice 1893-1894	Exercice 1894-1895	Exercice 1895-1896	Exercice 1896-1897	Exercice 1897-1898	Exercice 1898-1899
63.970	86.540	93.390	67.650	81.050	92.775

Banque de la Réunion.

Exercice 1893-1894	Exercice 1894-1895	Exercice 1895-1896	Exercice 1896-1897	Exercice 1897-1898	Exercice 1898-1899
90.406,10	183.348	232.547,50	151.864,50	30.800	10.088

Le projet de loi de 1895 propose de permettre aux banques coloniales d'admettre pour remplacer la deuxième signature statutaire toutes les valeurs que la Banque de France admet en nantissement. La commission de surveillance s'est montrée très stricte : se rappelant que la loi de 1874 n'avait en rien voulu innover et n'avait, en consentant les prêts sur actions de la banque, que consacré un état de chose existant depuis longtemps, elle a considéré comme antistatutaires des prêts garantis par des actions de la Compagnie transatlantique (10 juin 1865).

Toutes ces garanties pouvant subir des dépréciations, et pour couvrir les banques de tous risques pouvant provenir de la réalisation du gage, l'article 13 des statuts déclare que :

Le rapport de la valeur des objets, ou titres fournis comme garantie additionnelle avec le montant des billets, traites ou obligations escomptés, est déterminé par les règlements intérieurs de la banque.

Cette proportion ne peut excéder les prix courants dressés par les courtiers, s'il s'agit de marchandises déposées ou chargées ;

La valeur intégrale, s'il s'agit de lingots ou de monnaies d'or et d'argent.

Les quatre cinquièmes de la valeur indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie, s'il s'agit d'inscriptions de rentes, et les trois cinquièmes, s'il s'agit d'autres valeurs.

Les trois cinquièmes de la valeur moyenne des trans-

ferts effectués pendant les six derniers mois dans la colonie, s'il s'agit des actions de la banque coloniale : mais, dans ce dernier cas, la totalité des actions données en garantie par l'ensemble des emprunteurs ne peut excéder le sixième du capital social.

SECTION III. — Le crédit agricole.

Nous avons exposé la longue discussion qui accompagna le vote de la loi de 1851 sur les banques coloniales et quelle était la nature du prêt sur cession de récoltes pendantes. Nous n'y reviendrons pas. Nous verrons seulement comment il est actuellement organisé par les banques de nos colonies sucrières.

La liquidation en fin d'exercice a lieu en juin à la Martinique et à la Guadeloupe. Les experts des banques procèdent en juillet à l'expertise des plantations, occupées par les cannes de première pousse, dites cannes plantées et les rejets. Ils estiment le rendement probable des sucres d'après le cours espéré et fixent le montant possible du prêt.

Puis tout propriétaire, fermier, métayer, locataire de terrains ou entrepreneur de plantations, qui veut contracter un emprunt à la banque, fait connaître son intention par une déclaration inscrite un mois à l'avance sur un registre tenu spécialement à cet effet par le receveur de l'enregistrement. Tout autre que le propriétaire doit présenter également à l'inscription l'adhésion de ce dernier (art. 6, L. 1874).

Les créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble, privilégiés sur la récolte, ou munis d'un titre authentique peuvent former opposition au prêt « pourvu que la créance de l'opposant soit exigible pour une portion quelconque ou seulement en intérêts, au moment même de l'opposition ou à un terme ne dépassant pas trois mois ». Ils la font transcrire en marge de la déclaration par le receveur de l'enregistrement ; tant qu'elle existe, elle fait obstacle au prêt. Il ne peut être consenti que si mainlevée de l'opposition a été obtenue par le planteur, ou naturellement si aucune opposition ne s'est produite, et cela après un délai de un mois.

La banque fait alors transcrire l'acte de cession et est considérée comme saisie de la récolte.

Elle est préférée sur ce gage à tous les créanciers qui n'auraient pas manifesté leur opposition suivant la forme prescrite à l'article 6 (Cass., 10 février 1858 et 21 novembre 1882) (1).

Une seule exception est admise par l'alinéa 3 de l'article 7 : « néanmoins, s'il existe une saisie immobilière transcrite antérieurement au prêt, cette saisie doit avoir

(1) Affaire du Crédit foncier colonial contre la banque de la Guadeloupe : Attendu qu'il résulte de la loi du 28 juin 1874, et notamment des articles 6, 7 et 8 que les droits, qui appartiennent à la banque sur les récoltes cédées, sont entiers et absolus et ne peuvent être en aucune façon atteints, ni amoindris, ni par les droits des créanciers antérieurs qui n'auraient pas fait d'opposition régulière, ni même par les droits des créanciers postérieurs, quelle que soit d'ailleurs la cause de leur créance...

son effet sur toute la récolte conformément au droit commun. »

La solution est équitable. Il y a eu négligence de la part de la banque ; elle n'avait qu'à se renseigner, en consultant un registre qui est public. D'ailleurs l'article est pour ainsi dire lettre morte ; le cas prévu ne se présente jamais dans la pratique.

Donc la banque ne peut pas craindre d'être primée sur la récolte par un autre créancier. Les tiers ne sauraient d'autre part se plaindre de son privilège dont la publicité est largement assurée par la transcription.

Mais il peut arriver que le débiteur soit négligent, ou de mauvaise foi ; qu'il laisse perdre le gage, le détourne, ne paie pas.

Les articles 8, 10 et 13 sauvegardent les droits de la banque. « Si le débiteur néglige de faire en temps utile sa récolte ou l'une des opérations qui la constituent, la banque peut, après une mise en demeure et sur simple ordonnance du juge de paix de la situation, être autorisée à effectuer la dite récolte au lieu et place du débiteur négligent. Elle avance les frais nécessaires, lesquels lui sont remboursés en addition au principal de la créance et par privilège, sur la récolte de son produit (art. 8). »

« A défaut de remboursement à l'échéance des sommes prêtées, les banques sont autorisées, huitaine après une simple mise en demeure, à faire vendre aux enchères, par tous officiers publics, nonobstant toute opposition, soit les marchandises, soit les matières d'or et d'argent données

en nantissement, soit les récoltes cédées ou leurs produits, soit les titres mobiliers donnés en garantie, sans préjudice des autres poursuites qui peuvent être exercées contre les débiteurs jusqu'à entier remboursement des sommes prêtées, en capital, intérêts et frais (art. 10). »

Enfin en vertu de l'article 13, l'emprunteur qui détourne ou dissipe la récolte engagée tombe sous le coup de la poursuite pour abus de confiance punie par l'article 408 du Code pénal.

La loi porte que le prêt ne sera autorisé que pendant les quatre mois qui précèdent la récolte. Mais il a toujours été impossible de circonscrire à cent-vingt jours la durée de l'engagement des planteurs. Ces derniers ne possèdent presque jamais dès le dixième mois, époque où les grosses dépenses de culture deviennent nécessaires, les avances indispensables. Or la canne n'est mûre qu'à dix-huit mois. Le crédit à quatre mois est donc insuffisamment long ; tout le monde s'en rendit compte et il fut tacitement convenu qu'on renouvellerait les prêts arrivés à échéance. Ce devint une pratique avouée. Lors de l'enquête de 1880 sur le crédit agricole, le premier titulaire de l'agence centrale des banques coloniales l'a bien nettement déclaré. « Nos banques, a dit M. Lepelletier de Saint-Remy, rendent de grands services à l'agriculture, elles lui fournissent de l'argent pour huit mois (1). »

La mesure était excellente, si l'on avait agi plus fran-

(1) J. Léveillé, premier rapport.

chement, réclamé des modifications aux statuts, adopté comme règle nouvelle de porter à un maximum de huit mois par l'addition de deux crédits successifs de quatre mois la durée des avances consenties aux planteurs, maximum qui semble donner la formule qui convient aux exigences de la culture spéciale de la canne à sucre (1).

On se serait alors préoccupé probablement devant ces avances rendues non seulement un peu longues en fait, mais prévues par le texte même des opérations statutaires, des ressources destinées à y faire face, ressources trop courtes, et l'on aurait supprimé le fâcheux usage des renouvellements qui amena des difficultés inextricables dans les services intérieurs de la banque, et aussi des frais tellement élevés qu'ils absorbaient à l'époque du renouvellement la majeure partie des bénéfices de la récolte.

Le texte de 1874 a, il est vrai, réalisé un progrès sur celui de 1851. Devant ces renouvellements passés tacitement de droit dans la pratique, on inscrivit ce droit lui-même dans les statuts, mais seulement en faveur du contractant qui s'est fait ouvrir à la banque un compte-courant, c'est-à-dire qui n'a pas touché de suite le montant de l'obligation souscrite. « Les obligations non négociables, dit l'article 14, appuyées d'une cession de récoltes et donnant lieu à l'ouverture d'un compte-courant, peuvent être, à l'échéance, prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée. »

(1) J. Léveillé, premier rapport.

La grande majorité des prêts sur récoltes est effectuée sur ces obligations non négociables, et par suite, comme nous venons de l'indiquer, les prêts consentis par les banques ne sont pas délivrés d'un seul coup.

Aux Antilles, une première partie est remise aux planteurs en juillet pour l'achat d'engrais, d'animaux, les réparations indispensables avant la « mise en train » (1). Le reste est versé aux planteurs par coupons mensuels, d'août en décembre, et assure le paiement des dépenses d'intercoupe.

A chaque versement l'emprunteur souscrit un billet à ordre, et la soi-disant cession de la récolte pendant remplace, nous l'avons vu, la seconde signature exigée pour les effets de place. Cette récolte pendant est déjà à un degré avancé de maturité ; les experts de la banque exercent sur elle une incessante surveillance, et, par leurs rapports, permettent à la banque de surveiller l'emploi utile des sommes avancées, de prendre au besoin la direction des cultures, tout au moins de rectifier ou d'arrêter les crédits ouverts.

La banque peut stipuler que les denrées provenant de la récolte seront, au fur et à mesure de la réalisation, versées dans les magasins de dépôts désignés à cet effet conformément aux prescriptions de la loi organique et ce, de manière à convertir le prêt sur cession en prêt sur nantissement.

(1) Isaac, deuxième rapport.

Nous avons traité ce prêt sur nantissement dans un chapitre précédent.

Nous venons de voir que la banque prêtait en somme sur la garantie d'une récolte à venir. Il avait bien été entendu en 1851 que « le prêt agricole serait permis seulement pendant les quatre mois qui précèdent la récolte, c'est-à-dire à une époque où son degré d'avancement permet de la considérer comme un gage positif et réel ». Le gage est moins sûr, huit mois à l'avance. L'exposé des motifs de M. Romain Desfossés, le ministre de la marine et des colonies, ne prévoyant que l'échéance à cent-vingt jours, disait à l'origine : « Quant à la question du risque qui peut s'attacher à cette nature d'opérations par suite des sinistres ou des mécomptes auxquels est exposée une récolte, elle est tout entière dans la proportionnalité à établir, c'est-à-dire dans la marge de la garantie que se réservera l'établissement après évaluation de la récolte offerte en nantissement. Il sera déclaré statutairement que cette marge sera de la moitié de cette estimation. Or, on n'a pas d'exemple qu'une récolte coloniale ait inopinément subi une pareille réduction.

« Une autre objection peut être tirée de la durée de l'opération, qui doit être nécessairement plus longue que celle des escomptes et qui tend ainsi à immobiliser, au moins relativement, le fonds de roulement de la banque, mais ce sera là encore une question de mesure et d'appréciation. »

M. Romain Desfossés avait raison. Une récolte n'est pas

réduite inopinément de moitié, et surtout des deux tiers (les statuts fixant la limite à $1/3$). D'ailleurs le crédit agricole sérieux ne saurait se passer d'assurances.

L'article 13, dernier alinéa déclare bien que : les marchandises déposées et chargées sont assurées par les soins de la banque, à moins qu'elles n'aient été déjà assurées, auquel cas la police est remise à la banque ou à son représentant en Europe. Il faudrait organiser dans nos colonies sucrières également l'assurance des plantations.

Mais il est un autre danger que M. Romain Desfossés ne prévoyait pas, et que nulle assurance ne saurait prévenir : la baisse des prix du sucre, prédite cependant lors de la discussion de 1851 par M. Levavas seur, citant l'expérience des Etats-Unis. Les banques américaines qui avaient pris des denrées en nantissement de leurs avances n'avaient pas pu, affirmait-il, placer leurs cotons et leurs tabacs sur les marchés de la Nouvelle-Orléans, de New-York, de Charleston et s'étaient vues forcées de les consigner en Europe. L'encombrement des marchandises en avait déprécié fortement la valeur. Le gage était devenu insuffisant. Les banques étaient tombées en déconfiture.

Le sucre, qui se vendait de 60 à 65 francs les 100 kilos en 1882, tombait lors de la grande crise 1884-1886 à 40, puis à 35 francs. Il remonta à 60 francs ; mais une deuxième crise, plus intense encore que la première et qui dure encore aujourd'hui, ramena les plus bas prix de 1885 ; la valeur des produits ne couvrait plus quelquefois la totalité des avances faites.

Malheureusement se produisit alors de la part de l'administration des banques la même faute que nous avons déjà signalée à propos de l'escompte des effets de place à deux signatures. On renouvelait inconsidérément les billets, et non seulement une fois, pour réaliser ce crédit à huit mois, reconnu nécessaire et déjà dangereux pour la stabilité de banques ne disposant que de ressources à vue, mais trois, quatre fois. On acceptait de renouveler les avances d'une récolte sur l'autre, ce qui ne constituait plus un gage certain, et amenait dans le portefeuille des banques des effets complètement irrécouvrables ; ils figuraient cependant à l'actif du bilan, faussé par cela même. Et de la sorte, on a pu dire que pendant longtemps la banque de la Guadeloupe, par exemple, a distribué à ses actionnaires des dividendes fictifs.

Les prêts sur récoltes ont pris leur plus grand développement à la Guadeloupe. Dès l'origine, alors qu'à la Martinique et à la Réunion les opérations de cette nature restaient insignifiantes, 154.000 et 158.000 francs pendant les années 1857 et 1858, elles s'élevaient à la Guadeloupe au chiffre de 1.528.000 francs dès 1854, plus de 2 millions en 1858, 4 millions en 1860-1861. A la Martinique, ils étaient montés à cette époque à plus de deux millions ; à la Réunion à 2.649.300 francs.

Banque de la Guadeloupe.

MOYENNE 1874-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
8.397.972	16.888.674	9.540.185	10.215.105	7.534.850	5.394.873 73

Banque de la Martinique.

MOYENNE 1874-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
2.947.005	5.049.414 80	3.984.672 28	4.361.330 15	3.458.865 91	3.187.272 46

Banque de la Réunion.

MOYENNE 1874-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
2.146.272	1.423.570	1.499.665 25	1.329.271 08	1.379.865	1.402.726

La commission de surveillance constatait, dans son rapport de 1896, que les prêts consentis par le conseil d'administration de la banque de la Guadeloupe sur récoltes pendantes laissaient prévoir une perte très considérable. Au 30 juin 1895, de 9 millions 1/2 engagés sur la récolte le solde restant dû était de 6 millions. Et, ajoutait-elle : « deux usines doivent à l'établissement plus de 3 millions et demi garantis en partie par une hypothèque et, depuis une dizaine d'années, laissent à la fin de chaque exercice un solde impayé d'un million. »

Cette situation grave a amené le département, sur l'avis de la commission, à prescrire à la banque de passer aux « Valeurs en souffrance » pour 3 millions au moins de valeurs et de suspendre jusqu'à nouvel avis toute distri-

bution de dividende. L'année suivante le rapport indiquait que le conseil d'administration, avait continué, suivant ses errements, à faire des prêts sur récoltes excédant le tiers de leur valeur, contrairement aux statuts, et avait reporté sur la campagne 1896-1897 une somme importante restant impayée sur la campagne précédente. En outre le portefeuille contenait vers la fin de l'exercice pour plus de 1.200.000 francs d'effets de circulation renouvelés sans cesse et d'un recouvrement très douteux. Aussi le département maintint-il l'interdiction de distribuer un dividende. Des critiques identiques étaient encore produites en 1897 ; malgré l'extinction de la dette de la banque au Comptoir, les bénéfices des exercices suivants furent consacrés à l'apurement de l'actif, et aucun dividende ne fut distribué. On a fait remarquer également de la part de l'administration de la banque de la Guadeloupe, le bizarre procédé qui consistait à dissimuler les reports successifs des sommes impayées à l'échéance dans les comptes rendus livrés au public. Grâce à des prêts anticipés, ils y sont entièrement dissimulés par des habiletés d'écritures, d'un usage évidemment critiquable.

L'intérêt des prêts sur cession de récoltes pendantes d'abord de 6 0/0 à la Guadeloupe, a été abaissé à 4 en 1893 ; il est aujourd'hui de 5.

A la Martinique, après la crise de 1891, on l'a descendu jusqu'à 3 0/0, puis on l'a relevé à 4 et à 5.

A la Réunion, resté longtemps à 6 0/0, il est aujourd'hui de 5.

Le taux de cet intérêt est plutôt fort élevé ; il y aurait peut-être lieu d'insister pour obtenir un taux plus bas, d'autant plus que les capitaux de la banque sont déjà fort largement rémunérés, par suite de l'usage imposé aux emprunteurs, aux Antilles, de remettre en traites la valeur intégrale de la récolte à la banque. Cette dernière obtient généralement sur ces traites 2 0/0 de prime. Leur valeur étant le triple du prêt régulier consenti, cela fait un intérêt supplémentaire de $2 \times 3 = 6$ 0/0.

Les prêts sur récoltes ont donné lieu à une jurisprudence assez nombreuse, et en particulier à plusieurs arrêts de la Cour de cassation fixant définitivement certains points douteux.

Le plus célèbre est celui du 10 février 1858, qui proclame le droit exclusif et absolu de la banque sur la récolte donnée en gage. Il s'agissait d'un prêt sur cession qui avait été transcrit sans aucune opposition ; mais quatre mois après un créancier faisait saisir les sucres se trouvant sur l'habitation, pour les faire vendre. C'était à la Guadeloupe : le tribunal de la Pointe à Pitre, par jugement du 22 mars 1855, débouta la banque de la demande en nullité de saisie ; la Cour d'appel confirma, mais la Cour de cassation cassa l'arrêt.

Il y a pour la banque, disait-elle, « un droit absolu, dont les créanciers du débiteur ne peuvent sous aucun prétexte gêner ou entraver l'exercice » et d'ailleurs « ils peuvent prévenir ou écarter les conséquences de toutes combinaisons préjudiciables à leurs intérêts, soit en désintéressant

la banque coloniale et en remplaçant dès lors les récoltes cédées sous leur action commune, soit en ayant recours à tous actes conservatoires, à l'exception de ceux qui, par leur nature ou leurs effets, tendraient à réduire ou à modifier les droits particuliers de la banque », droits qui consistent expressément « à réaliser par elle-même et selon sa convenance les récoltes cédées ou leur produit ».

La Cour de cassation a encore affirmé la même doctrine le 21 novembre 1882, en déclarant qu'un sequestre, dans l'espèce le Crédit foncier colonial, n'a pas le droit, pour avoir payé les ouvriers de la récolte et s'être fait subrogé dans leur privilège, de faire saisie-arrêt entre les mains des détenteurs de la récolte cédée à la banque, étant donné qu'en payant les ouvriers il n'agit que dans son propre intérêt.

Le droit d'opposition au prêt appartient à tout créancier ayant intérêt, hypothécaire, privilégié, ou porteur d'un titre authentique, et en particulier à un héritier bénéficiaire, créancier du prix de vente d'un immeuble de la succession sur lequel se trouve la récolte engagée (Cass., 8 février 1870). Il n'est même pas besoin que la créance soit certaine et liquide, pourvu qu'elle soit constatée (Cass., 29 novembre 1871).

Tous les engagements relatifs aux prêts faits par les banques coloniales sont de la compétence des tribunaux de commerce, même quand le prêt et le nantissement sont exclusivement civils.

D'après la Cour, c'est là une simple attribution de compétence en faveur de l'emprunteur, car elle a jugé que le tribunal de commerce n'avait pas le droit d'appliquer la contrainte par corps, quand la dette est purement civile (Cass., 21 mai 1862). Ceci n'offre d'ailleurs plus d'intérêt depuis l'abolition de la contrainte par corps.

Les prêts sur récoltes ont rendu de grands services aux planteurs de cannes. En terminant sa déposition devant la commission chargée en 1880 de l'étude du crédit agricole mobilier, M. Lepelletier de Saint-Remy, fit remarquer que les banques coloniales, dont le capital n'était que de 3 millions et demi chacune, fournissaient aux planteurs tous les capitaux nécessaires et qu'elles avaient résolu un problème jusqu'alors insoluble, celui de la possibilité de cultiver la canne à sucre sans esclavage. Depuis leur organisation, les ouvriers cultivateurs étaient libres et cependant non seulement la production du sucre n'avait cessé dans aucune de nos colonies, comme on le craignait, mais encore avait considérablement augmenté (1).

Les difficultés que rencontrent les banques à l'heure actuelle sont dues surtout à l'imprudence de leur direction. En lui-même, le crédit sur récoltes pendants consenti sur le tiers de la valeur de la récolte laissait les banques à l'abri. Non seulement il ne faut pas le supprimer, mais plutôt l'étendre et le fortifier. Ce n'est pas seulement le prêt sur récoltes pendants qu'il faut à nos colonies

(1) Note sur le Crédit agricole mobilier, 1880.

sucrières, mais même le prêt sur récoltes futures et nous ne saurions admettre en aucune façon, comme l'auteur d'une thèse récente, que l'institution du crédit agricole aux colonies par l'intermédiaire des banques coloniales ait été « une grande erreur du législateur à laquelle on devrait résolument renoncer (1) ».

M. Alphonse Courtois avait déjà réfuté en 1874 cette objection, que ce n'est pas là le rôle d'une banque d'émission ; que des prêts aux planteurs sont contraires à sa fonction. « L'on ne peut, dans la pratique des affaires, assimiler une banque coloniale de circulation à une institution continentale du même genre. La banque d'émission, en effet, n'est pas un but, mais un moyen : c'est un outil qui doit varier dans sa texture, selon l'objet à transformer pour la consommation humaine. Une même lime ne peut s'employer indifféremment pour le bois ou le fer, si d'ailleurs elle ne cesse d'être lime dans les deux cas (2). »

Il y a eu, au contraire, dans cette tentative de crédit agricole dans nos colonies sucrières, une des expériences économiques chères à M. Donnat, qui, si elle n'a pas complètement réussi à sauvegarder les planteurs de la crise qui désole les trois îles, si même elle a contribué à placer certaine banque en mauvaise posture, a du moins montré quels étaient les défauts de l'institution. L'un vient de

(1) Brunel, *L'Etat et l'individu dans la colonisation française moderne*, 1898.

(2) Alphonse Courtois, *L'économiste français*, 1874.

cette institution même : ses ressources sont trop courtes ; l'autre n'est nullement imputable au législateur, qui n'a pu prévoir une violation continuelle des statuts.

L'auteur de la « Politique expérimentale » n'a pas songé à citer cet exemple de crédit agricole mobilier, sans doute il ne l'a pas connu ; autrement il n'eût pas manqué de le signaler à propos de la législation particulière de nos colonies sucrières. Il s'élevait contre ceux qui se refusaient à instituer des expériences spéciales dans certaines parties de nos domaines lointains et montrait que ce n'était pas tout à fait une nouveauté.

« C'est ainsi que depuis le 31 décembre 1828, dans les colonies françaises de la Martinique et de la Guadeloupe et depuis le 18 juillet 1829 à la Réunion, le passif est défalqué des successions et des transmissions entre vifs pour le paiement des droits, tandis que cette distraction des charges est vainement réclamée depuis assez longtemps dans la mère-patrie (1). »

SECTION IV. — Les opérations de change.

Les opérations de la banque consistent :

A négocier, escompter ou acheter des traites ou des mandats directs ou à ordre sur la métropole ou l'étranger.

A émettre des billets payables à vue au porteur, des billets à ordre, des traites ou mandats (art. 10, stat.).

(1) Albert Donnat, *La politique expérimentale*.

Ce sont là ses opérations de change.

Juridiquement, le contrat de change est un contrat bilatéral par lequel une partie reçoit une somme ou valeur en un lieu et s'engage à payer une somme ou valeur équivalente dans un autre lieu, soit à l'autre partie, soit à une tierce personne que l'autre partie se sera substituée.

Un négociant de Saint-Pierre importe des marchandises françaises. Il n'a pu obtenir que son correspondant fit traite sur lui. Il doit lui faire tenir les fonds en France. D'un autre côté, un importateur de denrées coloniales est débiteur d'un planteur de la Martinique, qui a tiré sur lui. Il est absurde de faire traverser l'Océan en sens inverse par les deux sommes de numéraire sans résultat utile. Il faudrait établir une compensation entre les deux dettes. Le fabricant de sucre des Antilles cédera sa traite sur l'importateur métropolitain au négociant de Saint-Pierre, qui l'enverra à son vendeur, et ce dernier se fera payer en France par l'importateur de sucre.

Mais ces différentes personnes, créancières et débitrices les unes des autres, ne se connaissent pas. Elles trouveront un intermédiaire : la banque, qui achètera et vendra les moyens de libération.

Tout le commerce d'exportation et d'importation se règle ainsi par lettres de change. Où trouverait-on d'ailleurs le numéraire suffisant pour solder la masse des créances et des dettes commerciales. Chaque année, la France importe pour 4 ou 5 milliards ; elle ne possède guère davantage de numéraire, mais en fait celui qui voyage de pays

en pays ne représente jamais qu'une petite fraction, 8 ou 10 0/0 tout au plus de la valeur des marchandises échangées. Ces 8 ou 10 0/0 représentent généralement, d'une façon très relative toutefois car il y a bien d'autres causes que la balance de commerce qui influent sur les entrées d'or et d'argent, l'excédent des importations sur les exportations.

Si elles se balançaient exactement, si les lettres de change tirées de Paris sur Londres par exemple, et de Londres sur Paris représentaient des sommes équivalentes, elles se négocieraient au pair. Mais si les lettres sur Londres sont plus nombreuses, plus offertes que celles tirées sur Paris, les dernières se négocieront à prime, les premières à perte. L'on dit que le change est favorable à la France et défavorable à l'Angleterre. L'expression provient des vieilles doctrines mercantilistes, car l'Angleterre devra exporter du numéraire pour solder l'excès de ses importations, le papier sur Paris que possèdent les exportateurs anglais étant insuffisant.

Il ne faut d'ailleurs jamais considérer deux pays dans leurs rapports réciproques, mais les importations d'un pays par rapport à ses exportations en général, tous les autres peuples formant vis-à-vis de lui un bloc, étant donné l'actif commerce des lettres de change sur toutes les places du monde, le change indirect, les arbitrages auxquels se livrent des courtiers de change spéciaux, qu'on appelle à Londres les « bill brokers », arbitrages qui s'effectuent non seulement entre les effets de commerce,

mais également sur les ouvertures de crédit que consentent entre eux les arbitragistes. On signale même ces crédits comme la seule application loyale du tirage en l'air, du « cross firing » entre les banquiers, et sur monnaies, matières d'or et d'argent, fonds publics, actions, obligations. Tout ceci produit un effet désirable et utile, le nivellement du taux des changes.

Même sans ce nivellement, il est une limite que le change ne saurait dépasser : le coût du transport matériel de la monnaie ou du métal, le trafic du papier n'ayant d'autre but que de servir à économiser les frais de transport et de change du numéraire. Ces frais de transport sont toujours assez faibles, même en y comprenant l'assurance à moins que nous ne considérions une place fort éloignée et avec laquelle les moyens de communication ne sont pas faciles. « Il est certain qu'un négociant qui aurait à faire des paiements à Samarkand pourra s'estimer très heureux de trouver du papier sur ces places, alors même qu'il devrait le payer 10 ou 12 0/0 au-dessous de sa valeur nominale, et réciproquement le créancier pourra avoir intérêt à le négocier même à 10 ou 12 0/0 au-dessous du pair (1). »

En dehors de ces cas spéciaux, le point où l'on a intérêt à expédier les espèces métalliques, le « gold point » (le point d'or) ou, comme disent les Américains, le « shipping point » le point d'embarquement du numéraire, est très bas. On l'évalue à 18 ou 19 centimes pour une livre sterling de 25 francs.

(1) Charles Gide, *Principes d'économie politique*.

Mais le change peut s'élever très haut dans un pays où l'on se trouve en face d'une monnaie de papier, on a vu les lettres de change sur la Russie se vendre avec 35 0/0 de dépréciation, ou de monnaies dont la valeur vraie, la valeur commerciale, ne correspond pas à la valeur nominale, lorsque des pays monométallistes or, toute l'Europe, en fait sinon théoriquement aujourd'hui, se trouvent en face de pays à monnaie d'argent.

Mais comment peut-il se faire qu'entre une métropole et des colonies ayant le même système monétaire, entre la France, les Antilles françaises et la Réunion, nous ayons vu le change monter à 16 0/0 en 1897 à la Martinique, 50 0/0 à la Guadeloupe, jusqu'à 30 0/0 à Bourbon ces dernières années ?

C'est que justement nos colonies sucrières se trouvent sous le régime du papier-monnaie à cours forcé, un papier-monnaie un peu spécial, qui ne se déprécie pas dans le pays même, mais ne peut servir à solder des paiements hors du territoire de la colonie.

Aux colonies la situation précaire du stock métallique est un fait permanent. Presque toujours le numéraire manque à peu près totalement, ou abonde inopportunément, selon la balance commerciale (1). Les importations sont constantes, l'exportation dépend de la récolte ; celle-ci se trouve le plus souvent insuffisante et aux Antilles comme à la Réunion la balance commerciale est généra-

(1) Alphonse Courtois, *L'économiste français*.

lement défavorable. La différence entre les ventes et les achats n'est en partie comblée que par les sommes dont l'Etat se trouve débiteur envers ses fonctionnaires coloniaux et les porteurs d'obligations du chemin de fer et du port de la Réunion garanties par lui, ou celles que laissent dans nos colonies les passagers ou les Compagnies de navigation, et qu'on estime à 5 ou 6 millions par an, rien qu'à la Martinique.

Dès qu'une crise, une de ces terribles crises sucrières que nous avons déplorées plus d'une fois dans le présent travail, se produit, le numéraire est exporté. Et nous nous trouvons en face de l'une de ces deux alternatives ; les bons de caisse coloniaux ou le papier-monnaie pur et simple. On s'en est tenu aux bons de caisse, l'on a eu raison. Mais le change hausse immédiatement, les moyens de remise atteignent des taux exorbitants jusqu'à la fin de la crise, jusqu'à ce que l'exportation des produits coloniaux ramène l'équilibre.

Nous avons dit que les bons de caisse étaient un papier-monnaie un peu spécial qui ne se dépréciait pas dans le pays même. Les bons de caisse ont bien cours forcé ; c'est un arrêté du gouverneur qui détermine le montant de l'émission, le chiffre des coupures, les conditions de la fabrication. Mais ils sont représentés par une somme égale en numéraire mise en réserve dans la caisse du trésorier payeur. Ils rappellent les antiques récépissés de dépôt des banques italiennes et hollandaises ; ces dernières mettaient le numéraire à l'abri des pillages, les bons de caisse

le mettent à l'abri des exportateurs de monnaie. On veut éviter une crise monétaire à laquelle il n'y aurait plus de remède et conserver l'encaisse des banques, où les bons de caisse peuvent figurer et dont la banque se sert pour rembourser ses billets. La crise passée, le numéraire rentre en circulation.

Les bons de caisse émis en 1855 aux Antilles, lorsqu'on a enlevé le cours légal aux monnaies étrangères et remboursables dans un délai de quelques années ne furent qu'un expédient temporaire. Les décrets du 2 avril et du 2 mai 1879 en firent à la Réunion une mesure permanente, étendue à la Martinique et à la Guadeloupe à la suite de la crise de 1884 par le décret du 18 août.

Les bons de caisse ont reçu, comme les monnaies divisionnaires, cours légal entre les particuliers et dans les paiements aux caisses publiques sans limitation de quantité.

Nous avons vu que nos colonies sucrières demandent tout au dehors et exportent leurs sucres, tout au moins les sucres blancs, les sucres d'usine, en France. Les planteurs font traite sur leurs consignataires et remettent ces traites appuyées du connaissance de la marchandise à la banque coloniale. Les consignataires versent au Comptoir d'Escompte, sur le visa de l'agent central des banques le montant intégral des traites, prennent livraison de la marchandise et en effectuent la vente, en retenant pour commission de vente et ducroire une commission qui est généralement de 1 fr.50 par sac. Les sucres

sont vendus d'avance, livrables au fur et à mesure des entrées, sur un prix de base fixé selon le cours pratiqué à la Bourse de Paris la veille de l'arrivée de la cargaison. Selon que les prix de réalisation seront inférieurs ou supérieurs, il y aura constitution chez le consignataire d'un compte créditeur ou débiteur au profit de l'usine intéressée (1).

Ces traites constituent toutes les remises de nos colonies sucrières, et elles sont toutes tirées sur la France. Or elles n'importent pas tout de France : une partie importante des importations de farines, de viandes salées, de bois de construction, de riz, de morues, de bétail pour les Antilles et la Réunion viennent des Etats-Unis, de l'Inde, de Porto-Rico ou de certaines colonies françaises, Saint-Pierre et Miquelon par exemple. Les anciennes exportations de sucre brun à destination des Etats-Unis ont considérablement baissé. La production de ces sucres, dits de bonne quatrième, était tombée rien qu'à la Guadeloupe de 10 millions de kilogs à 3 millions en 1885. Les exportations qui étaient en 1876 de 3 millions pour les Etats-Unis et de 4 millions pour l'Angleterre, contre une importation de ces deux pays de 4 et 2 millions tomba à rien. Les achats de traites de la banque sur l'Amérique, montés pendant longtemps à 3 ou 4 millions par an sont devenus nuls. Dès 1884-1885 ils ne figuraient plus au bilan de la banque de la Guadeloupe que pour 200.000 francs, tombés plus tard à 40.000. Désormais

(1) Isaac, deuxième rapport.

les remises d'Amérique ne se font plus directement, mais par l'intermédiaire du Comptoir d'Escompte ; tant que cela fut possible elles s'effectuèrent par l'exportation du numéraire. C'est pour l'empêcher de disparaître complètement que l'on a été forcé d'émettre les bons de caisse. Un autre remède assez curieux a été employé pour remplacer la monnaie absente. Les détenteurs de comptes-courants en banque émirent des chèques divisionnaires de 2 francs ; 1 franc, 50 centimes. Il y avait à la Guadeloupe, au 30 juin 1895, pour 56.529 fr. 50 de ces chèques particuliers en circulation ; dès le 30 juin 1896 pour près de 300.000 francs ; plus tard plus de 350.000 francs.

Pour remédier à la crise monétaire on a proposé (c'est une partie de la proposition Choppy adoptée par le Congrès colonial national de 1889-1890) de « frapper une monnaie spéciale d'un titre particulier, destinée à servir exclusivement aux transactions intérieures de la colonie » (1). Une telle monnaie ne serait certes pas exportée ; mais nos colonies sucrières rentreraient alors, d'une façon définitive dans la catégorie des pays à monnaie dépréciée, et ce serait « le sûr moyen de maintenir à l'état permanent la hausse du change... Or si la hausse du change, par le jeu des ventes et des achats de traites, ajoute une plus-value à la valeur des denrées d'exportation, qui donc paye cette plus-value. Tous ceux qui ont des paiements à faire au dehors. C'est le preneur de traites dans le pays, qui paye au ven-

(1) *Compte rendu du Congrès colonial national, 1889-1890.*

deur de traites la prime du change. Le preneur de traites, c'est le commerçant importateur. Cette charge, nouvelle, du change, il la met sur sa facture. Le consommateur est obligé de la lui rembourser. Et comme dans nos colonies l'importation constitue à peu près toute la consommation locale, c'est le consommateur, c'est le pays tout entier qui paye aux seuls producteurs la prime du change. Les prix des denrées sont considérablement augmentés, et pour certaines même doublés » (1).

La proposition Choppy, déjà citée, émettait le vœu que, le principe de la démonétisation étant admis pour la Réunion, « on laisse toute liberté aux transactions commerciales, que le cours du change ne soit plus entravé, qu'il ne soit plus fait d'émission de bons du Trésor ».

Cette dernière phrase se rapportait à certaines opérations effectuées par le Trésor et qui n'ont pas laissé de créer aux banques coloniales d'assez grosses difficultés.

A chaque crise, les remises des banques, volontairement ou involontairement, c'est un point sur lequel nous reviendrons plus tard; se resserrent et ne suffisent plus au besoin du commerce.

Le Trésor émet alors des mandats de poste, pour un taux souvent exagéré, pour 5.869.673 francs à la Guadeloupe pendant les années 1894, 1895 et 1896. Les billets s'accumulent petit à petit dans les caisses du trésorier.

Les banques ignorent la situation du dépôt; le Trésor

(1) Isaac, deuxième rapport.

refuse malgré leurs réclamations de les tenir au courant. Puis un beau jour il présente ses billets au remboursement. Cette demande impromptue surprend souvent les banques, obligées d'importer du numéraire de France (3.920.000 francs pour la banque de la Guadeloupe de 1894 à 1897).

Jusqu'en 1878, le service des Postes ne tenait pas compte du cours du change qui montait souvent à 18 0/0. Le coût des mandats était de 1 0/0 comme en France. On versait du numéraire aux guichets postaux, on envoyait les mandats en France, où l'on obtenait des traites que l'on revendait dans l'île avec $18 - 1 = 17$ 0/0 du bénéfice. Un décret du 24 juillet 1878 a créé une taxe représentative du change, mais on a vu le Trésor disputer ses clients aux banques, vendre ses mandats au-dessous des traites de commerce et, lorsque les banques suspendaient leurs tirages, relever le taux, 15 et 18 0/0 à la Martinique et la Réunion, 24 et même 35 0/0 à la Guadeloupe.

Les règlements ont fixé à 500 francs le maximum des mandats-postaux pour un même déposant, leur objet n'étant que de mettre à la disposition des particuliers et des fonctionnaires un moyen facile de transporter de petites sommes. « Ce qui n'a pas empêché la Guadeloupe, par exemple, de délivrer dans un même jour 400.000 francs par coupons de 500 francs au bénéfice d'un seul et même réceptionnaire. Voilà qui prouve le caractère nettement commercial de l'opération (1). »

(1) Isaac, deuxième rapport.

Les instructions ministérielles ont limité depuis longtemps à 1.500.000 francs le montant maximum des billets qui peuvent être maintenus en dépôt dans les caisses du Trésorier de chaque colonie, et ordonnent que des remboursements soient réclamés jusqu'à due concurrence de l'excédent. De là les présentations de billets aux guichets de la banque.

M. Isaac, dans le rapport présenté au nom de la commission des colonies, déclare encore que « la banque de la Guadeloupe a été prise au dépourvu par une réclamation, qu'elle a dû satisfaire, de 2 millions d'un coup, sur lesquels 200.000 francs représentaient la prime des mandats ». Le Trésor achète par conséquent les billets de la banque à perte et se fait rembourser par elle au pair. Sans doute, l'Etat peut se servir du placement des mandats-poste et des mandats sur le Trésor pour se procurer les ressources qui lui sont nécessaires. Celles dont il dispose sont très inférieures au chiffre des paiements à faire au budget colonial qui s'élèvent pour :

la Martinique à.	2.637.597 francs
la Guadeloupe à.	1.651.737 »
la Réunion à.	4.458.053 »

Dans une certaine proportion, l'encaissement par le Trésor des billets de la banque constitue une opération favorable à ce dernier établissement. Mais il n'en est pas moins vrai qu'à la fin de 1896, le Trésor disposait à la Guadeloupe de 3 millions d'espèces provenant des opérations indiquées plus haut, où la prime entrerait pour 600.000 francs

au moins et, concluait le député de la Guadeloupe « il semble à la commission qu'il est du devoir du Gouvernement de maintenir ces opérations dans la limite des règlements et de veiller à ce qu'elles ne puissent jamais dégénérer en spéculations, comme il s'est fait trop souvent ».

L'on a vu le change passer à la Réunion brusquement de 25 0/0 en 1879 à 2 1/4 et 3 1/2 0/0, peu après la démonétisation des monnaies étrangères, pour remonter à 7, puis 16 1/2 0/0 en 1884. Il y a là un exemple d'une baisse artificielle du change, à la suite d'un moyen imaginé par le Gouvernement pour empêcher l'exportation du numéraire, alors que les lettres de change sur la métropole se négociaient à un taux élevé et que par conséquent la monnaie française, qui gardait seule sa valeur libératoire, et se trouvait déjà en quantité insuffisante pour remplacer tout le numéraire étranger, menaçait de disparaître.

Le Gouvernement ordonna purement à la banque de délivrer des traites au pair et à guichets ouverts. Lui-même délivra au public ses mandats-poste et ses mandats sur le Trésor métropolitain. Il consentit même à remettre au Comptoir d'Escompte une somme de 3 millions au crédit de la banque, et celle-ci versa 3 millions de billets dans les caisses du trésorier. Les billets devinrent alors insuffisants. La banque augmenta l'émission qui dépassa 3 fois l'encaisse. Puis la banque, pour réduire le stock irréglementaire immobilisé dans le caveau du trésorier local songea, dit-on, à en reprendre une partie dans la circula-

tion, contre récépissés délivrés au trésorier. Toujours est-il qu'il s'est établi pendant longtemps, jusqu'au dernier exercice, entre le Trésor et la banque un perpétuel échange de billets contre des récépissés et des récépissés contre des billets et qu'ainsi cette dernière a pu augmenter factivement sa circulation, les billets servant à deux fins, l'obtention du crédit au Comptoir, les opérations d'escompte dans la colonie. Le solde des récépissés existant au 30 juin 1892 était de 2.502.306 francs ; 4.613.754 francs en 1893 ; 2.300.279 francs en 1894 ; 2.302.896 francs en 1896 ; 1.300.561 francs le 30 juin 1898 ; ils avaient enfin disparu en 1899 ; il n'en restait plus que pour 2.196 francs.

L'action du Gouvernement sur le taux du change fut toutefois artificielle. Lors de la crise de 1884, la banque dut arrêter ses émissions ; toute la monnaie divisionnaire a disparu. Elle a été remplacée par des bons de caisse de 2, 1, 0,50 représentés aujourd'hui par des jetons en nickel, le papier dont on les fabriquait devenant trop vite hors de service.

En 1893, un décret du 31 juillet a été obligé d'interdire, sous peine d'amende et d'emprisonnement, l'exportation des monnaies de billon. Deux autres décrets ont étendu la mesure à la Martinique et à la Guadeloupe. Rien n'a réussi. Le billon est exporté. On peut dire qu'à la Guadeloupe, tout au moins, il n'existe plus. Jamais des mesures arbitraires de cette sorte n'ont pu être autre chose que des expédients, utiles en cas de perturbations économiques, si l'on sait qu'elles ne doivent durer que pendant un certain

laps de temps, comme le cours forcé des billets de banque pendant quelques mois a pu être la plus sage des mesures en cas de crise violente, mais ce ne saurait être un remède définitif.

Le système bullioniste des premiers âges n'empêchait pas les sorties d'or d'Espagne, et le fameux négociant anglais Thomas Mun (1), avait déjà raison au dix-septième siècle de s'élever contre les théories du hollandais Gérard Malynes. Ce qui fait sortir le numéraire, c'est que l'on est débiteur, ce ne sont pas les pertes de change. Il ne servirait de rien qu'un officier royal en réglât le cours. En réalité la police de la circulation tout comme les mesures bullionistes ne sauraient que temporairement protéger le stock métallique. Toutefois elles ont une influence temporaire ; et les banques coloniales en ont maintes fois usé.

Toutes les traites sur la France passent par l'intermédiaire de la banque, qui les envoie au Comptoir. Ce dernier les touche et en porte le montant au crédit de la banque. Quant à celle-ci, elle remet aux colons qui ont besoin de moyens de libération non pas les traites sur Paris qu'elle a en sa possession, mais des traites non susceptibles d'acceptation, des mandats, émis par elle sur le Comptoir. La provision en est constituée par les traites envoyées et l'ouverture du crédit consenti par le Comptoir moyennant le dépôt en nantissement des titres qui constituent le capital et le fonds de réserve des banques. Pendant les deux pre-

(1) Thomas Mun, auteur de *England's treasure by forraign trade or the ballance of our forraign trade is the rule of our treasure*, 1664.

mières années de leur exercice, les banques de la Martinique et de la Guadeloupe tirèrent chacune pour plus de 5 millions, celle de la Réunion pour plus de 1.370.000 francs sur leur correspondant d'alors, la Banque de France. Elle touchait le montant des traites que lui envoyait également la banque coloniale pour être recouvrées par son intermédiaire et le versait à la Caisse des dépôts et consignations. Ce montant constituait, comme actuellement encore, la provision des mandats de la banque coloniale avec le crédit consenti par la Caisse sur l'engagement d'une des inscriptions de 50.000 francs de rente.

Lors de la crise de 1857-1858, le taux du change monte à 15 et 18 0/0 à la Martinique ; 15 et 16 0/0 à la Guadeloupe. Les banques n'achètent plus de traites de commerce. Le cours normal des affaires ne reprit complètement qu'en 1860. Le taux du change est descendu à la Guadeloupe et à la Martinique à 2 0/0 ; c'est l'époque des traités conclus avec le Comptoir, qui ouvre un crédit de 4.000.000 aux banques de la Guadeloupe et de la Martinique, de 6.000.000 à la banque de la Réunion. La facilité qui en résultait pour régler « les achats des colonies en France fit aussitôt baisser le change ; les commerçants en profitèrent largement. Au 30 juin 1861, les banques de la Martinique et de la Guadeloupe ont déjà émis l'une pour plus de 6 millions, l'autre pour 8 millions de mandats, avec moins de 1 0/0 de prime. Mais la Réunion ne semble pas comprendre l'avantage de ce traité ; ses créanciers indiens préférèrent probablement les mandats sur la Banque de France à

ceux émis sur le Comptoir, aussi en 1862, la banque dénonce la convention avec ce dernier (1) ».

Une mauvaise récolte, qui dure de 1863 à 1869, modère les émissions. Elles oscillent ensuite à la Martinique de 4 à 8.000.000 jusqu'en 1877, puis doublent, elles sont de 16.000.000 en 1882-1883, la prime ne dépassant pas 4 0/0. La banque de la Réunion continue longtemps à tirer des mandats sur la Banque de France, même après 1874. En 1880, elle tirait pour 1.900.000 francs sur la Banque et 3.180.000 sur le Comptoir. A la suite de la crise monétaire amenée par la baisse que la dépréciation de l'argent infligeait à la roupie d'argent de l'Inde qui avait cours légal, d'après un arrêté local datant de 1848, au taux de 2 fr. 50, on appliqua en 1878 à la Réunion le système monétaire de la métropole. Le change monta en 1879 à 25 0/0. Mais bientôt il tombe entre 2 1/4 et 3 1/2 0/0.

Quant à la Guadeloupe, dès 1870 la banque tirait sur le Comptoir pour 17.000.000, chiffre dépassé même les années suivantes.

La crise de 1884 survient ; le prix du sucre tombe à 40 francs les 100 kilos ; bientôt à 35. Avec la crise, les émissions baissent. A la Guadeloupe elles tombent de 22 millions à 17 ; à la Martinique de 15 à 6 ; à la Réunion de 9 à 3. Le change saute de 7 à 16 0/0.

Encore une crise en 1890. Le sucre, remonté à 60 francs les 100 kilos, tombe à 36 francs. Cette dernière crise dure

(1) P. Denizet, *Les banques coloniales*.

encore. Le taux du change passe à la Réunion de 1 1/2 à 25 0/0. Il est retombé aujourd'hui à 2 0/0. A la Martinique, le change depuis 1894 monte à 9 0/0 ; puis à 12 ; après les faillites de 1897 à 16 ; en 1898, il a oscillé entre 8 et 15 0/0 ; le dernier rapport de la commission de surveillance déclare que « le taux des mandats à 90 jours de vue sur le Comptoir d'Escompte a été de 15,60 à 1 0/0 pendant l'année et s'est maintenu à ce dernier taux depuis le 4 avril 1899 ».

A la Guadeloupe, le change monte à 10 0/0 en 1896 ; puis à 28 et 30 0/0 ; les traites de commerce se vendirent même à certains moments avec 45 et 50 0/0 de prime ; « le taux des mandats, disait le rapport cité plus haut, qui était de 28 0/0 au 30 juin 1898 a été ramené à 26 0/0 le 13 juillet 1898, à 21 0/0 le 24 février 1899 et à 19 0/0 le 21 juin 1899. Les traites du commerce appuyées de connaissements ont été négociées par la banque à 25 0/0 de juillet 1898 à février 1899 et à 19 0/0 depuis le mois de février.

Émissions.

Banque de la Martinique.

EXERCICE 1893-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
6.244.219,23	3.253.828,87	4.947.681,17	4.764.055,75	3.945.251,65	8.887.032,23

Banque de la Guadeloupe.

EXERCICE 1893-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
15.900.477,59	15.462.446,74	13.862.893,66	12.380.264,47	11.105.272,78	6.709.704,43

Banque de la Réunion.

EXERCICE 1893-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
2.903.555,04	4.472.231,41	1.945.544,14	3.166.191,91	5.230.073,70	6.480.339,98

Remises.*Banque de la Martinique.*

EXERCICE 1893-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
6.809.055,71	4.740.832,64	6.072.847,23	5.469.166,42	6.902.342,34	9.318.714,13

Banque de la Guadeloupe.

EXERCICE 1893-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
17.107.358,62	9.014.498,38	10.525.137,27	18.910.165,84	9.030.453,05	10.393.499,27

Banque de la Réunion.

EXERCICE 1893-1894	EXERCICE 1894-1895	EXERCICE 1895-1896	EXERCICE 1896-1897	EXERCICE 1897-1898	EXERCICE 1898-1899
3.098.217,40	2.341.917,60	3.350.089,55	4.558.619,23	6.023.842,50	8.050.728,01

Comme les banques sont à peu près les seules institutions de crédit dans les colonies, on conçoit qu'elles tiennent le commerce d'importation et d'exportation entre leurs mains. C'est à elles, en effet, qu'il appartient de déterminer dans quelles proportions les émissions de mandats sur le Comptoir d'Escompte peuvent sans inconvénient excéder les remises.

Elles peuvent, en maintenant un change modéré, proté-

ger le stock monétaire, le commerce local ne trouvant pas avantage à effectuer ses paiements au dehors en numéraire ; de même elles peuvent, au moyen de l'élévation du taux de l'escompte, modérer l'élan de la spéculation, en obligeant celle-ci à régler les importations sur les besoins réels de la consommation.

Il semble bien qu'en 1892, la banque de la Martinique n'ait été que prudente en limitant l'émission de ses mandats. Les moyens de remise devenaient insuffisants, la colonie avait d'énormes besoins, les mandats sur le Comptoir montaient de 1 à 2 1/2 0/0 ; la dette de la banque doublait en une seule année, passant de 4.808.000 au 30 juin 1892 à 8.297.179 francs, bien au delà du maximum fixé par la convention de 1889. La banque avait été aidée à dépasser la limite de ses tirages par le Trésor lui-même. Grâce à une entente avec l'administration locale, ratifiée par le département, le disponible de l'encaisse avait été employé en versements au Trésor, pour la contrepartie en être rapportée au Comptoir d'Escompte, à Paris, au crédit de la banque. Celle-ci put ainsi obtenir, d'août 1891 à août 1893, pour 3.300.000 francs de remises au pair, sur lesquels le Trésor n'avait exigé qu'un tiers en numéraire (1). Mais les cultures avaient été ravagées par le cyclone, Fort de France détruit par l'incendie, il fallait alimenter la population. Le commerce, de plus, voulait s'approvisionner avant l'application annoncée d'un nouveau

(1) Isaac, deuxième rapport.

tarif douanier. Les importations dépassèrent l'exportation de 12 millions. Et si la Colonial Bank de Londres n'avait pas installé depuis 1890 une agence dans l'île, les commerçants de la Martinique auraient été dans l'impossibilité de payer les importations, faute de traites sur l'Europe. C'est la Colonial Bank qui leur a fourni, contre les billets de la banque de la Martinique, les mandats dont ils avaient besoin (1).

La banque se procura près de 25 millions et demi de couvertures à Paris, en traites et en versements du Trésor au Comptoir, jusqu'au 30 juin 1894. Le change ne put cependant longtemps se maintenir à 4 1/2 et 5 0/0. Il atteignit 12 0/0. La banque voulant rester maîtresse du cours envoya au début de l'année 1895 une circulaire où elle exigeait que les usines lui remissent l'intégralité de leurs traites qu'elle achetait avec 7 0/0 de prime. Elle déclarait la remise de ces traites une condition nécessaire pour l'admission aux escomptes et avances de toutes sortes tant des usiniers que de leurs fournisseurs de cannes (2).

C'était empêcher la vente directe des traites documentaires au commerce local, vente qui pouvait en certains cas modérer une élévation artificielle exagérée du change. La banque réussit en 1896 à acheter les traites aux usiniers au taux de 8 0/0 jusqu'à concurrence du montant de l'emprunt sur récolte. Elle paye 9 0/0 sur le solde et

(1) Bouchié de Belle, *Journal des Economistes*, 1895

(2) Bouchié de Belle, *Journal des Economistes*.

l'emprunteur s'engage à lui négocier l'intégralité de ses émissions.

« Les excitations ne manquèrent point, qui sollicitèrent la banque d'élever encore le taux de ses mandats, de manière à grossir la prime allouée à ses achats de traites. Mais la concurrence toujours en éveil de la Colonial Bank qui, un moment, menaça fort sa sécurité et avec laquelle elle fut obligée de partager en vertu d'un arrangement formel, les traites d'usines, lui faisait plutôt un devoir d'être modérée (1). »

Les excédents de ses remises sur ses émissions, 705.110 fr. en 1896-1897, 2.957.090 en 1897-1898; 431.681 en 1898-1899 ont permis à la banque non seulement d'éteindre sa dette au Comptoir, qui était de plus de 3 millions au 30 juin 1896, mais encore d'y avoir au 30 juin 1899 un solde créditeur de 1.156.156 fr. 36.

La concurrence de la Colonial Bank ne pouvait se faire sentir à la Guadeloupe et l'on accuse la banque d'en avoir profité. Pour l'ensemble des six années 1891-1897, l'importation s'élevant à 122.305.203 francs et l'exportation à 112.268.033, il se produisit un découvert apparent de 10.037.170 francs.

La banque, qui avait clôturé ses opérations sur le Comptoir d'Escompte au 30 juin 1894 par un solde créditeur de plus de 1.200.000 francs, se trouva fin juin 1895 en débit de plus de 6.400.000 francs, réduit en 1896 à 3.337.756 fr.

(1) Isaac, deuxième rapport.

La prime des mandats qui avait été élevée à partir du 19 juin 1896 à 10 0/0, fut fixée à 15. Mais dès la première émission de 400.000 francs de ses mandats que la banque, comptant sur 10 millions de traites, crut devoir diviser par douzièmes, les demandes dépassèrent 3 millions.

Le commerce non satisfait dut se retourner vers ceux qui avaient des disponibilités en France et se disputa leurs traites à 28 et 30 0/0. Certains même avaient acheté à 15 0/0 des traites à la banque pour les revendre à ce taux. Mais, les remises rencontrées dans ces conditions ne purent répondre aux besoins, et on eut à craindre que les fournisseurs de France et de l'étranger, ne rentrant pas dans leurs avances et mal garantis de leur découvert, ne fussent tentés d'interrompre l'importation et l'alimentation même du pays.

Ces considérations appuyées d'ailleurs de pétitions signées d'un grand nombre de commerçants ayant besoin de remises à tout prix, décidèrent la banque à élever le taux de ses mandats à 30 0/0, en prenant l'engagement toutefois de satisfaire à toutes les demandes et d'accorder 25 0/0 à ses fournisseurs de traites.

La banque, malgré sa promesse, interrompit ses opérations du 1^{er} septembre 1897 jusqu'à la récolte, et le change atteignit alors 48 et 49 0/0.

L'on constate que les remises généralement inférieures aux émissions, les dépassent de 1.897.656 francs en 1896-1897 ; 620.789 en 1897-1898 ; brusquement, la différence saute à 3.683.794 pour l'exercice 1898-1899. La dette au

Comptoir s'élevant à 2.677.037 en 1897 ; 2.074.019 en 1898, est complètement éteinte, la banque possède au 30 juin 1899 un solde créditeur de 1.682.903 fr. 50 et le taux des mandats à 90 jours de vue sur le Comptoir, qui était de 28 0/0 en juillet 1898 est encore de 19 0/0 le 21 juin 1899, ainsi que les traites de commerce depuis le mois de février. A la Martinique le taux est de 4 0/0 depuis le 4 avril.

La banque de la Guadeloupe maintiendrait-elle à dessein ce taux élevé en vue de favoriser les débiteurs gênés, ses clients anciens et ses amis. C'est ce que déclare la chambre de commerce de Pointe à Pitre. Elle envoie une pétition au ministre des colonies. Les signataires : M. de la Rocière, président et M. Huet, secrétaire, protestent « contre les agissements de cette banque d'Etat qui met en mouvement ses capitaux pour fausser au profit de quelques particuliers la loi naturelle de l'offre et de la demande (1) ».

La crise monétaire, disent-ils, a pour cause les graves erreurs et les fautes du conseil d'administration de la banque de la Guadeloupe qui, peuplée de personnages à la dévotion de l'usine, n'a cessé d'outrepasser les statuts de la banque en faveur des fabricants de sucre. Au moment où les cours fléchirent, ces derniers devaient à la banque une somme d'environ 10 millions de francs, alors que la production totale n'allait pas excéder ce chiffre et qu'en

(1) *Journal des chambres de commerce*, 1899.

vertu des statuts la banque n'eût pas dû prêter plus du tiers de cette somme. Aussi quand éclata la crise qui mit les producteurs dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts à la banque et annihilant par suite son portefeuille composé presque uniquement de leurs obligations, cet établissement n'eut d'autres ressources que de porter successivement le change de 2 à 30 0/0.

La banque achetait toutes les traites, la monnaie d'or et d'argent au taux de 25 0/0 pour permettre aux fabricants et exportateurs de sucre, ses débiteurs, soutenue par cette prime énorme de se libérer vis-à-vis d'elle et pour pouvoir leur consentir de nouvelles traites qu'elle revendit au commerce à 30 0/0, soit une augmentation de 5 0/0, représentant sur le chiffre total de ses tirages un bénéfice annuel de plus de 500.000 francs.

Il y a deux ans que la crise dure ; le numéraire a complètement disparu ; la contre-valeur du papier de la banque est maintenant représentée par des valeurs immédiatement réalisables. La crise agricole a été conjurée par la hausse du cours des sucres et la détaxe de distance de 2 fr. 25 par 100 kilos de sucre, votée par le Parlement. Le taux devrait revenir à 2 0/0 comme à la Martinique. Mais la banque arrête ses tirages et le directeur répond que les producteurs livreront eux-mêmes leurs traites.

Le syndicat des usiniers ne peut cependant arriver à placer ses traites à 22 0/0, suivant ses intentions, le change étant tombé à 18. Il apporte tout à la banque, qui reprit alors ses tirages à 21 0/0. Nous les avons vus descen-

dre à 19, d'après le dernier rapport de la commission de surveillance.

La situation était cependant en 1899 après la crise, meilleure qu'en 1894 ; or en 1894, on délivrait des mandats à guichets ouverts à 2 fr. 50 0/0. L'action perturbatrice de la banque est néfaste. Il faut bien que quelqu'un paie le change, c'est l'importateur, le preneur de traites, par répercussion le consommateur local, l'ouvrier qui gagne à la Guadeloupe de 1 fr. 25 à 1 franc et ne peut acheter du pain qu'on lui vend 1 franc le kilog, au lieu de 0 fr. 30 dans la métropole.

On trouverait peut-être en partie dans cette situation l'explication des graves troubles de ces derniers temps, également de la mesure de représailles en quelques sorte prise par le Conseil général. Considérant que les usiniers imposent au public le change qu'il leur convient, il a, en même temps qu'il créait des primes aux cultures secondaires, imposé aux sucres un droit de sortie, équivalant à 104 francs par hectare de cannes.

Après la crise que traversa en 1892-1893 la banque de la Réunion, ses opérations de change tombèrent de 6 à 4 millions. Un ordre ministériel avait d'ailleurs assigné une limite restreinte à ses tirages et arrêté à 1.800.000 fr. son découvert possible au Comptoir. Le change monta à 15, 20, 25 et 30 0/0. La banque dans l'espoir de tirer parti de la hausse, augmenta ses achats de traites et les remit au Comptoir, même à 10 0/0 elle en a acheté de juillet 1894 à juin 1896 pour une somme de 5.692.607 francs, ses émissions ne s'élevant qu'à 3.417.775 francs.

« En 1892, dit M. Bouchié de Belle, le change varia de 1 1/2 à 25 0/0 pour les mandats à 90 jours et de 3 à 26 0/0 pour les chèques à vue. Actuellement (1895), à défaut de mandats que la banque ne peut plus fournir sur le Comptoir d'Escompte, les commerçants de la Réunion qui ont des paiements à effectuer au dehors se voient obligés de s'adresser aux détenteurs de traites sur l'Europe, c'est-à-dire aux exportateurs de sucre, de vanille, de café, de rhum, seuls produits que la colonie vende à l'extérieur. Ces exportateurs fixent eux-mêmes le prix de leurs traites. Ils ne les cèdent depuis longtemps qu'avec une prime de 18 0/0. Quant à la Poste, elle ne délivre de mandats qu'à un taux supérieur de 2 0/0 à celui des traites. La monnaie locale, bons de caisse ou billets de banque, est ainsi dépréciée à 18 0/0, à l'instar du papier-monnaie des pays à finances avariées (1). »

Mais les cours de sucre remontant, les exportations augmentent ; de 15.700.000 francs en 1894 elles passent en 1898 à 18.482.582 francs. Les importations, au contraire, passent de 23 à 24 millions et le taux du change est pour ainsi dire au pair depuis plusieurs années, 1 et 2 0/0 pour 1897-1898 ; 2 1/2, 1, 1 fr. 75 pour 1898-1899. Ce qui n'indique pas toutefois que la situation soit très prospère. Au contraire, les manœuvres de la banque ne cessant d'effectuer des remises excédant les émissions avaient contribué à la crise du change, qui devint si aiguë que l'on interdit

(1) Bouchié de Belle, *Journal des Economistes*, 1895.

l'exportation de la monnaie de billon par le décret du 31 juillet 1893. Une telle situation finit par émouvoir le commerce d'importation qui restreignit ses affaires avec la colonie ; en même temps que les demandes de celles-ci en marchandises se portent, par nécessité, sur les sortes les plus communes et le meilleur marché. « Cette circonstance et aussi la baisse des prix du riz et du fret de l'Inde ont dans une notable mesure, réduit à la Réunion, la valeur des importations. Le change se maintient présentement au pair ou au voisinage du pair, non pas en raison d'une balance prospère et favorable, mais de l'infériorité des achats (1). »

Les producteurs de la Réunion se plaignent d'ailleurs amèrement, paraît-il, de ce change normal, qui réduit leurs bénéfices déjà insuffisants sur le sucre exporté.

Nous avons déjà vu que ces bénéfices occasionnés par la hausse du change étaient en définitive payés par les consommateurs locaux. Ils ne profitent même peut-être pas entièrement aux exportateurs, car plus ils exportent, plus par leur exportation même ils contribuent à la baisse des prix, par suite à annuler cette prime qu'ils escomptaient. De plus, la hauteur du change a l'immense inconvénient de fermer presque totalement l'accès de nos colonies aux capitaux métropolitains, sans lesquels ces colonies ne sauraient vivre.

Ces capitaux employés intelligemment sauveraient nos

(1) Isaac, deuxième rapport.

colonies sucrières et y trouveraient une rémunération très suffisante. Sans les grosses pertes qu'il a subies, et s'il avait été dès l'origine ce qu'il est aujourd'hui en fait à la Réunion, un grand fabricant de sucre, superbement outillé, le Crédit foncier colonial donnerait à ses actionnaires de beaux dividendes. Il est encore bien des espaces libres aux Antilles et à la Réunion qui, bien exploités, assureraient certes à nos colons un avenir plus certain que la plupart de nos possessions d'Afrique.

Il faut favoriser l'installation des petits cultivateurs dans nos colonies sucrières. Qu'on les aide aux Antilles et à Bourbon à attendre la venue du café ou du cacao, ils feront merveille comme les Mauriciens et les indiens à Maurice avec la canne à sucre. Ceux-ci, dès qu'ils se sont procurés, et généralement par leur seul travail, l'argent nécessaire à l'achat d'un lopin de terre, le transforment en une petite plantation de canne à sucre, et comme ils sont nombreux ils ont contribué dans une bonne mesure à la très importante production sucrière mauricienne.

« Pour l'année 1895, cette part contributive des planteurs paysans a été officiellement évaluée à un quart de la totalité. Le succès de ce procédé a été tel, que la propriété foncière est présentement en pleine période de transformation à l'île Maurice, la terre passant graduellement entre les mains des petits colons (1). »

Ces petits colons profiteront de la prime donnée aux

(1) Paul Dreyfus, *Economiste français*, 1896.

exportations et ne supporteront plus qu'en partie la hausse des prix des produits importés, en même temps que la production développée des denrées de consommation, diminuera le besoin des denrées étrangères. En temps ordinaire, les banques assurent très suffisamment la circulation monétaire, la crise se calmera bien un jour. Il faut hâter le retour des périodes normales. Or, comme le disait il y a deux ans M. Gabric, gouverneur, s'adressant aux conseillers généraux de la Martinique « le développement des vivrières en vous affranchissant d'un tribut important payé aux marchés extérieurs augmenterait en quelque sorte votre sécurité. Il aurait en outre un résultat heureux, celui d'améliorer votre situation économique et de faire pencher largement en votre faveur la balance commerciale que l'on croit, à tort suivant moi, se solder presque constamment à votre préjudice (1) ».

(1) *Journal des chambres de commerce*, 1899.

QUATRIÈME PARTIE

LE CRÉDIT A LONG TERME

CHAPITRE PREMIER

LE CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE

Le crédit foncier a la terre pour gage. C'est une sécurité presque absolue, « la terre étant un gage qui ne peut périr ni être volé » (1).

Le montant des prêts hypothécaires pour la France était en 1877 de 19.579 millions. On estime qu'il a augmenté depuis de 4 milliards, ce qui l'élèverait à 24 milliards. Mais il s'agit ici des prêts sur maisons aussi bien que sur la terre ; or, on peut estimer que la dette hypothécaire de la propriété foncière ne représente guère plus de la moitié de la valeur totale.

En France, cette somme considérable de prêts sur immeubles ruraux et urbains était, jusqu'à ces derniers temps, et presque en totalité, effectuée entre les capitalis-

(1) Charles Gide, *Principes d'économie politique*.

tes et les propriétaires par l'intermédiaire des notaires. Il en résulte de nombreux inconvénients que signalent tous les auteurs.

Le prêt est consenti pour une durée assez courte, ordinairement cinq ou dix ans, parce que le prêteur ne veut pas immobiliser trop longtemps ses fonds.

La créance est très difficilement cessible, à cause des formalités de l'article 1690 du Code civil et des droits fiscaux (1) qui en sont la conséquence, et enfin de la difficulté pratique du fractionnement de la créance.

Le remboursement doit en avoir lieu en une seule fois ou tout au moins par acomptes de sommes considérables.

De plus, le taux d'intérêt exigé est rarement inférieur à 5 0 0, tandis que les améliorations agricoles ne donnent en général qu'un revenu inférieur à ce taux. L'agriculteur se trouve dans l'impossibilité de payer les annuités consenties : l'ancien dicton devient presque un axiome « l'agriculteur qui emprunte est un homme qui se ruine ». Et souvent ce n'est pas lui seul qui se trouve en mauvaise situation. Le terme venu, le créancier doit recourir à l'expropriation forcée. On en sait les désagréables surprises.

Devant ces graves inconvénients, on a proposé de créer des sociétés de crédit spéciales, qui se livreraient exclusi-

(1) Ainsi lorsqu'un emprunt de 300 francs est consenti pour un an, les frais ajoutent plus de 10 0 0 à l'intérêt payé au capitaliste ; lorsque l'emprunt est pour deux ans, les frais ajoutent à l'intérêt plus de 5 0 0 et en portent ainsi les charges annuelles de 10 à 15 0/0 par an, indépendamment des commissions et honoraires extraordinaires (Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de banque*).

vement aux prêts hypothécaires ; sociétés mutuelles de capitalistes-prêteurs ; sociétés mutuelles de propriétaires emprunteurs, combinaisons usitées depuis longtemps en Pologne et en Allemagne, depuis le règne de Frédéric II ; maisons de banque intermédiaires entre propriétaires et capitalistes. De ces dernières institutions financières, les unes ne font que des opérations de crédit foncier, les autres font les opérations du commerce général de banque : la banque austro-hongroise, les banques suisses et italiennes...

En France, on isola les prêts hypothécaires des placements commerciaux, et lorsque le décret du 28 février 1852 tenta de favoriser la constitution du Crédit foncier reconnu indispensable, quelques années après la liquidation de la Caisse hypothécaire fondée en 1820 au capital de 30 millions, son article 44 interdit aux sociétés de faire d'autres opérations que celles qu'il prévoit : les prêts sur hypothèque (1).

Ce décret mobilise le contrat hypothécaire, devenu transférable sans frais, avec la plus grande facilité, puisqu'il peut être au porteur et qui, par suite, « s'approprie à merveille aux prêts à long terme, dont la condition indis-

(1) Art. 1^{er}. — Des sociétés de crédit foncier, ayant pour objet de fournir aux propriétaires d'immeubles, qui voudront emprunter sur hypothèque, la possibilité de se libérer au moyen d'annuités à long terme peuvent être autorisées par le Président de la République, le Conseil d'Etat entendu. Elles jouissent alors des droits et sont soumises aux règles déterminées par le présent décret.

Art. 44. — Il est interdit aux sociétés de faire d'autres opérations que celles prévues par le présent décret.

pensable est la substitution facile d'un prêteur à un autre, sans déboursés nouveaux, sans renouvellement. L'emprunteur n'aura plus affaire à un capitaliste capricieux, ni à un intermédiaire dont les intérêts sont opposés aux siens, mais à une société dont les intérêts ne lui sont pas contraires, dont les habitudes, les dispositions, sont toujours égales et dont le but est toujours de prêter (1) ».

Plusieurs sociétés de crédit hypothécaire se formèrent aussitôt après le décret du 28 février, il en existait six au commencement de 1853. Mais la société établie à Paris sous le nom de Banque foncière obtenait le privilège exclusif d'opérer dans tous les départements où il n'existait pas d'établissements du même genre. Elle prenait le nom de Crédit foncier de France et le décret du 10 décembre 1852 lui assurait une subvention de 10 millions de francs, devant être versés proportionnellement à l'importance des prêts effectués. La société devait prêter jusqu'à concurrence de 200 millions à raison d'une annuité de 5 0/0 pendant 50 ans.

Mais les demandes de prêts arrivèrent lentement, l'émission des obligations réussit peu. L'annuité était portée jusqu'à 6,06. Le 6 juillet 1854, la société était modifiée ; sa constitution assimilée à peu près en tout à la Banque de France. Elle absorbait les sociétés de Marseille et de Nevers. Son monopole était définitivement constitué.

Depuis cette époque, le Crédit foncier n'a pas cessé d'é-

(1) Courcelle-Seneuil, *Les opérations de banque*.

tendre ses attributions. Le décret du 11 janvier 1860 étend son privilège à l'Algérie. Il crée en 1861 une espèce de filiale, légalement indépendante toutefois de la société mère, le Crédit agricole, qu'il absorbe en 1876, lorsque ce dernier établissement se vit sur le point d'être mis en faillite, à la suite d'avances considérables imprudemment consenties au gouvernement du khédivé ; en 1882, le Crédit foncier absorbe encore la Banque hypothécaire de France, fondée en 1879 au capital nominal de 100 millions (1).

L'article premier des statuts modifiés le 31 août 1859 porte : « La société prend le nom de Crédit foncier de France. Elle a pour objet : de prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles des sommes remboursables, soit à long terme, par annuités, soit à court terme, avec ou sans amortissement ; de créer et de négocier des obligations foncières et lettres de gage pour une valeur qui ne peut dépasser le montant des sommes dues par les emprunteurs... »

Telle est la principale fonction du Crédit foncier ; il met en présence les capitaux de placement et les propriétaires qui en ont besoin. Aux capitalistes, qui apportent leur argent, il remet une obligation foncière ou lettre de gage, transmissible par la voie de l'endossement ou au porteur, qui donne au prêteur la facilité de rentrer dans son capital en négociant son titre. La société est seule tenue envers ce capitaliste et l'emprunteur n'est tenu qu'envers la société des annuités qui vont servir au paiement des intérêts et de l'amortissement de la somme empruntée.

(1) Courcelle-Seneuil, *Les opérations de banque*.

Le Crédit foncier de France, par exemple, consent des prêts hypothécaires pour une période de 75 ans, l'intérêt qu'il exige n'est pas de beaucoup inférieur à 5 0/0, mais il comprend une annuité calculée de façon à éteindre la dette contractée dans la même période de 75 ans. A l'arrivée du temps l'emprunteur est totalement libéré et il n'aura même pas subi des charges égales à celles que lui aurait fait subir un créancier ordinaire.

Les services que peut rendre le Crédit foncier sont évidents. Les a-t-il rendus de façon complète ? Non. La somme des capitaux prêtés par lui s'élève bien à près de 3 milliards, mais la plus grande partie est employée à des constructions dans les villes. C'est à peine si le quart va à la propriété rurale. Moins même, les prêts sur immeubles urbains à Paris et dans le département de la Seine figurent en chiffre rond pour 60 0/0 ; les prêts sur immeubles urbains du reste de la France pour 20 0/0 ; les prêts sur immeubles ruraux pour 20 0/0. La moyenne générale des prêts est autour de 50.000 francs et les trois cinquièmes environ de son actif hypothécaire sont fournis par des prêts de plus de 100.000 francs. Il a donc fait très peu pour la petite propriété ; très peu pour les campagnes. Comme le dit M. Gide, on ferait donc mieux de l'appeler « le Crédit foncier urbain » (1).

La Société du Crédit foncier de France jouit de certains privilèges, aux termes de la loi du 10 juin 1852 :

(1) Charles Gide, *Principes d'économie politique*.

elle jouit du bénéfice de la purge, comme préliminaire du prêt, alors que, d'après le droit commun, l'acquéreur seul peut purger. On a simplifié en sa faveur la procédure de la saisie. La réalisation du gage peut être consommée en deux mois environ. Son inscription une fois prise échappe à la nécessité du renouvellement décennal et à la déchéance par préemption.

Nous avons vu qu'il suffisait pour l'émission d'une lettre de gage, que le Crédit foncier put présenter une affectation hypothécaire correspondante. Il ne peut cependant pas consentir indéfiniment des lettres de gage.

Comme la Banque de France qui a un maximum, d'ailleurs plutôt théorique, fixé à l'émission de ses billets, le Crédit foncier ne doit pas émettre de lettres de gage pour plus de vingt fois son capital de 90 millions, soit 1.800.000.000 francs. Il lui est imposé statutairement de ne prêter que sur première hypothèque, et seulement jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur reconnue de l'immeuble.

Le monopole du Crédit foncier de France s'étend bien à l'Algérie, mais non aux colonies. Celles-ci cependant réclamaient aussi le prêt hypothécaire à long terme. On décida d'y organiser une institution similaire ; ce fut le Crédit colonial, société anonyme fondée à Paris en 1860 et dont les statuts furent approuvés par le décret du 24 octobre de la même année. Il était autorisé à prêter, soit à des propriétaires individuellement, soit à des réunions de propriétaires les sommes nécessaires à la construction de

sucreries dans les colonies françaises, ou au renouvellement et à l'amélioration de l'outillage des sucreries déjà existantes. Par disposition statutaire du Crédit foncier de France, au contraire, les prêts sur immeubles industriels ne sont pas acceptés sinon sur les réserves.

Le Crédit colonial consentait ces prêts sur la garantie d'une première hypothèque prise sur l'usine à construire et tous autres gages mobiliers ou immobiliers agréés par lui. L'emprunteur devait également justifier avoir à sa disposition des récoltes suffisantes pour l'alimentation de l'usine en vue de laquelle le prêt était effectué. L'intérêt ne pouvait dépasser 6 0/0 à moins d'une délibération spéciale du conseil d'administration, approuvée par le ministre. de la marine et des colonies et le ministre des finances.

CHAPITRE II

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT FONCIER COLONIAL. — SES OPÉRATIONS.

A la suite de certaines réclamations des colonies, ces statuts durent être modifiés ; la nouvelle rédaction fut approuvée par le décret du 31 août 1863.

La Société du Crédit colonial prenait le titre de Société du Crédit foncier colonial. Sa durée était portée à 60 ans à partir de la date de l'homologation. Le fonds social était fixé à 12 millions de francs et se divisait en 24.000 actions de 500 francs chacune.

Créée pour prêter les fonds nécessaires aux propriétaires de la Martinique et de la Guadeloupe, elle fut autorisée par un décret impérial du 7 octobre 1863 à étendre ses opérations à la colonie de la Réunion.

Elle bénéficiait comme le Crédit Foncier de France, en vertu de l'article 13 du décret (1), de la législation spéciale

(1) Sont déclarées applicables aux colonies les lois et décrets suivants :

Le décret du 1852, sur les sociétés de crédit foncier ;

La loi du 10 juin 1853, modifiant le chapitre I du titre IV du décret-loi du 28 février 1852 relatif à la purge ;

Le décret du 6 juin 1854, qui place les sociétés de crédit foncier dans les attributions du ministre des finances (art. 13, décret du 31 août 1863).

applicable à toutes les sociétés de crédit foncier autorisées comme telles, qui est contenue dans le décret-loi du 28 février 1852 et dans la loi du 10 juin 1853.

Contrairement à ce même Crédit foncier de France, qui dès le décret du 6 juillet 1854 reçut une organisation analogue à celle de la Banque de France, avec gouverneur et sous-gouverneurs nommés par le Gouvernement, la Société du Crédit foncier colonial restait une société particulière, librement dirigée par des personnes de son choix.

Elle est administrée par un conseil composé de 10 à 15 administrateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, et qui élisent parmi eux un président.

Les administrateurs sont renouvelés par cinquième chaque année et peuvent toujours être réélus. En entrant en fonctions, chacun d'eux est tenu de déposer dans la caisse de la société 50 actions, qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions (art. 19, stat.).

Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires sociales.

Il nomme et révoque les agents de la société (sur la proposition du directeur, dit un décret du 31 mars 1873), détermine leurs attributions, fixe leurs traitements, salaires... ; arrête les règlements intérieurs, autorise les prêts, procède à l'émission et à la vente des obligations (art. 25, stat.).

Le directeur est nommé par le conseil d'administration. Il est chargé de l'exécution de ses délibérations et signe tous les actes qui en sont la conséquence (art. 26).

L'assemblée générale nomme trois censeurs pour trois ans. Ils se renouvellent par tiers et sont toujours rééligibles.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires possédant au moins vingt actions. Elle se réunit de droit chaque année, au siège de la société, dans le courant du mois de mai, et, en outre, extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

Chaque membre a autant de voix qu'il possède de fois vingt actions, sans que personne puisse en avoir plus de cinq en son nom personnel, ni plus de dix tant en son propre nom que comme mandataire.

En cas de perte de la moitié du capital, la dissolution de la société a lieu de plein droit (art. 79).

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme les liquidateurs chargés d'y procéder sous l'autorité du conseil.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, approuvée par les ministres de la marine et des colonies et des finances, faire le transport à une autre société des droits et engagements de la société dissoute (art. 80).

En dehors des opérations déjà faites par le Crédit colonial : prêts à l'industrie sucrière, que nous avons rappelés plus haut, le décret du 31 août 1863 autorisait la Société du Crédit foncier colonial dans son article 3 :

« 1. — A prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles situés dans les colonies des sommes remboursables par les emprunteurs soit à long terme, au moyen d'annuités comprenant les intérêts, l'amortissement et les frais d'administration, soit à court terme avec ou sans amortissement.

« 2. — A acquérir, par voie de cession ou autrement, et à rembourser avec ou sans subrogation, des créances privilégiées ou hypothécaires dans les conditions déterminées par les statuts.

« 3. — A prêter aux colonies et aux communes des colonies, avec ou sans hypothèque, soit à long terme avec remboursement par annuités, soit à court terme avec ou sans amortissement, les sommes qu'elles auront obtenu la faculté d'emprunter.

« 4. — A créer et à négocier, pour une valeur égale au montant des prêts, des obligations foncières portant un intérêt annuel et remboursables par la voie du tirage au sort, avec la faculté d'y joindre des lots ou primes. »

Les articles 4 et 5 du décret décidaient ensuite que les dispositions spéciales du décret du 28 février 1852 et de la loi du 10 juin 1853 n'étaient applicables qu'aux prêts à long terme, long terme qui, pour les colonies, signifiait un terme relativement court : 5 à 30 ans.

Le taux de l'intérêt exigible ne devait pas dépasser 8 0/0. Les annuités comprennent cet intérêt, une prime d'amortissement et les frais d'administration qui ne pouvaient excéder 1 fr. 20 par an et pour 100 francs. Les annui-

tés furent fixées par le Crédit foncier colonial à 25 fr. 85 pour les prêts dont l'amortissement devait être terminé en 15 ans ; 10 fr. 04 s'il était de 30 ans.

Toute la matière des opérations de la société est réglée par le titre IV des statuts, intitulé « des prêts ».

Nous avons vu les précautions prises quant aux prêts faits aux propriétaires de sucrerie : justification de récoltes, première hypothèque prise sur l'usine et tous autres gages mobiliers ou immobiliers agréés par la société. Il convient d'ajouter que si le prêt est fait à une réunion de propriétaires, chacun d'eux s'oblige envers la société et prend l'engagement de porter la totalité de sa récolte à l'usine pendant toute la durée du prêt.

Pour éviter le détournement des sommes prêtées, les versements ne sont effectués qu'après justification de l'accomplissement des formalités prescrites ainsi que des conditions exprimées au contrat du prêt. Les emprunteurs ne peuvent en outre disposer, soit en totalité, soit en partie, des produits de la fabrication qu'après avoir justifié du paiement de l'annuité courante ou échue (art. 43).

Quant aux prêts faits aux propriétaires d'immeubles, ils ne peuvent être faits que sur première hypothèque. Sont considérés comme faits sur première hypothèque les prêts au moyen desquels doivent être remboursées des créances déjà inscrites, lorsque, par l'effet de ce remboursement, l'hypothèque de la société vient en première ligne et sans concurrence (art. 44).

La société n'admet pour gage que des immeubles d'un revenu durable et certain (art. 48).

En dehors des prêts faits dans l'intérêt des sucreries, le montant du prêt ne peut dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble hypothéqué. Les bâtiments des usines et fabriques ne seront estimés qu'en raison de leur valeur indépendante de leur affectation industrielle (art. 49).

La société ne consent pas de prêt inférieur à 1.000 francs (art. 50).

Les demandes de prêts adressées à la société sont soumises, dans chaque colonie, à l'examen d'une commission spéciale composée de l'agent de la société, de deux membres nommés par le conseil d'administration et de deux membres nommés par le Conseil général. Cette commission examine la régularité de la propriété, la valeur et la solidité du gage, détermine provisoirement la quotité du prêt à faire et autorise l'agent de la société à réaliser, sauf ratification du conseil d'administration, le contrat conditionnel, conformément à l'article 4 de la loi du 10 juin 1853, c'est-à-dire à inscrire l'hypothèque qui prend rang du jour de cette inscription. Puis elle adresse un rapport détaillé sur chaque affaire au conseil d'administration.

Après la déclaration de l'état supplémentaire d'inscription, comprenant celle de la société, s'il n'y a pas lieu à purge légale, ou après les formalités de la purge prescrites par le décret du 28 février 1852 et modifiées par la loi du 10 juin 1853, un acte fait à la suite du contrat conditionnel constate sa nullité ou sa réalisation définitive, suivant qu'il est ou non révélé des inscriptions ou des droits réels

grevant l'immeuble hypothéqué et de nature soit à empêcher le prêt hypothécaire, soit à modifier la situation hypothécaire acceptée par la société, en ce qui concerne les prêts faits pour construction de sucreries ou pour le renouvellement et l'amélioration des sucreries existantes.

Dans le premier cas, cet acte est signé par la société seule et contient mainlevée de l'inscription faite à son profit.

Dans le second cas, l'acte est signé par la société et l'emprunteur ; il énonce l'accomplissement des formalités et, s'il y a lieu, la remise des fonds (art. 62).

Les annuités des prêts faits aux propriétaires des sucreries sont payables par année, les autres prêts hypothécaires par semestre et d'avance.

Toute annuité ou tout semestre d'annuité non payé à l'échéance porte intérêt de plein droit et sans mise en demeure au profit de la société, au même taux que celui du prêt, et la dette devient exigible un mois après la mise en demeure.

Les sommes consacrées aux prêts aux propriétaires pour la construction de nouvelles sucreries et l'amélioration de l'outillage existant, ne devaient pas dépasser le cinquième du maximum de dix fois le capital social, imposé à l'ensemble des prêts, c'est-à-dire le double du capital. Comme contre-partie à ces prêts de toute nature la société était autorisée à créer, sous sa responsabilité, des obligations au porteur jusqu'à concurrence du montant des prêts et à les émettre successivement au fur et à mesure

des versements à effectuer aux mains des emprunteurs.

Aucune émission ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision du conseil d'administration et avec l'approbation des ministres de la marine et des colonies et des finances.

Les obligations sont au capital nominal de 500 francs à 1.000 francs et peuvent être fractionnées par coupures de 100 francs.

Elles portent un intérêt dont le taux, les époques et le mode de paiement sont fixés par le conseil d'administration. Il peut avec l'autorisation des ministres de la marine et des colonies et des finances, être attribué aux obligations des primes et des lots payables au moment du remboursement.

Ces primes et ces lots ne pourront excéder 1 0/0 du capital représenté par les obligations (art. 64 et 65).

Les obligations sont créées sans époque fixe d'exigibilité pour le capital, et remboursées par voie de tirage au sort à un nombre déterminé chaque année par le conseil d'administration. Toutefois les obligations restant en circulation ne doivent pas excéder les capitaux restant dus sur les prêts.

Remarquons que les obligations émises, contrairement à celles du Crédit foncier de France, ne sont pas divisées en deux catégories : lettres de gage et obligations commerciales. Elles représentent indistinctement l'ensemble des opérations.

Les prêts du Crédit foncier colonial sont effectués en espèces. Cela entraîne nécessairement la création et l'é-

mission continuelle d'obligations par petites quantités et nécessite des frais considérables. Pour éviter ces dépenses en disproportion avec les bénéfices, la société avait pris le parti de n'émettre les obligations qu'après la réalisation des prêts pour une somme importante, dont elle avance le montant avec d'autres ressources (1).

Dans l'assemblée générale du 27 mai 1867, le président du conseil d'administration expliquait ainsi les moyens employés pour concilier ses intérêts avec les prescriptions des statuts :

« Dans les émissions d'obligations qui servent d'aliment à nos prêts, l'expérience nous a signalé un double écueil à éviter. Si, en effet, l'émission est faite sur une petite échelle, elle entraîne des frais qui ne sont pas en rapport avec son importance. Si, au contraire, elle est d'un chiffre plus élevé, condition qui en rend la souscription plus facile, les sommes qui en proviennent ne trouvent pas immédiatement leur emploi dans les prêts demandés, et il en résulte, comme pour le dernier emprunt, des différences d'intérêts qu'il faut ensuite amortir.

« Il nous a paru qu'il était possible d'éviter ces pertes, en obtenant d'un établissement de crédit les avances nécessaires pour faire face à la réalisation des prêts en cours, et nous permettre d'attendre, pour procéder à une nouvelle émission d'obligations, que les avances à rembourser et les prêts réalisables à bref délai aient atteint un

(1) J.-B. Josseau, *Traité du Crédit foncier*, 1885.

chiffre assez élevé pour absorber une partie importante de la somme à en provenir. Nous nous sommes adressés au Comptoir d'Escompte, et au moyen d'une entente, que nos relations avec cet établissement ont rendue facile, il s'est provisoirement chargé de nos besoins.

« Le concours qu'il nous prête nous laissera toute la latitude nécessaire pour profiter des circonstances et pour déterminer à notre convenance l'importance, l'époque et les conditions de notre prochaine émission. » Les relations avec le Comptoir étaient en effet très suivies, car jusqu'en 1872, il fut le mandataire et représentant unique du Crédit foncier colonial, pour tout ce qui se rattache à la gestion extérieure des affaires sociales, au mouvement des opérations financières et à l'exécution des délibérations du conseil d'administration.

Le directeur du Comptoir d'Escompte avait tous pouvoirs de signer la correspondance et les actes de prêts autorisés par le conseil d'administration, de faire le recouvrement des sommes dues à la société, de recevoir tous remboursements anticipés, de donner toutes quittances, de signer l'endossement et l'acquit des effets.

Le rôle du Comptoir d'Escompte était d'ailleurs un simple rôle d'exécution, l'initiative et la décision appartenant à l'administration de la société.

Pour faciliter le placement de ses obligations, le Crédit foncier colonial demanda en 1863 aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion d'accorder une garantie de 2 1/2 0/0 du montant des obligations émises

en représentation des prêts réalisés. Les colonies pensèrent qu'elle serait purement nominale ; elles désiraient voir les opérations de la société s'opérer le plus tôt possible ; elles acceptèrent. Ce fut l'objet d'une série de conventions passées entre la société et le ministre de la marine et des colonies agissant, dit la convention du 8 septembre 1863 « en vertu des pouvoirs à lui confiés par le Conseil général de la Réunion le 11 juillet 1863 ».

Ces conventions portent les dates des 9 août et 8 septembre 1863, 26 juin 1865 (1).

La garantie ne pouvait excéder 250.000 francs pour la Martinique et la Guadeloupe et 500.000 pour la Réunion. Cette somme était destinée à couvrir les pertes éprouvées dans le cours d'un exercice, soit sur le paiement des annuités, dues par les emprunteurs, soit sur le remboursement des prêts après liquidation du gage.

Chaque colonie assurait de plus, pendant toute la durée du privilège la jouissance gratuite d'une maison dans laquelle seraient installés les bureaux de la société, et le passage gratuit de France dans la colonie et de la colonie en France des agents de la société, sans que la dépense puisse excéder 8.000 francs. La société s'était engagée à effectuer une somme de 10 millions de prêts à la Martinique et à la Guadeloupe ; de 20 millions à la Réunion.

(1) Les conventions passées avec les banques des Antilles furent approuvées par les décrets des 31 août et 7 octobre 1863. La convention fixant à 20 millions le minimum des prêts consentis par la société à la Réunion fut approuvée par le décret du 5 septembre 1865.

Si ce maximum de prêts venait à être dépassé, la société aurait à s'entendre avec les colonies pour qu'elles augmentassent, dans la proportion déjà fixée, le montant de la subvention annuelle inscrite à leur budget.

Ces prêts peuvent être faits soit à la colonie elle-même, soit aux communes pour l'immigration des travailleurs étrangers et travaux d'utilité pratique ou autres besoins, soit aux particuliers, mais seulement sur hypothèque.

Les conditions de ces prêts sont déterminées conformément aux articles 52 et 54 des statuts.

Chaque convention spécifie que, dans le cas où la société accorderait à d'autres colonies des conditions plus favorables, la colonie contractante serait admise de plein droit à bénéficier de l'égalité de traitement (1).

(1) Paul Dislère, *Traité de législation coloniale*.

CHAPITRE III

HISTOIRE DU CRÉDIT FONCIER COLONIAL.

On peut distinguer dans l'histoire du Crédit foncier colonial deux phases : l'une de 1863 à 1867, l'autre de 1867 à nos jours.

De 1863 à 1867 le revenu des terres est considérable, les annuités régulièrement payées. Voici quelles étaient les annuités :

Durée des prêts Années	Intérêt	Amortissement	Frais d'administration	Somme par annuité
5	8	16,658188	1,20	25,858188
10	»	6,716350	»	15,916350
15	»	3,566020	»	12,766020
20	»	2,404698	»	11,304698
25	»	1,310040	»	10,510040
30	»	0,840370	»	10,040370

Mais une série de mauvaises récoltes allait bientôt changer la situation. A la Réunion, les plantations sont ravagées par une sécheresse persistante, la maladie de la canne et un insecte qui détruit la saccharine des tiges. Plus tard, va survenir une énorme baisse dans le prix des sucres. L'annuité, calculée sur un revenu double, n'est plus garantie que par un revenu moitié moins considérable. Les planteurs ne peuvent payer.

La société peut, si les annuités ne sont pas régulièrement

payées, procéder à l'expropriation des immeubles hypothéqués et réclamer du nouvel acquéreur le prix ferme et immédiat. Elle peut également continuer simplement l'opération avec les acquéreurs nouveaux en vertu d'une clause du procès-verbal d'adjudication.

Le Crédit foncier expropria. Presque tous les emprunteurs durent abandonner leurs propriétés. A la Réunion sur quatre-vingt-un prêts, il y eut soixante-trois expropriations. Mais personne ne se présenta pour acquérir les immeubles mis aux enchères. Or, lorsqu'il ne se présente pas d'acquéreur pour un prix égal au montant des prêts consentis par la société, celle-ci peut se porter adjudicataire. Sur les vingt-sept expropriations effectuées de 1867 à 1873 elle se porta vingt-trois fois adjudicataire, faute d'enchérisseurs (1).

Le Crédit foncier colonial devenait propriétaire ; mais cela ne lui assurait pas de revenus et il devait payer l'intérêt des obligations émises. Il décida de faire appel à la garantie coloniale.

La société s'était portée deux fois adjudicataire dans le courant de l'année 1866 et subissait de ce chef une perte de 508.812 francs, excédant de 119.387 francs la garantie coloniale, ne s'élevant qu'à 389.425 francs, pour les 15.577.000 francs, de prêts réalisés.

Le 19 octobre 1867, le directeur de l'agence du Crédit foncier colonial à la Réunion présente au directeur de

(1) J. B. Josseau, *Traité du Crédit foncier*.

l'intérieur une demande d'inscription au budget de la colonie pour 1868 de la somme de 389.425 francs.

L'ère des difficultés commençait.

La colonie soutint que la garantie n'était réclamable qu'après le 31 décembre 1867, le cours de l'exercice (art. 4 de la convention) comprenant le temps écoulé du 1^{er} janvier au 31 décembre et non du 1^{er} octobre au 30 septembre, et ne voulait inscrire la somme demandée qu'au budget de 1869. Elle se refusait, en outre, à accepter la compétence des tribunaux administratifs et voulait porter son différend devant la juridiction ordinaire.

Le Conseil d'Etat (Cont., 16 mai 1873) et la Cour de cassation (Civ., 3 avril 1874) se sont prononcés en sens contraire.

Un arrêt du Conseil d'Etat (Cont., 9 avril 1875, colonie de la Réunion contre Crédit foncier colonial) trancha en faveur de la société du Crédit foncier la plupart des contestations soulevées par la colonie.

Celle-ci réclamait que la somme due par la colonie à titre de garantie annuelle ne fût exigible qu'à la fin de l'exercice en vertu des articles 3 et 4 de la convention. Le Crédit foncier demandait, au contraire, qu'une somme égale au maximum fût inscrite éventuellement au budget, de manière à ce que le paiement de la somme suivit immédiatement la réalisation de la perte et fut exigible le 1^{er} janvier suivant.

La colonie refusait de tenir compte des prêts dont les gages expropriés avaient été attribués à la société elle-

même ou à des tiers. Elle demandait également que l'on considérât non les prêts réalisés mais les obligations émises en représentation de ces prêts, pour former l'élément du calcul de la garantie.

Le Conseil d'Etat lui donna tort. Considérant notamment que « à la vérité l'article 3 de la convention de 1863 dispose que la somme garantie doit être calculée chaque année, dans la limite du maximum, à raison de 2 1/2 0/0 du montant des obligations émises en représentation des prêts. Mais que si cet article n'a prévu que le cas où la compagnie, conformément à l'usage des sociétés de crédit foncier, aura émis des obligations pour effectuer ses prêts, il n'a pas eu pour but et ne peut avoir pour effet d'exclure du calcul de la somme garantie les prêts faits en exécution de l'article 4 de la convention, mais en représentation desquels il n'aurait pas été émis de lettres de gage ; qu'il importe peu à la colonie que l'argent affecté aux prêts par elle stipulés proviennent d'une émission d'obligations ou de toute autre source », il déclare « la colonie de la Réunion mal fondée à prétendre qu'il ne devait pas être tenu compte, pour le calcul du maximum de garantie, des prêts ouverts au moyen des fonds empruntés au Comptoir d'Es-compte ».

La colonie réclamait qu'en vertu de l'article 6 elle pût toujours exiger la production de l'état des débiteurs en retard et l'exécution de ces débiteurs.

Le Conseil d'Etat fut encore d'avis que lorsque la société ne réclamait pas la garantie pour le service de l'annuité

non payée, la colonie n'avait pas le droit de demander l'expropriation immédiate du gage ; par suite n'avait pas intérêt de demander l'état des débiteurs en retard dans l'état annuel des pertes, mais également que le Crédit foncier colonial renonçait définitivement alors à en demander le remboursement à la colonie, notamment lors de l'expropriation du gage.

Un décret du 28 octobre 1872 approuva la séparation du Crédit foncier colonial et de la société du Comptoir d'Escompte de Paris, et donnait au directeur de la société les pouvoirs anciennement confiés à cet intermédiaire officiel. Il autorisait en outre la société à modifier ses statuts, de façon à faciliter la revente des immeubles qu'elle aurait été obligée d'acquérir à la suite de l'exécution du débiteur. Cette modification fut approuvée par le décret du 31 mars 1873, rendu sur l'avis favorable du ministre des finances en date du 29 février 1872.

Elle consistait principalement dans l'addition à l'article 25 de l'alinéa suivant : « Il (le conseil) autorise pareillement en vue d'une prompte revente, l'acquisition à l'amiable et aux enchères, ou l'affermage de tous immeubles ou usines nécessaires pour l'exploitation fructueuse des propriétés adjudgées à la société, tous emprunts avec ou sans constitution d'hypothèque, tous actes de gestion des propriétés acquises et nommément tous achats et ventes de denrées et d'instruments de travail pour le compte de fermiers, usiniers et planteurs, toutes avances sur chargement en consignation de leurs denrées (1). »

(1) Proposition de loi de MM. Louis Brunet et de Mahy, 1895.

Les représentants des colonies avaient demandé que l'on reconnût nécessaire l'avis préalable des Conseils généraux ; mais le Gouvernement repoussa leur prétention, conformément à l'avis de la commission provisoire des travaux publics du Conseil d'Etat, estimant que « cette intervention des Conseils généraux n'est pas justifiée en droit ; qu'aucune disposition de loi ou de règlement n'appelle ces assemblées à donner leur avis sur les statuts des sociétés anonymes qui feraient des opérations aux colonies ; que si le Crédit foncier colonial a passé une convention avec les colonies, cette circonstance n'autorise pas les Conseils généraux à s'opposer à la modification des statuts et leur donnerait seulement le droit d'intenter une action contre la société dans le cas où la modification qui serait autorisée porterait atteinte aux droits qui résultent de la convention ».

Le Conseil général de la Réunion protesta. Le 5 novembre 1874, il votait une résolution condamnant la transformation accordée à la société qui « en se transformant ainsi se mettra nécessairement dans l'impossibilité de continuer ses prêts ; elle repoussera par des fins de non-recevoir les nouvelles demandes d'emprunt, et le but que s'était proposé la colonie en donnant sa garantie ne sera plus atteint... Il y a plus, l'article 7 de la convention du 8 septembre 1863 qui lie la société envers la colonie doit interdire les modifications demandées dans les nouveaux paragraphes insérés dans l'article 25 des statuts ».

Voici le texte de l'article 7 :

« Dans le cas où l'expropriation ayant été poursuivie, la société se rendrait adjudicataire de l'immeuble constituant le gage moyennant un prix supérieur à la somme restant due sur le prêt, elle devra faire profiter la colonie jusqu'à concurrence du capital que celle-ci aura fourni en exécution de la garantie, de la plus-value qui pourra résulter de la revente.

« L'époque et les conditions de cette revente seront déterminées d'un commun accord entre la société et la colonie. »

La colonie de la Réunion condamnée le 9 avril 1875 à payer à la société la somme totale de 1.127.484.fr.01, pour le montant des pertes éprouvées pendant les années 1868, 1869 et 1870, s'est libérée de ces différentes condamnations et a acquitté en outre le montant des pertes subies en 1867. Elle s'est depuis régulièrement acquittée des subventions dont elle était débitrice, mais sans cesser de se plaindre du fonctionnement du Crédit foncier, qui, dit-elle, agriculteur, industriel, commerçant, banquier, fait de plus des prêts sur récoltes pendantes, au préjudice de la banque de la Réunion.

Une proposition de loi fut déposée par MM. de Mahy et Brunet, le 28 mars 1896 sur le bureau de la Chambre et renvoyée à la Commission des Colonies.

Les représentants de la Réunion déclaraient qu'en tant que société de prêt foncier le Crédit foncier n'existait plus et qu'en tant que société agricole et industrielle, il n'avait pas d'existence légale. « Il se livre, disaient-ils, à des opé-

rations autres que celles pour lesquelles il a été institué. Chaque jour de son existence consacre une violation de la loi en même temps qu'une atteinte aux conventions qu'il a signées. »

Et l'article unique portait :

« Le décret de 1873 pris en violation des contrats et de la loi est abrogé.

« La société de Crédit foncier colonial, constituée en 1863, ayant encouru la déchéance, l'autorisation accordée le 31 août 1863 est révoquée pour non exécution et violation des statuts. Le Gouvernement est invité à faire procéder à la liquidation conformément à l'article 11 du décret du 31 août 1863. »

La société est en liquidation judiciaire depuis juin 1892 ; un concordat a été conclu entre elle et ses créanciers, une réduction d'intérêt consentie. Elle veut liquider et pour mettre fin aux mille difficultés d'interprétation, elle a signé une transaction avec la colonie, transaction approuvée par le Conseil général de la Réunion dans sa séance du 21 juillet 1896. La convention de 1863 est résolue moyennant le versement d'une somme de 3.500.000 francs payable en huit années avec intérêt à 5 0/0 (1).

(1) Cette transaction ayant été assimilée à un emprunt, et l'administration refusant son approbation, une nouvelle transaction a été approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 février 1899 dans les termes suivants, votés par le conseil général le 24 décembre 1898 : « Résiliation pure et simple de la convention du 8 septembre 1863 ; quittance échangée entre parties ; renonciation à toutes contestations généralement quelconques moyennant versement à la société de Crédit foncier colonial, et dans la colonie, d'une

En somme la société, dont les actionnaires ne touchent plus depuis bien longtemps aucun dividende, agit en honnête débitrice et travaille pour ses créanciers, les obligataires. Mais nos colonies ne peuvent lui pardonner d'avoir grevé leurs budgets et surtout d'avoir justifié la prophétie faite par M. Tiphaine, en lisant son rapport au Conseil général de la Réunion le 4 novembre 1872 : « Que l'article 25 soit adopté et une nouvelle Compagnie des Indes est fondée et avant qu'il soit longtemps la société du Crédit foncier pourra dire avec raison : la colonie, c'est moi. »

Si, à la Martinique, elle ne possède que des créances impayées, et un domaine important à la Guadeloupe, elle est bien, à la Réunion, devenue la maîtresse de l'île. Elle a d'ailleurs transformé la fabrication qu'elle a modernisée ; elle a amélioré l'outillage des sucreries pour lequel elle a dépensé 3.500.000 francs. Le Crédit foncier a porté l'ancien rendement de 33 tonnes à l'hectare au taux de 53 tonnes, et montré à nos compatriotes de la mer des Indes les procédés agricoles et industriels les plus perfectionnés (1). Malheureusement les colons qui pourraient librement suivre son exemple sont rares. On a pu dire que la société propriétaire de ses trente habitations et des huit usines, qu'elle a gardées des quinze qu'elle avait créées, n'a laissé subsister à côté d'elle qu'un seul autre grand propriétaire absolument indépendant (2).

somme de 250.000 francs, payable en un seul terme sur l'exercice courant. »

(1) Déposition Lepelletier de Saint-Rémy, Note sur le Crédit agricole mobilier.

(2) Isaac, deuxième rapport.

Elle ne consent plus de prêts. Elle a trompé les prévisions de J.-B. Josseau, déclarant en 1885, dans la dernière édition de son *Traité du Crédit foncier*, que la fermeté et la prudence dont la société avait fait preuve dans la liquidation des affaires restées à sa charge après l'expropriation de quelques-uns de ses emprunteurs, permettait d'espérer qu'elle pourrait écarter tous les obstacles et reprendre la situation que ses fondateurs avaient voulu lui donner. Mais il n'en reste pas moins vrai, qu'« instituée pour venir en aide à la production coloniale et organisée d'après des règles très sages, cette société devait rendre de grands services aux colonies et réaliser elle-même des bénéfices. Malheureusement, des circonstances fatales, que l'on ne pouvait prévoir, une série de mauvaises récoltes, des cyclones d'une violence extrême, ruinant plusieurs contrées, et aussi, il faut bien le dire, les difficultés soulevées par l'administration coloniale, quand il s'est agi de payer les garanties convenues, tout a concouru à rendre sa tâche difficile (1). »

On a été généralement trop sévère pour le Crédit foncier colonial.

Que la Réunion lui ait versé plus de 5 millions, qu'il ait touché des emprunteurs plus de 2 millions, que les immeubles qu'il a revendus à des tiers l'aient été pour plus de 1.300.000 francs, sur lesquels il a touché 485.000 francs; qu'il détiennedegages « estimés lors des prêts » à 31.406.000 fr.,

(1) J.-B. Josseau, *Traité du Crédit foncier*.

et qu'il n'ait effectué que 15.617.000 francs de prêts, dans l'île (1), nous l'admettons volontiers. Mais ce n'est vraiment pas la faute de la société si la récolte de sucre qui s'élevait avant 1863 à 70.000.000 et 75.000.000 de kilogs est tombée à 30 millions en 1864, si le prix du sucre a baissé depuis de 50 0/0, et enfin si pour ces diverses raisons il ne trouvait pas d'enchérisseurs aux adjudications.

L'Algérie vinicole n'a pas traversé de crise comparable à celles de nos colonies sucrières, et cependant il résulte des annexes publiées à la suite du rapport à l'assemblée générale annuelle de la banque d'Algérie que plusieurs des propriétés expropriées pour insolvabilité du débiteur n'ont pas trouvé preneur à la moitié ou même au quart de la somme prêtée (2).

Il y a vraiment de l'exagération dans les attaques auxquelles la société est en butte de la part des Conseils généraux de nos colonies sucrières et que renouvelait encore dernièrement l'auteur d'une thèse soutenue devant la Faculté le 7 juin 1899, thèse pleine d'aperçus fort justes d'ailleurs sur d'autres points, et à laquelle nous nous sommes reporté bien souvent dans le cours du présent travail.

M. Pierre Denizet, rappelant l'article 7 de la convention de 1863, et les 5 millions déjà payés par la colonie de la Réunion, sans rien toucher en retour sous forme de la plus-value qui devait lui revenir en cas de revente par la société, à un taux plus élevé que le montant du prêt

(1) Proposition de loi Louis Brunet et de Mahy.

(2) Paul Leroy-Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, 1897.

encore dû, des biens sur lesquels elle se serait portée adjudicataire, déclare que « dès lors tout l'effort de la société a tendu à empêcher la revente des immeubles qu'elle possédait, et à en acquérir d'autres ; elle trouvait très commode de toucher à la fois leurs revenus et la garantie coloniale. Pour rendre impossible la revente, obligatoire en droit, elle en a augmenté la valeur par des améliorations qui ont eu en même temps l'avantage pour elle d'accroître considérablement la production ».

Nous ne croyons pas trop à ces projets machiavéliques ; la société a amélioré la production pour tirer un revenu qui permette de solder ses propres créanciers et non pour empêcher la revente. Comment sérieusement accuser le Crédit foncier colonial d'avoir tenté un accaparement de toutes les plantations de cannes, à l'heure où l'industrie du sucre traversait une crise aussi redoutable ?

Les revendications des Conseils généraux des colonies sont un peu suspectes, le réquisitoire de leurs représentants trop intéressé. Il y a dans l'hostilité systématique qu'ils montrent à l'égard du Crédit foncier colonial, un des multiples aspects de cette haine des classes, ou plutôt des races qui règne dans nos colonies sucrières. Haine des hommes de couleur contre les blancs, et qui pis est des coloniaux contre les Européens.

Le Conseil général de la Réunion défend comme sa propre chose la banque coloniale, constituée pour la plus grande part avec des capitaux de Bourbon et s'efforce de ruiner par tous les moyens le Crédit foncier, œuvre des blancs, et des capitalistes métropolitains.

On devrait pourtant bien laisser en paix le Crédit foncier. Il a assez souffert. Croit-on que devant les exigences, parfois la mauvaise foi des conseils locaux, d'autres capitaux français vont accepter de prendre la place qu'il abandonne.

Il faut les attirer par une attitude plus conciliante. D'ailleurs, avant la transaction qui résout la convention de 1863, le projet de Mahy et Brunet était bien inutile pour « assigner un terme à l'occupation de ces immenses domaines qui ont servi de gage au Crédit foncier et dont le morcellement pourrait ramener la prospérité dans l'île » (1). Le Comité consultatif du contentieux de la marine et des colonies déclarait le 21 janvier 1884 que, si l'administration ne peut faire d'elle-même aucun acte qui la substituerait au Crédit foncier colonial, elle peut néanmoins avoir recours à la juridiction compétente (Conseil du contentieux administratif) non pour poursuivre directement la vente, mais pour obtenir une décision en enjoignant à la société d'y procéder dans un délai imparti et ce à peine de dommages-intérêts pour retard.

On ne le faisait pas, parce qu'on ne savait où trouver les acheteurs ; le Crédit foncier aurait été sans cela très heureux de se débarrasser de son domaine. Ce qu'il désire garder uniquement, ce sont ses usines centrales, aujourd'hui superbement outillées.

En quoi cela gêne-t-il la colonie ? Sans lui, ces usines

(1) Projet de loi de MM. de Mahy et Brunet, 1893.

n'existeraient même peut-être pas et seules elles parviennent à baisser le prix de revient du sucre à un taux qui permette encore d'en fabriquer. Constituons une nouvelle société de crédit permettant aux planteurs ou aux associations de planteurs d'exploiter avec son aide les propriétés cédées par le Crédit foncier. Cette nouvelle société n'échouera pas comme la première. Celle-ci a été victime de faits qui, sans doute, ne se renouvelleront plus. On a vu le sucre baisser de 65 à 25 francs. Il baissera peut-être encore, mais certes pas dans ces proportions-là.

Elle devra se conduire avec prudence, ne consentir les prêts que gagés sur un revenu bien certain et surtout ne pas les exagérer. Là est le danger. L'on sait que c'est cette exagération qui a causé les derniers scandales des banques hypothécaires allemandes.

Il y a près de 20 ans, on en trouvait déjà la critique dans un rapport du consul des Etats-Unis à Aix-la-Chapelle. « Un habitant de cette ville, disait M. Dubois, souhaitait acheter une maison dans une ville avoisinante pour en faire une usine. Le propriétaire demandait 40.000 francs. L'acheteur accepta, quelque peu surpris de la modicité de la somme : il alla voir son homme d'affaires pour prendre les derniers arrangements avant de conclure l'opération. Ce dernier lui apprit que la propriété était hypothéquée à concurrence d'une somme de 100.000 francs, que l'établissement ne valait pas et n'avait jamais valu. Il y avait là une escroquerie ; mais cependant cet exemple est inté-

ressant pour montrer l'exagération du crédit en Allemagne » (1).

La nouvelle société de crédit, que nous voudrions voir prendre la place abandonnée par le Crédit foncier, serait celle que formerait la fusion des trois anciennes banques coloniales de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion.

(1) Reports from the consuls of the united states on the credit and trade's system of several districts, 1884.

CINQUIÈME PARTIE

LE CRÉDIT A MOYEN TERME

CHAPITRE PREMIER

LA PROROGATION DU PRIVILÈGE DES BANQUES COLONIALES.

Le privilège des banques coloniales expirait le 10 juillet 1894. Le Gouvernement n'ayant déposé avant cette date aucun projet de loi de prorogation, on en revint, comme en 1871, au régime des décrets. Le 10 juillet 1894 paraissait un décret prorogeant le privilège jusqu'au 1^{er} janvier 1896.

Devant la situation embarrassée de ces institutions de crédit, le Gouvernement ordonnait des enquêtes, des inspections minutieuses, demandait des rapports à la commission de surveillance et à l'agent central, consultait les Conseils généraux des colonies intéressées et enfin nommait une commission extra-parlementaire, présidée par M. le sénateur Magnin, gouverneur de la Banque de France. Cette commission chargée de l'examen des diverses ques-

tions se rattachant à l'étude du renouvellement du privilège des banques coloniales, devait préparer le projet de loi à soumettre aux Chambres.

Déposé le 29 juin 1895, il n'est pas encore venu en discussion. Il concluait au renouvellement du privilège, comme le rapport présenté par la commission de surveillance, et adoptait la plupart des mesures proposées par cette dernière en présence des abus découverts et qui auraient pu être évités, disait-elle, « si le département avait été éclairé en temps utile et s'il avait disposé de moyens de sanction autres que ceux laissés à l'appréciation du gouverneur ».

Le projet a été examiné par la commission des colonies. Son président, l'amiral Vallon, après avoir laissé dormir la question un certain temps, désigna comme rapporteur M. Leveillé, l'éminent professeur à la Faculté de Droit de Paris, qui devait le remplacer peu après au fauteuil présidentiel.

M. Léveillé présenta un premier rapport, exposant le système général des banques coloniales créées en 1851 ; M. Isaac, député de la Guadeloupe déposa ensuite un second rapport où il examinait « de quelle façon les banques ont généralement rempli la mission pour laquelle elles avaient été créées ».

Enfin M. Louis Brunet, député de la Réunion, vint dans un troisième rapport déclarer que la commission, d'accord avec le Gouvernement, était « d'avis de sauvegarder l'existence des banques coloniales en renouvelant le privilège

que leur avait accordé la loi du 24 juin 1874, sous le bénéfice des modifications proposées » destinées à « assurer aux établissements financiers de nos vieilles colonies une indépendance qui peut être d'autant plus féconde qu'elle s'exercera sous le contrôle protecteur de l'Etat ».

La question était donc étudiée et bien, par des hommes compétents, les députés des colonies intéressées et M. Léveillé, qui a fait lui-même un séjour aux Antilles. Mais le projet ne put venir en ordre utile avant la fin de la législature. Tout est à recommencer.

Il faudrait se hâter pourtant de faire sortir les banques de nos colonies sucrières d'une position absolument anormale. Si la banque d'Indo-Chine a vu son privilège institué par décret, les banques coloniales sont nées d'une loi. Leurs statuts eux-mêmes ont été approuvés par le pouvoir législatif. Certes, en 1871, il a fallu s'incliner devant la nécessité ; et des mesures plus pressées sollicitaient alors l'attention du Parlement. Il en est tout autrement aujourd'hui et il serait inexcusable de laisser se prolonger cette situation, non seulement illégale, mais même dangereuse. « Une matière est réglée soit par une loi, soit par un décret ; elle ne peut l'être tantôt par une loi, tantôt par un décret. Qu'arriverait-il si, se basant sur ce fait que le privilège d'une des banques est légalement expiré depuis le 11 septembre 1894, le débiteur de cet établissement de crédit soutenait devant les tribunaux que la banque n'a plus qualité pour le poursuivre, a perdu le caractère qui lui donnait la personnalité civile (1). »

(1) Bourgneuf, *Journal des chambres de commerce*, 1897.

Quand est venue, en 1899, la discussion sur la prorogation du privilège de la banque d'Algérie, M. le sénateur Isaac a fait allusion à cette situation et demandé si elle serait bientôt régularisée. Le ministre des colonies a répondu que son département et celui des finances n'avaient point encore pu se mettre d'accord !

Espérons qu'ils le sont aujourd'hui, que le Gouvernement se décidera bientôt à poser la question devant le Parlement et lui demandera de voter au plus vite le renouvellement du privilège, si l'on entend toutefois le renouveler. Mais dans quelle forme ? Une longue discussion avait précédé l'élaboration du projet de loi de 1895.

Dans la commission extra-parlementaire on avait proposé d'établir une banque unique ayant son siège à Paris et à peu près du même type que la banque d'Indo-Chine. Certains ont insinué depuis, qu'il s'agissait tout simplement là d'une tentative de la banque d'Indo-Chine elle-même pour s'assimiler les banques coloniales.

On s'est demandé également s'il ne conviendrait pas, au lieu de maintenir l'autonomie des banques coloniales de les rattacher à la Banque de France (1).

Nous n'en voyons pas l'utilité. Les banques coloniales ont rendu et peuvent rendre encore à nos colonies sucrières de grands services. Quelques modifications sont à apporter aux statuts, puis il faut leur imprimer une direction ferme, et prudente, d'autant plus prudente que ces

(1) Cauwès, *Cours d'Economie politique*.

établissements opèrent dans les contrées où les crises sont périodiques et violentes.

La banque doit les prévoir, ces crises ; tenter sinon de les prévenir tout au moins de les atténuer, et pour cela ne jamais se départir de son rôle très strict d'organisme financier.

Il ne faut plus qu'elle soit jamais considérée comme le personnage ami, aux moyens d'action puissants, vers lequel tous tendent les bras en cas de danger. Les banques coloniales doivent être des banques et non des bureaux d'assistance privée, ou même de prêts d'honneur.

Il ne faut plus voir se répéter les incroyables abus que dévoile cette circulaire d'un directeur de l'intérieur invitant les chefs de service à lui fournir la liste des fonctionnaires sous leurs ordres, qui figureraient parmi les débiteurs de la banque, soit comme souscripteurs, soit comme endosseurs d'effets admis à l'escompte. Il était enjoint à ces fonctionnaires de se libérer dans le délai de six mois (1).

Comment s'étonner que beaucoup de créances restent en souffrance. Ouvrir, sous prétexte d'escompte de papier de commerce, des crédits à découvert à des fonctionnaires, n'ayant souvent d'autres ressources que leur traitement, c'est encore plus dangereux que de consentir à des maisons sérieuses de ces commandites que dissimulent des effets « à la nourrice » renouvelés plusieurs fois à l'échéance, souvent indéfiniment. Or la pratique de ce système de

(1) Bouchié de Belle, *Journal des économistes*, 1895.

dissimulation a conduit déjà bien des établissements à leur ruine. D'après M. Paul Leroy-Beaulieu, il semble bien, par exemple, que ce soit elle qui ait acculé la Société des Dépôts en comptes-courants, au capital de 80 millions, à la liquidation survenue en 1891.

Nous ne voulons pas faire l'histoire des banques coloniales, mais tant qu'elles sont restées dans la limite des attributions permises, tant qu'elles n'ont pas cédé aux sollicitations de planteurs en désarroi au moment des crises, leur position s'est maintenue très florissante.

Dès l'exercice 1854-1855 les banques de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, donnaient à leurs actionnaires des dividendes montant respectivement à 7 fr. 35, 6 fr. 20 et 6 fr. 73 0/0 ; 9 fr. 23, 7 fr. 50 et 9 fr. 35 en 1856-1857.

De 1857 à 1874, la moyenne des dividendes se maintenait à 10 3/4, 7 1/2 et 8 2/3 (1).

De 1878 à 1884, elle s'est maintenue à plus de 15 0/0 à la Martinique ; à la Guadeloupe les dividendes ont varié de 10 à 15 0/0 ; à la Réunion de 17,20 à 22 0/0.

Leurs actionnaires n'ont donc pas eu à regretter les 3 0/0 que rapporteraient les titres prélevés sur l'indemnité de 1849, ni en tant que bailleurs de fonds, ni en tant que colons, car c'est grâce à l'institution des banques seule que, malgré l'abolition de l'esclavage, la production des Antilles et de Bourbon était remontée en 10 ans au-dessus des chiffres antérieurs à la grande mesure de 1848.

(1) Adolphe Courtois, *L'économiste français*, 1874.

Elles ont largement contribué à l'abaissement et à la régularisation du taux de l'escompte, et sans elles l'agriculture coloniale accablée il y a cinquante ans sous le poids d'une dette formidable égale à la moitié ou aux deux tiers de la valeur de la propriété, n'aurait pu refaire son outillage et maintenir la production.

La dette hypothécaire des trois colonies de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique à la veille de l'émancipation, ne s'élevait pas à moins de 230 millions, suivant les évaluations les plus modérées ; le double du montant de l'indemnité.

« Pour la Guadeloupe seule, dit M. Isaac, la dette inscrite quelques années avant 1848 était évaluée à 94 millions. En 1861, elle n'était plus que de 37 millions 1/2 environ. Il est vrai que le chiffre de 94 millions peut avoir été exagéré, beaucoup d'inscriptions n'ayant pas été radiées ; il est vrai que bien des transactions et de très fortes concessions intervinrent dans les règlements ; mais il n'en est pas moins vrai aussi qu'une part très importante de cette dette avait été, dans un intervalle relativement court, régulièrement et effectivement éteinte. Le pays l'avait pu faire, grâce surtout aux conditions procurées au crédit par la banque (1). »

On a indiqué également cet autre résultat excellent obtenu par les banques coloniales et qui n'avait pas été prévu par le législateur de 1851. Prêtant sur matières

(1) Isaac, deuxième rapport.

d'or et d'argent, la banque de la Martinique faisait office de Mont-de-piété et aurait rendu ainsi de grands services à la population ouvrière, qui peut de la sorte se soustraire aux exigences usuraires des prêteurs sur gages (1).

En 1864, le conseil d'administration de la banque de la Guadeloupe chercha à fonder, au profit de la classe ouvrière, une sorte de caisse d'épargne sous la forme d'un compte-courant spécial ouvert à tout travailleur indigène ou immigrant qui viendrait déposer ses épargnes à la banque. Le minimum de chaque dépôt aurait été de 10 fr., et un intérêt de 4 0/0 aurait été servi aux déposants qui auraient pu opérer à volonté le retrait de leurs fonds.

La tentative était très louable et pouvait réussir. Malheureusement l'article 17 des statuts déclare que les sommes versées à titre de dépôt ne peuvent porter intérêt. La commission de surveillance dût s'opposer à la résolution prise par le conseil d'administration. Le rôle que ce dernier aurait voulu faire jouer à la banque de la Guadeloupe a été rempli à la Réunion, jusqu'à la faillite de 1892, par la Société de Crédit agricole, qui recevait des dépôts depuis 1 franc des travailleurs hindous ou africains, à qui elle remettait des livrets nominatifs ou au porteur.

On a reproché aux banques d'avoir abusé du crédit. L'abus a été réel ; mais, sinon excusable, il est tout au moins explicable par les habitudes spéciales de nos créoles.

(1) Henrique, *Les colonies françaises*, 1889.

« A la Guadeloupe, déclare M. Charles Bartlett, consul des Etats-Unis, le crédit est devenu une nécessité. Aussitôt qu'un planteur ou un négociant a amassé quelque fortune, il va en jouir en France, laissant son successeur sans capitaux et ne pouvant donner suite à ses affaires sans le système du crédit ! Ce fait me paraît suffisant pour expliquer la rareté du numéraire et la perpétuité du système désavantageux du crédit » (1).

Et le crédit n'est-il nécessaire que dans les colonies françaises ; allons à Maurice, colonie anglaise et écoutons un autre consul américain, M. Prentis. Vous me demandez dans quelle proportion le crédit est employé dans l'ensemble des transactions de Maurice ? écrit-il à son Gouvernement ; dans une proportion considérable. Le commerce de l'île repose tout entier sur les fabriques de sucre et les trois quarts au moins des plantations travaillent au moyen des avances accordées. Une preuve : dès qu'il est fabriqué le sucre est aussitôt dirigé sur les villes et emmagasiné ; les warrants en sont aussitôt transmis aux banques et autres créanciers.

Aussi quand on parle de rattacher les banques coloniales à la grande banque d'émission métropolitaine, nous dirions volontiers que détruire ces établissements qui, « dans leur modeste sphère, ont rendu des services signalés et cela pour le plaisir d'augmenter encore la force d'un

(1) Reports from the consuls of the united states on the credit and trade's system.

gérant peut paraître un acte fâcheux de centralisation systématique (1) ».

D'ailleurs, c'est du crédit qu'il faut à nos colonies sucrières. Et la Banque de France ne tient en temps normal, sauf ses prêts sur titres, qu'une situation des plus effacées comme institution du crédit. « Elle est surtout et par excellence une maison de caisse. Elle est la banque des banquiers, c'est-à-dire qu'elle détient une bonne partie de leurs réserves, elle compense leurs comptes entre eux, elle effectue leurs recouvrements (2). »

Ce n'est qu'un côté très accessoire des banques de nos colonies sucrières.

Il n'en est pas moins vrai que le fractionnement du crédit colonial nuit à son expansion. Faut-il pour cela, comme on l'a proposé, réunir en une seule les trois banques d'Amérique ; ou la banque de la Réunion à la banque de l'Indo-Chine, plus simplement accorder cours légal aux billets de chacune d'elles dans les deux autres colonies à charge de réciprocité. Nous préférons, quant à nous, réunir en un seul établissement les trois banques de nos colonies sucrières, qui ont à se livrer à des opérations semblables et se trouvent en face de problèmes identiques. Mais nous ne croyons pas devoir nous rallier à l'opinion de ceux que contenteraient simplement les changements aux statuts proposés par le projet de loi de 1895.

(1) Arthur Girault, *Législation coloniale*.

(2) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*.

Nous ne voulons pas tout d'abord que le directeur de chaque banque soit son maître, parce que les colons actionnaires se croient alors les maîtres à leur tour du directeur et de la banque, et le sont trop souvent en réalité. L'expérience de ces derniers temps le prouve assez. Les banques de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion ne doivent être que les agences d'une banque centrale, dont le siège sera en France, comme celui de la banque d'Indo-Chine.

Nous croyons volontiers avec M. Brunel qu'il faut que les directeurs installés aux colonies ne soient que des intermédiaires, obligés pour consentir des prêts d'une certaine importance, d'en « référer au siège, et que ce serait là le seul moyen de soustraire les banques aux influences locales, politiques ou autres (1).

L'Etat n'exercera sur l'administration de la banque que le contrôle qui lui appartient légitimement en raison du privilège d'émission qu'il lui accorde. Le décret de création de la banque d'Indo-Chine porte qu'un commissaire du Gouvernement nommé par le ministre doit être convoqué à chaque séance du conseil d'administration et à chaque assemblée générale. Il a pour mission de veiller à l'observation des statuts ; il se fait représenter l'état des caisses, les registres et le portefeuille. Il propose les mesures qu'il croit utiles et adresse chaque mois un rapport au ministre. Des censeurs administratifs, également nom-

(1) Brunel, *L'Etat et l'individu dans la colonisation française moderne*, 1898.

més par le ministre, remplissent la même mission dans les succursales. La banque est soumise à l'autorité de la commission de surveillance des banques coloniales (art. 5 du décret de 1875).

Elaborez des statuts sages, rendez un décret d'administration publique qui les mette en vigueur ; nommez des surveillants habiles et scrupuleux et laissez la banque agir librement.

La commission de surveillance s'illusionne en croyant « dégager autant que possible la responsabilité du Gouvernement » par ce fait que le trésorier colonial, jusque-là administrateur de droit, deviendrait un second censeur légal qui, sous le nom de commissaire du Gouvernement aurait le droit d'assister à toutes les séances du conseil d'administration.

Le projet du Gouvernement propose de créer une inspection spéciale, qui sera faite tous les deux ans par des inspecteurs coloniaux délégués à cet effet, et qui ne coûtera rien à l'Etat, parce que chaque banque paiera les frais occasionnés par le séjour des inspecteurs chez elle. Cela est bien étrange. Pourquoi une inspection spéciale ? Que font donc ceux qui sont chargés de l'inspection locale ? Si le mode déjà institué est inefficace pour maintenir une exacte observation des statuts, c'est qu'il est mauvais, supprimez-le ; ou que les agents chargés de l'inspection se montrent inférieurs à leur mission, dans ce cas changez-les.

Le projet comble de plus une lacune en indiquant la

ligne à suivre en cas de dissolution ou de liquidation. Enfin, pour prévenir la violation des statuts, il propose, dans certains cas déterminés, d'empêcher toute distribution de dividende. Le gouverneur de chaque colonie avait déjà le droit d'interdire toute répartition, et il le faisait généralement quand des pertes avaient été constatées et sur l'avis de la commission de surveillance. Désormais, même sans pertes constatées, l'interdiction devient obligatoire dès que certains articles des statuts auront été violés. Le ministre des colonies, après avoir pris avis de la commission de surveillance, ordonne que les sommes qui devaient être distribuées soient versées au fonds de réserve. Les prescriptions qui doivent avoir été rigoureusement observées, pour permettre toute répartition, sont contenues aux paragraphes VI, VII et VIII de l'article 4 de la loi organique ; articles 13, § 1, 22 et 23, 25, § 2 des statuts (1) :

Le montant des billets en circulation ne peut en aucun cas excéder le triple de l'encaisse métallique.

La banque ne peut emprunter sur des billets à ordre souscrits par elle.

Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes-courants ne peut excéder le triple du capital social et du fonds de réserve, à moins que la contre-valeur des comptes-courants et des autres dettes ne soit représentée

(1) Brunet, troisième rapport fait au nom de la Commission des colonies chargée d'examiner le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts des dites banques, 1898.

par du numéraire venant en augmentation de l'encaisse métallique (art. 4, loi).

Le rapport de la valeur des objets ou titres fournis comme garantie additionnelle avec le montant des billets, traites ou obligations escomptées, est déterminé par les règlements intérieurs de la banque. Cette proportion ne peut excéder, s'il s'agit de lingots et de matières d'argent les quatre cinquièmes de la valeur ; s'il s'agit de marchandises déposées ou chargées, les trois quarts de leur valeur, d'après les prix courants dressés par les courtiers, déduction faite de tous droits et engagements (art. 13, stat.).

La quotité des divers billets en circulation est dans les limites fixées par la loi, déterminée par le conseil d'administration, sous l'approbation du gouverneur en conseil privé (art. 22).

Les créances en souffrance ne peuvent être comprises dans le compte de l'actif pour un chiffre excédant le cinquième de leur valeur nominale (art. 25).

La banque ne peut fournir de traites ou mandats que lorsque la provision a été préalablement faite.

Les titres représentant en totalité ou en partie le capital social et la réserve pourront être déposés en nantissement dans une banque de la métropole désignée par le ministre des colonies, la commission de surveillance entendue. Le crédit ouvert par cet établissement sera admis à valoir comme provision, mais il ne pourra dépasser le montant des titres déposés en garantie (art. 23).

Cet article 23 est un de ceux que nous aimerons à voir

disparaître, avec la création de la banque des colonies sucrières françaises. Une des faiblesses des banques est de ne pouvoir se faire ouvrir de crédits que par l'établissement financier désigné par le Gouvernement.

C'était la première idée du rapporteur de la loi de 1851 : « Votre commission, à l'unanimité, disait M. Cheragay, n'a pas hésité à penser qu'il était infiniment préférable d'abandonner aux banques le soin de faire gérer comme elles l'entendront leurs intérêts et leurs affaires en Europe soit au moyen d'agents spéciaux nommés par elles, soit en ayant recours à des mandataires commerciaux. Leur clientèle sera assez brillante et assez lucrative pour être recherchée par les maisons les plus considérables et les mieux accréditées. Ce sera aux banques de profiter de la concurrence pour stipuler avec celles qui leur présenteront les conditions les plus favorables et les plus rassurantes garanties. »

Qu'elles deviennent donc leur propre agent central.

Elles ne tireront plus de mandats sur le Comptoir, mais délivreront des carnets de chèques sur leur propre caisse. Leur principale fonction doit consister à servir d'intermédiaire entre la mère-patrie où les capitaux abondent et les colonies qui en manquent et qui cependant ne peuvent se développer sans son aide. L'on a dit fort justement que cette fonction ne saurait être remplie que par un organisme financier en situation d'entretenir dans la métropole de constantes relations avec le monde des affaires, et assez puissant pour inspirer confiance aux capitalistes qui ne

consentiront à s'engager dans des entreprises de commerce, d'industrie et d'agriculture aux colonies que sous la garantie d'institutions de crédit solides, capables de répondre des fonds qui leur auront été confiés (1).

On ne peut attendre de pareils services de banques exclusivement locales, n'exerçant par suite aucune attraction sur les capitaux métropolitains. Ces capitaux iraient volontiers se placer pour quelques années dans les caisses d'un établissement au crédit assuré, que l'on saurait avoir des attaches officielles, jouissant du privilège d'émettre des billets de banque. Il apparaîtrait au public avec toute l'aurore qui l'entoure dans notre pays ce qui semble tenir de près ou de loin à l'administration ; malheureusement, nous sommes trop « fonctionnaires jusque dans l'emploi de nos capitaux » (2). Que cela serve au moins dans le cas présent à attirer l'argent de France pour féconder les colonies françaises.

(1) Bouchié de Belle, *Journal des Economistes*, 1895.

(2) Henri Blancheville, *La République française*, décembre 1898.

CHAPITRE II

LE CRÉDIT AGRICOLE A MOYEN TERME.

Il est bien évident que pour atteindre le but proposé dans le précédent chapitre, pour attirer à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion les capitaux métropolitains, il faudra les rémunérer. La banque acceptera les dépôts à intérêt ; ils pourront être importants, étant donné les larges et diverses attributions dont nous la doterons. Ces dépôts serviront à l'escompte du papier de commerce à long terme. Elle émettra des lettres de gage et surtout de ces « bons à moyen terme » réclamés, nous l'avons vu au commencement de cette étude, par le premier rapport Lévêillé.

Les banques de l'Australie ont puissamment secondé sa mise en valeur, et cela au moyen de capitaux venus de la Grande-Bretagne.

Avant la crise de 1892, elles possédaient pour plus de 2 milliards de dépôts, confiés pour la plus grande partie par des capitalistes anglais à un taux souvent égal à 5 0/0. Malheureusement ces fonds qui jouaient le rôle de dépôts à échéance fixe étaient, théoriquement, des dépôts rétrayables à vue. Ils n'étaient pas d'ordinaire engagés pour une période fixée, mais ils restaient en ce qui concerne le bloc,

quasi à demeure, l'intérêt représentant une rémunération très élevée pour les capitaux britanniques (1).

Les banques les ont immobilisés dans des placements agricoles ; elles ont traité ce bloc comme M. Courcelle-Seneuil traite, nous l'en avons critiqué, ce qu'il appelle « le minimum de circulation des billets » des vieilles banques d'émission. Elles ont participé à un mouvement extraordinaire d'agiotage sur les terrains, qui les mit dans l'impossibilité de restituer sur l'heure les dépôts qu'on leur réclama, lors de la panique.

Elles livrèrent à la place des récépissés, des « bank deposits receipts » ; ce fut une véritable faillite partielle, car en 1894, deux ans après, les certificats émis par les douze principales d'entre elles : Australian joint Stock Bank, Bank of Victoria ; City of Melbourne Bank... se négociaient entre 14 schillings et 17 shillings par livre de 20 shillings, c'est-à-dire avec une perte de 13 à 30 0/0.

Si elles avaient émis des « bons à moyen terme » portant le même intérêt, les capitaux anglais les auraient sans doute souscrits avec le même empressement et, à condition de réaliser leur actif avant le terme convenu, faisant toutes réserves naturellement sur les pertes qui auraient pu être subies, les banques traversaient la crise sans danger.

C'est avec des ressources de ce genre que l'on pourrait organiser dans nos colonies sucrières la « commandite

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*.

agricole » que réclame M. P. Leroy-Beaulieu pour les colons algériens.

Il la voudrait voir réaliser d'ailleurs, non par l'intermédiaire des banques, mais directement par les capitalistes, ce qui nous semble malheureusement bien contraire aux habitudes actuelles. Les particuliers ont peur des mauvaises affaires, de la faillite, ils placeront volontiers leur argent chez le banquier connu de longtemps et de tous, qui sombrera peut-être à la suite de quelque spéculation de Bourse, ils verseront leurs fonds aux guichets des grandes sociétés de crédit sans aucune appréhension, mais, comme le disait un jour M. Jules Lemaitre dans *le Figaro*, « chez nous le capital est devenu d'une paresse, d'une pusillanimité incroyables. Sauf de très rares exceptions, la haute société, qui détient encore d'énormes quantités d'argent, dédaigne de s'allier financièrement avec le monde du travail ».

Si l'on craint tant les aléas industriels dans la France continentale, que sera-ce pour les colonies lointaines ? A la banque donc de solliciter les capitaux nécessaires, en engageant, vis-à-vis des prêteurs, sa propre responsabilité ; qu'elle obtienne par son large crédit des conditions avantageuses et qu'elle s'allie, alors, elle-même avec les planteurs, qu'elle réalise l'opération décrite par M. Leroy-Beaulieu.

« Je suppose, dit l'auteur de *L'Algérie et la Tunisie* (1),

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, 1897.

qu'un propriétaire ait une terre de 100.000 francs et qu'il lui faille 60.000 francs par surcroît pour la mettre en état : il trouverait un prêteur métropolitain qui lui avancerait ces 60.000 francs sur première hypothèque moyennant un intérêt privilégié de 4 0/0 ou 2.400 francs ; une fois cet intérêt payé, le propriétaire prélèverait l'intérêt à 4 0/0 de son propre capital, soit 4.000 francs et l'excédent des bénéfices serait partagé proportionnellement entre le commanditaire et l'emprunteur ; le premier ne serait donc privilégié que pour l'intérêt modique et pour le remboursement de son avance, en cas de vente ou d'insolvabilité. De pareils arrangements seraient moins lourds pour les colons que les taux actuels de 5, 7 ou 8 0/0. La commandite agricole est le seul moyen de fournir aux cultivateurs sérieux et pour une longue période des capitaux dont les charges ne les écrasent pas. Ce prêt, tenant à la fois de l'obligation et de l'action, correspondant à l'action privilégiée si usitée en Angleterre, mais avec l'hypothèque en plus, nous paraît la forme naturelle de concours que peuvent adopter les capitalistes métropolitains envers les propriétaires algériens. C'est par des arrangements de cette nature que les capitaux de la Grande-Bretagne ont développé l'agriculture et le commerce des colonies australiennes. »

C'est par des arrangements de cette nature que la banque des colonies sucrières pourrait développer l'agriculture et le commerce aux Antilles et à la Réunion.

Qu'on lui accorde les privilèges des banques coloniales,

qu'elle escompte le papier de commerce, qu'elle effectue des prêts sur marchandises, qu'elle fasse les avances nécessaires pendant l'inter-coupe aux planteurs de cannes et des autres cultures coloniales ;

Qu'elle hérite aussi des privilèges du Crédit foncier colonial, qu'elle fasse des prêts hypothécaires ;

Qu'elle crée enfin la commandite au profit des entrepreneurs de nouvelles cultures secondaires ; qu'elle leur demande un intérêt de 4 ou 5 0/0 et prenne hypothèque sur les terres nues, terres qui prendront de plus en plus de valeur au fur et à mesure que les cacaoyers, les caféiers pousseront. Ces arbrisseaux seront immeubles par nature et évidemment frappés par l'hypothèque. Que le privilège soit double, que pendant un certain nombre d'années à débattre, les deux ou trois qui suivent la pleine mise en valeur par exemple, les sommes avancées et l'intérêt soient gagés et sur les espaces plantés et sur les récoltes pendantes. Au bout de ce temps-là, seulement, pourra naître le prêt sur cession de récoltes pendantes organisé par la loi de 1854, qui couvrira alors les prêts consentis pour les dépenses courantes d'exploitation. L'intérêt aura été minime ; qu'elles partagent ensuite les bénéfices avec le planteur, qu'au besoin ce soit une partie de ce dividende qui effectue l'amortissement.

Mais ce sont là toutes les opérations de crédit, opérations de banques de commerce, de banques agricoles, de banques hypothécaires confondues dans un seul et même établissement. Oublions-nous donc la division très nette

que nous avons faite dans notre chapitre sur le crédit entre ces divers établissements, les opérations auxquelles ils se livraient, les ressources qui les alimentaient. Banques de dépôt et d'escompte, disions-nous, banques d'émission, sociétés de crédit foncier. En réalité, les banques ne se spécialisent pas autant que nous avons paru le dire. Elles peuvent entreprendre et elles entreprennent en réalité des opérations de diverses sortes à la fois.

Le Crédit foncier de France qui fait aux propriétaires d'immeubles des prêts amortissables de 10 à 75 ans, remboursables par annuités variant de 4 fr. 24 à près de 5 0/0, consent également des prêts hypothécaires, sans amortissement, de 1 à 5 ans portant un intérêt de 4 0/0, et des prêts communaux de 1 à 5 ans, sans amortissement, de 5 à 10 ans avec amortissement. Il pratique l'escompte du papier de commerce, les avances sur ses propres obligations et les valeurs admises par la Banque de France. Il retire de forts importants bénéfices de ces différents emplois donnés à ses dépôts.

Citerons-nous ces puissantes sociétés : le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Industriel, qui à la fin du XIX^e siècle « ont brisé le vieux moule de la spécialisation et suivi en matière financière l'évolution accomplie en matière commerciale par les grands magasins de nouveautés (1) ».

D'ailleurs, malgré l'exemple donné surtout dans le Nord,

(1) Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de banque*.

en Russie, en Suède, en Danemark, en Pologne et dans toute l'Allemagne par les associations de propriétaires, fondant avec ou sans le concours des gouvernements, des institutions de crédit foncier, exemple imité par la France, est-il préférable de séparer le crédit foncier du crédit commercial proprement dit ? Surtout si nous abandonnons les grands centres, si nous portons notre attention sur le monde agricole, dans nos campagnes et dans nos colonies, là où le crédit commercial ne peut à lui seul alimenter les opérations d'une banque puissante et où les agences de crédit foncier, aux statuts inflexibles, ne voyant, et ne pouvant voir que l'hypothèque, tiendront toujours uniquement compte de la terre et non de l'homme, n'aurons-nous pas à regretter la combinaison du crédit réel et du crédit personnel ? Que vaudra le gage sans la personne, à cette heure où le sol perd de jour en jour de son prix, où le paysan déserte sa terre pour les grandes villes tentatrices, et dans les colonies neuves où l'on accorde des concessions gratuites presque à qui veut les prendre ? Vous escomptez la récolte qu'une propriété aura produite en deux ans. Au bout de la première année, que vaut le travail incomplet enfoui déjà dans le sol pour tout autre que le colon lui-même ? Le véritable gage du créancier, c'est l'ardeur que mettra le débiteur à satisfaire à ses engagements ; la sûreté constituée, c'est la preuve que ce sera d'ailleurs bien son propre intérêt et une sorte d'assurance partielle contre les risques d'insolvabilité. Le véritable crédit, celui qui mérite d'être appelé ainsi (*credere*, avoir confiance), et en parti-

culier le crédit agricole, doit être pour une grande part du crédit personnel. C'est celui qu'ont assuré si largement les banques d'Ecosse, où cependant il n'existe pas d'institutions spéciales de crédit agricole, mais où la multiplicité des agences, en contact intime et continu avec les populations rurales, a permis aux cultivateurs de faire un large usage du compte-courant.

« C'est un principe fréquemment affirmé par tous ceux qui prennent la parole dans les congrès des banques populaires, écrit M. Léon Say, que le crédit agraire n'est possible qu'à la condition que la clientèle ne soit pas entièrement agricole et qu'elle comprenne, outre les agriculteurs, un assez grand nombre de commerçants et d'industriels (1). »

En France, le « Crédit agricole », fondé en 1860 pour faire des prêts hypothécaires à court terme aux agriculteurs français, n'est guère venu au secours, dans ses douze agences, que de certaines industries accessoires, telles que les sucreries et s'est effondré à la suite de malheureuses opérations de Bourse.

Il semble d'ailleurs, que les établissements qui se spécialisent dans le crédit hypothécaire soient amenés à perdre forcément en partie leur caractère d'établissements de crédit pour devenir de simples propriétaires fonciers. Le Crédit foncier colonial n'est plus qu'un grand fabricant de sucre ; la banque d'Algérie était encore, il y a quelques

(1) Léon Say, *Dix jours dans la haute Italie*.

années, propriétaire de vignobles d'une valeur de 10 millions au moins ; le Crédit foncier de France lui-même était, après elle, le plus important propriétaire vinicole de notre pays.

Non seulement nous admettons donc l'existence d'établissements mixtes de crédit, mais nous y sommes très décidément favorables. Nous ne croyons pas, comme cet auteur illustre autant par son talent que par son intransigeance, que « l'une des erreurs les plus graves, tant en théorie qu'en pratique, et l'une des plus communes, les plus fécondes en désastres, consiste à croire que les banques doivent distribuer toute espèce de crédit (1) ».

Une banque jouissant des diverses catégories de ressources, que nous avons qualifiées de ressources à court, moyen et long terme peut parfaitement se livrer aux opérations de toutes sortes qu'elles alimentent. Tant qu'elle respectera la « loi de correspondance », il n'y a aucun inconvénient à ce qu'elle étende son champ d'action. Au contraire, plus il sera large, plus la clientèle de la nouvelle banque sera nombreuse et plus les dépôts afflueront. Le siège social sera à Paris. Il y a une très large clientèle à s'assurer en créant au profit des exportateurs métropolitains en général qu'ils soient ou non en rapport avec les Antilles et la Réunion l'escompte du papier de commerce à longue échéance.

Nous avons déjà parlé plusieurs fois de cet escompte et nous en avons vu l'utilité pour les propriétaires de sucre-

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*.

ries, qui ne peuvent obtenir sans lui le crédit qui leur est nécessaire pour le renouvellement de leur outillage.

Les banques coloniales pourraient, disons-nous, l'organiser. Mais d'abord qu'est-ce au juste que l'Escompte ?

CHAPITRE III

CRÉDIT COMMERCIAL A MOYEN TERME.

On a défini l'escompte l'achat au comptant d'une créance à terme. Il s'applique aux créances susceptibles d'endossement, billet à ordre souscrit par l'acheteur au profit du vendeur qui l'endosse, lettre de change tirée par le vendeur sur l'acheteur et acceptée par celui-ci, qui constituent le papier de commerce type.

Il correspond à des opérations fermes passées entre deux négociants. Et ceux qui, comme nous, repoussent la définition plus générale peut-être de prêt à intérêt, font remarquer que la banque n'est pas seulement créancière chirographaire du tireur et du tiré.

A moins d'avoir été trompé par les billets de complaisance que prévoit l'article 13 des statuts des banques coloniales (1), les « tirages en l'air », les « accomodation bills », qui n'ont pour cause aucune opération sérieuse, ce que les banquiers anglais appellent encore « a kite », un cerf-volant, l'établissement escompteur a bien entendu

(1) La banque refusera d'escompter les effets, dits de circulation, créés illusoirement entre les signataires sans cause ni valeur réelle (art. 13, § 3).

ne s'engager que sur des règlements, des valeurs faites, reposant sur des créances déjà existantes.

Nous ne nous trouvons plus alors en présence d'une opération pure de crédit personnel consenti au vendeur et à l'acheteur, et uniquement gagée sur leur responsabilité solidaire. Il y a une sorte de sûreté réelle affectée à la créance : l'opération commerciale qui a donné lieu à la création du papier escompté.

La jurisprudence reconnaît même en France au porteur de la lettre de change, en cas de faillite du tireur, un droit exclusif sur les valeurs dues par le tiré au tireur et qui constituent alors comme une provision.

Et c'est de toute justice. « Le banquier fait des avances à la production, mais il veut la voir au moins en germe : il vient en aide au crédit que les industriels et les commerçants se font déjà entre eux : il ne prête pas, il escompte (1). »

Il est inutile d'insister sur les services rendus par l'escompte à la production. La vente à terme est devenue une pratique universelle. Mais, le plus souvent, le commerçant en gros qui revend au détaillant, le producteur qui livre au négociant, n'ont pas de capitaux assez forts pour immobiliser pendant un certain nombre de mois des sommes considérables. Il leur faudrait ou restreindre leur chiffre d'affaires ou renoncer au crédit. Leur caisse est vide. Ils ne possèdent que du papier, il leur en faut faire de l'argent. C'est justement là qu'intervient l'escompte.

(1) Jourdan, *Cours analytique d'Economie politique*.

Le banquier avance au commerçant la somme qui lui est due pour la vente de ses marchandises, diminuée seulement d'une perte d'intérêt, un *interusurium*. Le commerçant a vendu à terme et cependant il a, en quelque sorte, touché comptant la valeur de ses marchandises. Il a conservé la disposition de son capital personnel, la liberté de ses opérations. Le banquier est venu se substituer à lui dans tous les crédits qu'il accorde.

L'escompte suppose des affaires consommées, représentées par du papier à deux signatures. La Banque de France ne s'en contente pas : elle exige trois signatures au moins. La qualité des signatures est appréciée par un conseil d'escompte qui siège auprès de chaque succursale. Le papier présenté à l'escompte doit être tiré sur la France, à 90 jours d'échéance au plus. Avec ces précautions les pertes sont très faibles, même aux époques les plus troublées. La crise de 1870-1871 n'a laissé qu'une perte de 5 millions sur un chiffre d'opérations qui atteignit 3 milliards.

Mais ce papier à trois signatures provenant de deux affaires successives sur marchandises est, en pratique, très rare et il s'est établi pour donner cette troisième signature au dos de la lettre de change acceptée, du billet à ordre endossé, toute une série de banquiers intermédiaires qui vont ensuite réescompter leur papier à la Banque de France, allaient même, il y a quelques années, le réescompter presque en totalité.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. Si l'on compare

le portefeuille de la banque au 31 décembre de chaque année depuis 1881, l'on constate une baisse continue de sa valeur totale. En 1881 il était de 1.414 millions, en 1894 de 559 millions. Et cette baisse date surtout de 1885, époque à laquelle les grandes sociétés de dépôts ont étendu leurs opérations d'escompte.

Ces établissements, en effet, présentent de plus grandes facilités à l'escompte du papier que la Banque de France. Ils escomptent le papier à deux signatures sur la France et l'étranger et souvent gardent les effets en portefeuille jusqu'à l'échéance, ce qui leur permet, ne passant pas par la réescompte de la Banque de France, de suivre avec plus de souplesse les variations de l'offre et de la demande, de graduer le taux de l'escompte selon la valeur du papier offert, sa sûreté. Ils ont ainsi attiré à eux le meilleur papier par des tarifs de faveur que ne peut accorder la Banque de France, forcée de conserver un taux unique, dans le même temps, pour tout le papier de commerce qui lui est présenté. C'est ce qui explique que dans son portefeuille, figurent surtout les effets d'importance moyenne (1). Les effets les plus importants, ceux des grosses maisons, clients attitrés et sûrs, vont aux sociétés de crédit, qui se les disputent par les facilités de plus en plus grandes qu'elles leur accordent, si grandes même, et

(1) Ils y figureront de plus en plus. En 1887, le nombre des effets inférieurs à 101 francs était de 1.668.000 ; ce chiffre a suivi une progression ascendante d'année en année. Dès 1896, il dépassait deux millions (2.074.541).

à si bon compte qu'il leur faut pour se maintenir réaliser une sorte d'accaparement du commerce de banque. Les opérations de commerce des banques privées se trouvent par là réduites à rien, elles n'ont plus que des affaires qui reposent sur le crédit personnel pur et qui, tout étant assez productives, offrent certains risques. Les grands établissements financiers au contraire n'admettent plus l'aléa, ils ne font plus à personne, et malgré leur commune appellation, de véritable crédit. Avances sur titres, courtages sur achats ou ventes de valeur, commissions d'encaissements, changes, ils ont monopolisé tout cela, en s'assurant des bénéfices minimes, mais aussi une clientèle. Tous leurs efforts tendent à constituer cette clientèle où ils placeront le cas échéant les titres qu'ils se chargent d'écouler dans le public. C'est là en somme la principale de leurs opérations, le plus clair de leur profit. Leurs larges bénéfices proviennent uniquement de leurs opérations de placement et de spéculation.

Quant aux opérations de commerce, elles tiennent la place des « articles de réclame » dans les grands magasins, articles cédés au prix coûtant, parfois même à perte. Ne voyons-nous pas le taux de l'escompte tombé au taux du simple loyer de l'argent et les grosses maisons payer immédiatement et « sans frais » les coupons des obligations de chemins de fer, du Gaz, du Suez, etc... Les portefeuilles commerciaux des grandes sociétés font une concurrence active à celui de la Banque de France. En 1881, le portefeuille du Comptoir d'Escompte, Crédit Lyonnais, Société

générale, Crédit Industriel et Commercial, représentait 450.000.000 de francs, le $\frac{1}{3}$ du portefeuille de la Banque de France; au 31 décembre 1898, il dépassait 1.199.000.000 fr., avec le Crédit Lyonnais en tête pour 613.316.311 fr. 02.

Une grande partie de ce papier à deux signatures, comme celui des banques coloniales du reste, n'est pas réescompté, ou tout au moins est gardé très longtemps en portefeuille. Dans quelle proportion, il serait bien difficile de l'évaluer. Les opérations des grandes sociétés de crédit restent un peu mystérieuses. Elles en gardent jalousement le secret. On peut dire pour presque toutes, que leurs rapports très sommaires ne donnent pas de renseignements sur leurs opérations financières (1).

Cependant cette proportion doit être considérable. On sait qu'il est courant à Paris d'envoyer chez le banquier le papier de commerce sitôt fait, et il ressort d'une très sérieuse enquête faite par M. Francesco Nitti (2) que « dans aucune des grandes banques d'Europe la moyenne des lettres de change ne dépasse notablement 40 jours; dans les meilleures, elle ne dépasse pas trente jours ». La Banque de France est une de celles-là.

On ne peut guère alors s'expliquer en France l'absence totale de l'escompte du papier de commerce à longue échéance, c'est-à-dire de tout crédit commercial de moyen terme (une ou deux années).

(1) Maurice Zablet, *Journal des économistes*, décembre 1899.

(2) Francesco Nitti, *Revue d'Economie politique*, 1898.

Une des grandes infériorités de notre commerce d'exportation est de ne pouvoir consentir à nos acheteurs étrangers, même à nos colons, le crédit assez long, qu'accordent à des correspondants sérieux certains de nos concurrents européens et qui les rendent si redoutables, les Allemands notamment. Ils s'informent avec soin de la moralité et de la situation de leur client, mais ne manquent jamais une affaire par un refus de crédit. Ils acceptent couramment du papier à six mois, même avec faculté de renouvellement. Pour des pays comme la Russie, l'Orient ils font neuf et douze mois de crédit, pour la Sibérie, dix-huit mois.

Ont-ils donc à leur disposition des fonds de roulement plus considérables que les nôtres? Pas du tout, mais ils peuvent faire escompter leur papier à long terme par les maisons de banque allemandes qui ont compris que le crédit à trois mois était à peine suffisant pour les transactions intérieures. Elles se sont couramment mises à accepter des exportateurs des valeurs à six mois, à un an, souvent avec une seule signature. Il leur arrive même de commanditer les maisons de commerce qui leur présentent des garanties « morales » suffisantes.

Dans notre pays, au contraire, l'exemple donné par la Banque de France de n'escompter que les effets de commerce à 90 jours de date a été suivi partout. Il en est des 3 mois de crédit comme du fameux rapport de 1 à 3 qui doit exister entre l'encaisse d'une banque de circulation et le montant de ses billets. La pratique irraisonnée, la routine est devenue tradition.

Car enfin qui empêche nos grandes banques de se livrer à l'escompte du papier de commerce à long terme ? Nous n'en sommes plus à cet âge d'or pour les capitalistes où les dépôts à six mois rapportaient un intérêt de 5 0/0 (1). Cet intérêt est aujourd'hui de 1 1/2 0/0. On dit que certains établissements en arrivent à désirer une moins grande affluence de dépôts ; ils ne sauraient qu'en faire. En voici l'emploi tout trouvé.

Et même ne demandons pas aux grandes sociétés de crédit de se priver des bénéfices plus fructueux peut-être que peuvent leur assurer les sommes énormes, mises presque gratuitement à leur disposition par leur clientèle, dans les fondations de compagnies industrielles, et plus généralement toutes les combinaisons financières fondées sur la force d'attraction qu'exercent naturellement les puissants capitaux.

La Banque de France n'escompte que le papier sur la France, mais puisque les sociétés de crédit, gardent en portefeuille actuellement pendant trois mois une importante part du papier qu'elles admettent à l'escompte, ne pourrait-on obtenir de la Banque de France, autorisée par le législateur, une réescompte de ce papier, payable à l'étranger, papier d'exportation, que ces sociétés auraient elles-mêmes endossé et qui porterait par conséquent les

(1) On lit dans le *Journal officiel* cet avis en mai 1874 : Le Crédit Lyonnais, 6, boulevard des Capucines, bonifie les taux d'intérêt ci-après : 5 0/0 pour bons à échéance de six mois et au delà, 4 0/0 pour les comptes renouvelables à cinq jours d'avis ; 3 0/0 pour les dépôts à vue.

trois signatures statutaires. Ce serait déjà de l'escompte à six mois. Le papier sur la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion pourrait de la même façon être réescompté par la banque coloniale.

Dans ce cas, étant donné le délai de cent vingt jours qu'elle accepte, on pourrait accorder à nos colons des Antilles ou de la mer des Indes un crédit de sept mois.

Ces opérations pourraient être fort largement rémunératrices. Actuellement, le producteur français n'accordant pas de crédit suffisant, l'exportation ne peut plus s'effectuer que par l'intermédiaire des maisons de commission, qui payent comptant les commandes ou les soldent en valeurs à trois mois, puis livrent les marchandises aux clients étrangers ou aux colons français auxquels elles servent de banquiers. Les acheteurs ne rembourseront le commissionnaire que six, neuf, parfois douze mois après la livraison, mais le montant de leur commande portera, en plus de la prime de commission, un intérêt de 6 0/0 qui court du jour de la facture jusqu'à la date du paiement.

La commission elle-même est forte. Jadis elle était de 10 à 15 0/0 quand un petit nombre de maisons monopolisaient le « haut commerce ». Des milliers de commissionnaires se sont depuis lors établis à Paris, dans quelques forts français, à Londres, à Hambourg, à Liverpool... La concurrence a fait tomber la prime, elle est encore considérable, car, en pratique, le commissionnaire touche une rémunération de chacune des deux parties qu'il met en présence. Qu'il se contente même d'un bénéfice unique et

« dans les deux cas d'exportation ou d'importation, il prélève pour la rémunération de ses services une commission variant de 3 à 5 0/0 sur les marchandises qu'il achète pour le compte de son correspondant, et une commission de 1/2 à 2 0/0 sur les produits qu'il vend pour le compte de son expéditeur (1). »

En même temps que la commission baissait, les ordres d'achat se divisaient et les crédits accordés devenaient de plus en plus larges. Les pertes considérables subies dans les dernières crises de la République Argentine et de l'Amérique centrale ont cependant refroidi la libéralité des commissionnaires, qui en sont revenus, notamment en France, à la prudence de jadis. N'ayant pour assurer leur sécurité que la responsabilité personnelle de leurs correspondants, voyant que le nombre des opérations faites devient de moins en moins considérable et que c'est à peine s'ils peuvent renouveler deux fois par an leur fonds de roulement en temps normal, ils cherchent maintenant de nouvelles classes de clients, payant des commissions plus modérées, mais aussi réglant leurs achats dans un délai plus court. Ou alors, sachant qu'ils devront garder souvent inemployés d'importants capitaux, ils veulent faire rapporter un intérêt suffisant à ceux qu'ils engagent, ils renouvellent les taux d'autrefois et il s'ensuit une telle majoration dans les prix que la lutte commerciale nous est rendue presque impossible sur le marché extérieur. Nous n'y

(1) Georges Aubert, *A quoi tient l'infériorité du commerce français*, 1900.

conservons encore sur certaines places une position honorable que grâce aux habitudes anciennes de nos clients lointains, ajouterons-nous leur ignorance complète des conditions actuelles du grand commerce international.

Le temps n'est donc plus aux commissionnaires-banquiers. Ils ne conservent un champ d'action important que dans l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale, les Antilles, le Mexique, tous les pays d'origine Espagnole ou Portugaise, où le commissionnaire doit en principe faire un crédit ouvert, c'est-à-dire où le client a la faculté de remettre à sa convenance des traites ou valeurs en couverture à son compte ; dans ces pays la durée du crédit est très variable, et souvent le client ne règle pas à l'échéance convenue.

L'intérêt est en tout cas fort élevé, « les importateurs vendant aux marchands du pays à un délai de six mois, qu'il est d'usage d'étendre jusqu'à huit et douze mois moyennant un intérêt de 8 0/0 au minimum sur cette extension » (1).

L'Angleterre, les Etats-Unis et les pays d'Europe, sauf la Russie, paient comptant, c'est-à-dire envoient un chèque à la réception de la facture (2), mais, à l'exception de la Grande-Bretagne, nous savons que les grands Etats se suffisent à peu près à eux-mêmes et que s'ils exportent des fabriqués, ils ne veulent en importer à aucun prix.

(1) Claudio Jannet, *Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle*.

(2) Georges Aubert, *A quoi tient l'infériorité du commerce français*.

Quant à la Russie, c'est justement l'un des pays où, malgré tous les traités d'amitié et d'alliance, notre expansion commerciale se trouve complètement entravée par l'absence de crédit long. Notre commerce s'y chiffre par quelques millions ; celui de l'Allemagne par centaines et ces quelques millions de produits français sont constitués principalement de machines et de matériel, commandés par des capitaux, français eux-mêmes, qui ont été exploiter des mines ou fonder des établissements métallurgiques, dans la Russie méridionale principalement.

Cela se comprend d'ailleurs facilement. Les commerçants français auxquels on propose une affaire à l'étranger demandent qu'on leur ouvre au préalable un crédit dans une banque de France ou exigent le paiement contre la remise du connaissement ou de la lettre de voiture. De semblables exigences équivalent simplement à une fin de non-recevoir, quand on s'adresse en Russie à des maisons de gros en relations avec des négociants de Caucase, du Turkestan, de la Sibérie et même de la Mongolie, ne soldant leurs achats qu'après la réception des marchandises qui mettent, six, huit, dix mois, avant d'arriver à destination (1).

Les Anglais se sont aperçus eux aussi de la nécessité d'élargir le crédit. Le *Times* analysant, en janvier 1899, un rapport publié par le *Board of trade*, déclarait que tous les rapports reçus des 116 consuls ou ministres plénipotentiaires dispersés sur tous les points du globe s'ac-

(1) *Journal des chambres de commerce*, 1899.

cordaient pour blâmer les courtes vues et la torpeur du négociant anglais. Les maisons allemandes, ajoutait le grand organe londonien, nous dépassent aussi par leurs larges habitudes de crédit. Là où les Anglais donnent seulement deux ou trois mois de délai, les Allemands n'hésitent pas à en accorder six, au point de permettre la vente de la marchandise avant l'acquittement de la facture. Ils ne vendent cependant pas pour le plaisir de vendre. Quant à nous, Français, non seulement nous ne savons pas ouvrir de nouveaux débouchés, mais nous perdons même les situations acquises depuis longtemps et toujours pour la même cause.

En 1898, un bulletin de la Chambre de commerce d'Alexandrie signale la venue nouvelle des Allemands en Egypte. Depuis leur arrivée, dit-il, les fabricants d'un même produit se font une guerre à coups de crédits et l'on voit aujourd'hui, dans certains portefeuilles, des traites à dix-huit mois de date de la facture. Il faut que les exportateurs français s'entourent de sérieuses références, puisqu'ils se décident à dépasser le terme traditionnel de 90 jours et à accorder un crédit de six mois ; autrement c'en est fait de leur influence commerciale. « On serait étonné en France, si l'on pouvait se rendre compte des longs et lourds crédits que beaucoup de maisons égyptiennes sont forcées d'accorder à leur clientèle. C'est pour elles une question de vie ou de mort, car refuser du crédit, c'est se condamner à la stagnation la plus complète, c'est se suicider (1). »

(1) *Journal des chambres de commerce*, 1898.

La Chambre de commerce française de Buenos-Ayres nous adressait des avertissements analogues. Après la crise argentine, les exportateurs allemands ont accordé à leurs acheteurs six et huit mois de crédit, quelquefois plus, et une grande partie du commerce français a commencé dès lors à passer entre leurs mains.

Le rôle du commissionnaire tendra de plus en plus à devenir un simple rôle de représentant, de placier, que l'on remplacera d'ailleurs autant que possible par des voyageurs de commerce. Leurs anciens risques seront pris par les banques, ce qui se passe déjà actuellement pour les commissionnaires anglais. « Dans la plupart des cas, le commerçant établi en Australie, aux Indes, ou dans une autre possession britannique, doit demander son crédit non pas au commissionnaire de Londres, mais à sa banque locale. Celle-ci autorise la banque-mère à Londres à payer au commissionnaire anglais jusqu'à concurrence du crédit convenu et contre la remise de la facture et des connaissements (1). »

Les banques locales australiennes perdront même peu à peu cette occasion de faire du crédit aux colons anglais, les maisons d'exportation métropolitaines abandonnant le vieil errement du paiement à l'embarquement des marchandises. C'est encore chez nous une habitude, en Belgique aussi, ce que déplorait en 1899 le consul belge à Melbourne, en déclarant que l'Australie pratiquait maintenant

(1) Georges Aubert, *A quoi tient l'infériorité du commerce français.*

le paiement à la réception des marchandises ou deux ou trois mois après (1).

En France un organisme financier nous manque, il serait indispensable de créer de ces banques-comptoirs réclamées par tant de nos compatriotes installés à l'étranger et dont le but serait de :

« 1° Faire (au Chili) toutes les opérations des autres banques ;

2° Donner aux fabricants français tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin ;

3° Mettre à la disposition de leurs clients un échantillonnage des produits français ;

4° Se charger de la remise des marchandises et du recouvrement de leur montant ;

5° Avancer les fonds au fabricant français en prenant pour garantie le recouvrement à faire ;

6° Escompter les traites sur (le Chili) ;

7° Prendre en dépôt des marchandises pour être vendues (au Chili) et faire des avances de fonds sur leur valeur ;

8° Acheter des matières premières pour le compte de leurs clients de France (2). »

Escompter les traites surtout, c'est là le besoin le plus pressant, les traites à long terme qu'exigent généralement les affaires d'outre-mer. Les vendeurs français ne savent

(1) *Journal des Chambres de commerce*, 1899.

(2) Réponse de la chambre de commerce française de Santiago à un questionnaire posé en 1898 par M. Charles Wiener, chargé d'affaires de France, en mission.

actuellement à qui s'adresser pour l'escompte de leurs tirages sur l'étranger, où une ou deux sociétés de crédit à peine ont établi quelques rares succursales. Tandis que « en Angleterre, en Allemagne, ajoutaient les membres de la Chambre de commerce française de Santiago, les banques nationales et particulières escomptent le papier à terme illimité, ce qui crée aux maisons allemandes, et à notre détriment, de sérieux avantages. Elles font souvent six mois, même un ou deux ans de crédit quand il s'agit de fournitures industrielles, de machines, de matériel ».

Il faudrait que nos banques se substituent aux exportateurs français dans les crédits qu'ils accordent. Ces derniers, libres alors de leurs mouvements, pourront aller de l'avant de tous leurs capitaux actifs. Ils enverront au loin des représentants, ne craindront pas d'engager des affaires à échéance un peu longue, sauront à la fois pénétrer dans les marchés neufs et ressaisir l'ancienne clientèle qui menace aujourd'hui de leur échapper.

Ce n'est pas là chose impossible, d'après des hommes compétents ; et M. Lacomme, vice-consul à Brousse, estimait, dans son rapport de 1896, que « même au point de vue du prix, nos négociants pourraient lutter avantageusement en Orient contre la concurrence étrangère, si les consommateurs pouvaient s'adresser directement aux grandes maisons françaises et s'exonérer de l'intermédiaire onéreux des commissionnaires » (1).

(1) *Journal des chambres de commerce*, 1896.

La puissante institution de crédit que nous voudrions voir se constituer par la fusion des banques coloniales et du Crédit foncier colonial devrait faire cet escompte du papier de commerce à long terme ; ce sera une banque d'exportation. Qu'elle rayonne autour de ses agences, qu'elle établisse des succursales à l'étranger, qu'elle facilite par là les remises de nos colonies sucrières sur leurs fournisseurs américains et indiens et aussi les relations entre les exportateurs français et ces pays mêmes. Les Anglais ont bien établi à la Martinique une agence de la Colonial Bank, deux succursales de banques anglaises se sont installées à Saïgon et à Hanoï, que les succursales des banques coloniales françaises aillent en pays anglais également. Elles peuvent y réussir, en sachant se plier aux usages de ces colonies, comme les maisons anglaises aux coutumes des nôtres.

La Banque d'Indo-Chine demande qu'on élargisse un peu ses statuts, la formalité de deux signatures la plaçant dans un état d'infériorité à Bangkok, à Shanghai, à Hong-kong, vis-à-vis des banques anglaises. Laissons à la Banque des colonies sucrières françaises, pour les opérations qu'elle pourrait faire en territoire étranger, l'initiative réclamée par la Banque d'Indo-Chine. Qu'elle applique, comme elle l'entendra, à l'escompte du papier à longue échéance, ses dépôts retraits après avis et à échéance fixe. Qu'elle effectue librement ses opérations foncières avec le produit de la vente de ses obligations, les opérations de crédit commercial court à l'aide des billets dans les trois îles, des dépôts à vue au dehors.

Ce que nous voudrions, en somme, pour nos colonies sucrières, c'est une nouvelle banque d'Indo-Chine, mais qui ne se cantonnerait pas comme cette dernière dans les opérations à court terme, qui effectuerait des prêts agricoles à moyen terme, et comblerait cette lacune très préjudiciable à notre commerce extérieur : l'absence d'établissements de crédit escomptant le papier à longue échéance. C'est elle qui à cette époque où les grands Etats européens « travaillent pour l'exportation » (1) place les maisons françaises dans un tel état d'infériorité sur les marchés étrangers.

Un autre résultat serait de maintenir un change plus stable que n'ont su le faire les banques coloniales. Evidemment, les déplorable conditions de la circulation monétaire sont dues pour une grande part à la crise sucrière qui sévit aux Antilles ; cependant nous croyons, nous aussi, que « nonobstant cette crise, il serait possible à des établissements de crédit plus puissamment organisés et entretenant avec la métropole des relations plus directes, d'alimenter leur encaisse métallique de façon à pouvoir rembourser leurs billets en numéraire (2) ».

Les banques de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion étant transformées en succursales de la banque centrale établie à Paris, celle-ci les prendrait avec leur actif et leur passif, rembourserait au besoin ceux des action-

(1) M. Lévillé à son cours d'économie coloniale, 1899-1900.

(2) Bouchié de Belle, *Journal des économistes*, 1895.

naires qui refuseraient d'échanger leurs titres contre les nouvelles actions créées.

Il faudra de plus doter la nouvelle institution d'un capital de garantie, employé à l'acquisition de rentes sur l'Etat ou d'autres valeurs inaliénables, assez abondant pour rassurer les porteurs de billets et attirer en toute confiance les capitaux privés qui devront alimenter les multiples opérations entreprises par la nouvelle banque.

La somme sera considérable ; mais les bénéfices peuvent être aussi largement rémunérateurs. La grande baisse des terres et des produits est déjà un fait accompli ; les prêts seront basés sur les cours actuels. Les risques peuvent donc être nuls, pour un établissement prudent ; l'émission des billets constitue d'autre part pour lui des ressources gratuites déjà abondantes, si l'on considère le total de la circulation des trois colonies. Nous espérons que les grosses sociétés de crédit métropolitaines répondraient à l'appel du Gouvernement.

Toutefois, si les capitaux privés se refusaient à tenter seuls l'aventure, nous demanderions volontiers l'aide de l'Etat lui-même. Il s'agit d'une question de vie ou de mort pour nos vieilles possessions, et aussi d'une expérience nouvelle qu'il est de l'intérêt de tous de tenter et qui a réussi dans d'autres pays : l'organisation du crédit à l'exportation.

Dans la lutte pour les débouchés nouveaux, il faut que notre pays sache risquer, sinon le sang de ses soldats, au moins l'argent de ses contribuables. Les nations qui ne

s'épandent pas au dehors s'affaîsseront un jour sous la poussée de leurs voisines. Puisque nous voulons coloniser, colonisons pratiquement ; et, si les capitaux de nos compatriotes, après tout peut-être sages, préfèrent un intérêt modeste, mais sûr, aux placements plus aléatoires, sachons semer l'argent de l'Etat, le nôtre, dans l'espoir d'une récolte future, pour les créoles de nos colonies comme pour les exportateurs métropolitains.¹

Aussi verrions-nous avec satisfaction l'Etat réorganiser, devant son insuffisance notoire, un crédit qu'il a créé de toutes pièces en 1854. Lors de l'établissement de la deuxième République, nul ne voulait plus consentir d'avances aux planteurs de nos colonies. Elle créa les banques coloniales. Ce n'est pas d'ailleurs la seule mesure hardie que prit le Gouvernement, en matière de crédit.

A Paris même, les cinq grandes banques de commerce d'alors, les maisons Gouin ; Ganneron ; Baudon ; Bechet-Dethomas ; Cusin-Legendre, suspendirent leurs opérations (1).

Dès le 7 mars, le Gouvernement, considérant « qu'un des devoirs essentiels de l'Etat est d'intervenir dans une juste mesure, quand les citoyens sentent eux-mêmes, le besoin de se réunir entre eux pour créer une sorte d'assurance mutuelle », décrète :

« ART. 1^{er}. — Dans les villes industrielles et commerciales sera créé un Comptoir National d'Escompte.

(1) Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de banque*.

« ART. 2. — Le capital sera formé dans les proportions suivantes : 1° un tiers en argent par les associés souscripteurs ; 2° un tiers, en obligations par les villes ; 3° un tiers en bons du Trésor par l'État. »

Le Comptoir d'Escompte était fondé.

La Banque des colonies sucrières pourrait l'être par les banques coloniales, les colonies, l'Etat.

Pour répondre à l'objection de ceux qui ne croient pas possible de faire vivre une banque se livrant à des opérations autres que les opérations à court terme actuelles et sans aller donner l'exemple des banques d'Ecosse, nous citerons dans une de nos colonies, une petite île perdue au milieu du Pacifique, Tahiti, un établissement de crédit qui a pleinement réalisé ce problème de distribuer à la fois et avec un plein succès le crédit personnel, mobilier et foncier.

Cet établissement est connu sous le nom de Caisse agricole.

Fondée en 1863, cette caisse est devenue, par un arrêté du gouverneur, une institution publique, une sorte de banque coloniale au petit pied qui cumule toutes sortes d'opérations.

Avec un fonds de roulement variable, de 195.000 francs seulement en 1898, sans autres ressources que des bons de caisse à vue ou à terme, et des dépôts à échéance diverses pour lesquelles elle sert un intérêt de 3 0/0, ce qui est très minime pour le pays, elle trouve le moyen de faire à la fois de l'escompte, des avances sur récoltes et

sur marchandises et des prêts hypothécaires ; bien mieux elle fait office de commissaire gratuit de vente, achetant les produits des petits colons pour les centraliser et les envoyer en Europe sans garder de bénéfices ; elle a même acheté des terres pour les revendre aux colons moyennant paiement par annuités (1).

C'est là tout notre désir. Faire en grand ce que la Caisse agricole de Tahiti a fait en petit.

Robespierre s'écriait : « Périssent les colonies, plutôt qu'un principe ». Périssent plutôt les séculaires principes admis par l'école en matière de banque que le crédit dans les colonies sucrières.

On l'a dit fort justement pour la Banque d'Indo-Chine : « Evidemment on pourrait souhaiter que les risques inhérents au commerce de banque en Chine, au Japon, et au Siam, fussent supportés par une banque purement privée, n'ayant aucun privilège à sauvegarder, mais puisque l'excessive timidité des capitaux français ne permet pas à une société particulière d'aller concurrencer les capitaux anglais et russes, et puisque le Gouvernement est bien heureux d'avoir sous la main la Banque de l'Indo-Chine pour l'envoyer dans tout l'Extrême-Orient soutenir les intérêts français, il faut du moins qu'il lui donne les moyens de remplir efficacement cette tâche, et de lutter avantageusement avec les banques rivales (2). »

Forgeons donc et au plus vite l'outil approprié et lais-

(1) Pierre Denizet, *Les banques coloniales*.

(2) Pierre Denizet, *Les banques coloniales*.

sons la Banque travailler de toutes ses forces vives à la régénération de nos Antilles et de notre Réunion. Qu'elle soit soumise à une surveillance efficace, qu'on ne lui permette pas l'équilibre instable des banques coloniales d'aujourd'hui, mais qu'elle évolue ensuite librement dans des statuts élargis. Qu'elle ait à sa tête des hommes habiles, qu'elle garde une marge suffisante pour atténuer les risques coutumiers de ses opérations. Qu'elle observe enfin la loi de correspondance. C'est presque tout.

Il ne faut pas trop s'embarrasser des théories toutes faites. Le ministre J. Chamberlain se retranchait derrière l'autorité de Hume à la Chambre des Communes, pour faire excuser l'atteinte portée à la classique théorie du « free-trade ». En réalité, le « free-trade » n'a été, selon le mot fameux, et comme tous les autres articles du Royaume-Uni, qu'un article d'exportation. Le ministre anglais sait que les sucres coloniaux ont besoin de l'aide de la mère-patrie ; il la demande, voilà tout. Il s'étonnait dans son discours que l'Angleterre ait jusqu'alors si peu fait pour les « West-Indies » et déclarait qu'en comparant l'action de la France dans ses possessions voisines à l'action du gouvernement impérial, la comparaison était à notre avantage (1).

Le secrétaire du Colonial Office obtint de la Chambre des Communes les secours qu'il demandait, bien qu'un

(1) M. Chamberlain s'occupait, il est vrai, surtout des voies de communication dans cette partie de son discours, qui est tout entier reproduit dans le *Times* du 3 août 1898.

membre de l'Assemblée ait déclaré à la tribune que tous les sacrifices consentis ne serviraient de rien, car les West-Indies, ne produisant que du sucre, étaient condamnées à une ruine fatale.

Pour nous, désirant voir bientôt, grâce au crédit, nos colonies sucrières se couvrir de riches cultures secondaires, souhaitons que dans l'avenir un autre ministre anglais se voie obligé de renouveler l'appréciation que M. J. Chamberlain portait sur le passé, devant une Martinique, une Guadeloupe, une Réunion calmes et prospères.

Vu :

Le Président de la Thèse,
J. LÉVEILLÉ.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE. — Martinique, Guadeloupe, Réunion.	9
DEUXIÈME PARTIE. — Le crédit, les banques, loi de correspondance.	41
TROISIÈME PARTIE. — Le crédit à court terme.	72
CHAPITRE I. — Les banques coloniales, leur législation.	72
CHAPITRE II. — Capital, actions, fonds de réserve, dividendes	98
CHAPITRE III. — Administration des banques.	103
CHAPITRE IV. — Opérations des banques.	108
Section I. — Les ressources.	108
Section II. — Le crédit commercial	118
Section III. — Le crédit agricole	131
Section IV. — Les opérations de change.	146
QUATRIÈME PARTIE. — Le crédit à long terme	177
CHAPITRE I. — Crédit hypothécaire.	177
CHAPITRE II. — La société du Crédit foncier colonial, ses opérations.	185

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
